

Silence

N°333
Mars
2006
4 €
6 FS

Silence

Ecologie • Alternatives • Non-violence

Le triste héritage du nucléaire

Agriculture biologique

Les Amanins

Economie alternative

Le monde allant vers...

Société

**Vers un contrôle
social policier sans faille**

Le triste héritage du nucléaire

- Avec l'EPR à Flamanville, en reprendra-t-on pour soixante ans ?
de *Didier Anger* 4
- 20 ans de Tchernobyl, 20 ans de CRII-Rad
de *Pierre Coulomb* 8
- Le soleil existe, pas besoin de l'inventer !
de *Michel Bernard* 11
- Par ici la sortie
de *Michel Bernard* 12
- Pâques à Cherbourg
de *Jocelyn Peyret* 14

Economie alternative

- Le monde allant vers...
de *Alban Labouret et Aymeric Mercier* 18

Agriculture biologique

- Ni chèvre, ni loup
de *Jocelyne Renard* 25

Déchets

- Choisir le bon sens
de *Philippe Girard* 29

Société

- Vers un contrôle social policier sans faille
de *Daniel Julien* 32

Décroissance

- Libres leçons de Gandhi sur l'autonomie
de *Guillaume Gamblin* 36

Armes biologiques

- Les assassins sont parmi nous (suite)
de *Service civil lyonnais* 40

Agriculture biologique

- Les Amanins
de *Michel Bernard* 44

Brèves

- | | |
|------------------|-------------|
| 15 Nucléaire | 38 Nord-Sud |
| 16 Energies | 39 Paix |
| 20 Alternatives | 43 Santé |
| 28 Environnement | 47 Société |
| 30 transports | 48 Annonces |
| 31 Femmes | 49 Courrier |
| 35 Politique | 53 Livres |

Diffusion de Silence

■ **Ventes de la revue.** Début janvier 2006, la diffusion de Silence s'effectuait ainsi : 5250 abonnés payants et 350 abonnés gratuits (autres revues et collaborateurs), 850 exemplaires vendus en magasins (pour 1100 mis en dépôt), 400 exemplaires diffusés gratuitement suite à une demande de numéros gratuits, 300 exemplaires vendus sur les stands, le reste étant diffusé en anciens numéros. Avec un tirage actuel à 8000 exemplaires, ce sont donc entre 6500 et 7000 numéros qui sont réellement vendus.

■ **Recherche de points de vente.** Silence n'est pas diffusé en kiosque, car cela entraîne un énorme gaspillage de papier, oblige à passer sous le contrôle des marchands d'armes qui contrôlent ce secteur, nécessite une gestion beaucoup plus compliquée. Nous avons donc privilégié la mise en place d'un réseau alternatif de diffusion. Nous disposons actuellement d'un peu plus de 200 points de diffusion où nous vendons 80 % des 1100 numéros mis en dépôt. Nous sommes toujours preneurs de nouveaux points de vente (magasins bio, librairies alternatives, producteurs bio présents sur les marchés, locaux militants, boutiques de commerce équitable...). Nous n'avons pas encore de points de dépôts dans les départements suivants : Ain, Aisne, Charente, Corrèze, Corse, Creuse, Eure-et-Loir, Marne, Haute-Marne, Meuse, Nièvre, Hautes-Pyrénées, Seine-et-Marne, Somme, Tarn, Var, Yonne, Val-de-Marne, Val-d'Oise.

Neige et débat

Le débat prévu le 27 janvier chez *Canelle et Piment* pour parler des entreprises solidaires n'a malheureusement pas pu avoir lieu, la neige ayant bloqué tous les modes de transports dès 16 h. Nous essaierons de trouver une autre date pour ce débat.

Rencontres des Ami-e-s de Silence

Retenez déjà les dates : elles se tiendront du 2 au 9 août dans le Lot. Cette semaine de rencontres est précédée d'une semaine de préparation et de montage à partir

Assemblée générale de S!ence

Samedi 22 avril 2006, de 10 h à 18h, l'association Silence qui édite la revue tient son assemblée générale dans ses locaux. Cette réunion est ouverte à tous nos lecteurs... mais seuls les membres de l'association (une vingtaine actuellement) peuvent voter. Ne peuvent être membres de l'association que des personnes actives dans la réalisation de la revue. Au programme : le matin, bilans financier, d'activités et moral 2005. Repas tiré du sac. L'après-midi, différents débats porteront sur la question de l'intégration de personnes éloignées, sur notre représentation extérieure, sur l'évolution des salaires des permanents, sur la diffusion plus large de la revue, sur les 25 ans de la revue en 2007...

du 26 juillet. Le thème de l'année sera "vivre la décroissance au quotidien". Programme détaillé dans le prochain numéro.

Correspondants et dépositaires

Attention, au moins jusqu'en juin, du fait d'un congé maternité, les permanences concernant la tenue des stands et les ventes dans les magasins sont assurées le lundi au lieu du vendredi.

En chantier

Sous réserve, les prochains dossiers seront consacrés à *terre, terroir, territoires* (avril) *Françafrique* (mai), *décroissance et transition* (juin), *alternatives à Paris* (été)...

LYON

Agir contre le nucléaire

Le prochain débat *S!ence* aura lieu le vendredi 24 mars à 18h aux Ateliers (9, rue Dumenge, 69004 Lyon). Il portera sur le dossier de ce numéro. Des membres de l'association *Rhône Alpes sans Nucléaire* seront présents, notamment afin d'expliquer les enjeux du déplacement à Cherbourg pour manifester contre le lancement de l'EPR.

Pour les lecteurs et lectrices qui veulent participer aux réunions du comité de lecture :

	comité de lecture (réunion dans les locaux de S!ence à Lyon).	clôture des brèves
Avril	n° 334 samedi 25 février à 14 h	mercredi 1 ^{er} mars à 12 h
Mai	n° 335 samedi 25 mars à 14 h	mercredi 29 mars à 12 h
Juin	n° 336 samedi 29 avril à 14 h	mercredi 3 mai à 12 h

Les infos contenues dans ce numéro ont été arrêtées au 1^{er} Février 2006.

Bulletin d'abonnement page 55



RUSSIE / UKRAÏNE :
ACCALMÉ DANS LA GUERRE DU GAZ



MITTERRAND, MITTERRAND, MITTERRAND



FIN DE L'ÉTAT D'URGENCE



SOS Démocratie

Cela peut paraître incroyable, mais que ce soit au niveau national ou, plus largement, dans les pays possédant des réacteurs nucléaires, les sondages, souvent réalisés pour des instances pronucléaires, indiquent toujours une majorité contre cette forme d'énergie (1). A un sondage rendu public par l'Union européenne le 24 janvier dernier, demandant "que souhaitez-vous que l'on développe comme énergie", seuls 8 % des Français répondent le nucléaire ! 8 % (2)!

Mais, comme dans d'autres domaines, la démocratie est en panne. Nul doute que si l'on organisait un référendum sur la question énergétique, les éoliennes, le solaire et les économies d'énergie seraient plébiscités (3).

Nul doute que si l'on organisait un référendum sur la question des OGM, ces plantes génétiquement modifiées seraient interdites. Nul doute que si l'on laissait les Français s'exprimer sur le budget national, on assisterait à une baisse rapide du budget militaire et de l'inutile force de frappe nucléaire.

Mais les référendums, les élus s'en méfient. Au printemps 2005, malgré toute leur propagande, le soutien des médias et des multinationales, le "non" au projet de constitution libérale européenne s'est imposé.

Toutefois, la France ne pourra persister dans son superbe isolement énergétique, coincée entre les programmes novateurs de l'Allemagne et de l'Espagne. Mobilisons-nous pour une politique énergétique saine. Dénonçons le nucléaire, énergie du siècle passé.

Michel Bernard ■

(1) Un sondage, réalisé durant l'été 2005 pour le compte de l'AIEA, agence fortement pronucléaire et rendu public le 14 décembre indique que dans les dix-huit pays les plus nucléarisés, 62 % des sondés sont pour continuer à utiliser les réacteurs existants, mais que 59 % souhaitent qu'on n'en construise plus.

(2) Contre 48 % pour le solaire, 41 % pour l'éolien.

(3) Un sondage réalisé pour le compte de l'ADEME indique que 90 % des Français sont pour un développement rapide des éoliennes... 6 % indécis, cela ne laisse que 4 % contre.



Avec l'EPR
à Flamanville,
en reprendra-t-on
pour soixante ans ?



**AVENIR IRRADIÉ
RADIOUX**

L'EPR traduit la volonté de l'industrie nucléaire française de relancer le nucléaire au niveau mondial. Pour soutenir les actions d'opposition au niveau local, il faudra être nombreux les 15 et 16 avril à Cherbourg.

Areva a réussi à imposer au gouvernement le projet de réacteur nucléaire EPR, dit "européen" (1). Pourtant, on savait le lobby nucléaire partagé. Au sein même du cartel Areva et de la direction du commissariat à l'énergie atomique, certains estimaient qu'il n'y a pas urgence, la production d'électricité nucléaire étant en surcapacité. Pour relancer le nucléaire en France et en Europe, ces derniers préféraient, en attendant une très hypothétique fusion avec d'autres pays nucléarisés, privilégier la recherche d'un nouveau type de réacteur. Idéalement, celui-ci serait :

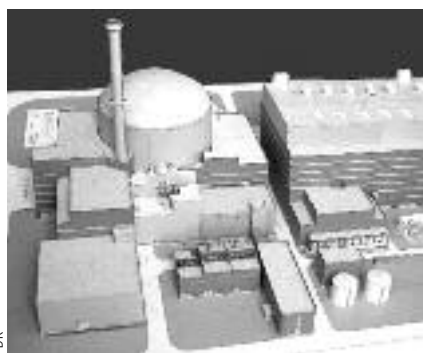
- non ou peu producteur de déchets : de tout le cycle du nucléaire, la question des déchets est le point que les populations jugent le plus inacceptable ;
- non-plutonigène, pour limiter la prolifération de l'arme nucléaire qu'entraîne la vente du nucléaire civil à l'étranger ; cela suppose d'utiliser un autre combustible que l'uranium enrichi ;
- plus petit, moins coûteux et donc plus vendable dans les pays émergents.

Mais ce nouveau type de réacteur pourrait difficilement être opérationnel avant 2030.

EDF même privilégie l'allongement de la durée de vie des réacteurs existants de 30 à 45, voire 60 ans, n'obtenant, pour l'instant, que 40 ans de répit.

En effet, EDF (Energie, Dette, France), aurait préféré ne pas avoir à investir :

- son endettement varie, selon les audits, entre 35 et 41 milliards d'euros. Il est dû en majeure partie aux investissements non remboursés des années 70, et partiellement à l'achat de 31 sociétés privées à l'étranger (Brésil et Argentine, en crise). Des syndicats d'EDF affirment que l'argent qui avait été mis de côté pour le démantèlement aurait servi à ces achats. Pour sa part, la Cour des comptes a précisé que les coûts du démantèlement et des déchets ont été sous-estimés.



La maquette du projet de réacteur nucléaire EPR.

Le choix de l'EPR par la France est en fait une décision commerciale.

- EDF doit faire face aux difficultés de changement de statut de l'entreprise, mais non à celui des personnels en place, ce qui l'oblige à mettre 9 milliards d'euros en réserve pour les retraites.
- le coût de l'EPR atteint 3 milliards d'euros, à condition qu'il s'agisse de lancer une série de dix réacteurs ; il sera certainement plus élevé si ce réacteur reste unique (2).

Au bas mot, endettement et engagements représentent un trou d'environ 50 milliards d'euros ! Certes, EDF espérait l'entrée d'investisseurs privés dans le capital de l'entreprise d'Etat. La privatisation partielle au niveau de 15 %, bien que prévue jusqu'à 30 %, a suscité un certain engouement populaire, notamment de la part des agents EDF. Cela a compensé le peu d'enthousiasme des investisseurs institutionnels : ces derniers, mieux informés sans doute, connais-

sent les difficultés de l'entreprise ! De plus, 6000 agents partant à la retraite ne seront pas remplacés. EDF espère voir les entreprises s'engager dans la construction de l'EPR et notamment d'ENEL, l'EDF italienne. Celle-ci, depuis le référendum italien de 1988, n'a pas le droit de construire des centrales nucléaires, mais elle se montre intéressée par l'électricité nucléaire de la vallée du Rhône. A quelles conditions sera soumis l'achat de l'électricité produite ? Evidemment, ces entreprises ne prendront en charge ni assurances en cas d'accident, ni démantèlement, ni gestion des déchets : le contribuable continuera de payer pour le consommateur

industriel. Il n'y a pas, en l'occurrence, opposition mais connivence entre le capitalisme d'Etat, encore majoritaire à EDF (qui n'a que faire de la vérité des prix de vente et des coûts de production), et le capitalisme privé.

Le secteur commercial d'Areva (Cogema-Framatome) l'a emporté sur son secteur recherche. Mais n'est-ce pas reculer pour mieux... sauter ?

L'EPR répond-il à une nécessité nationale ?

En l'état, sans remettre en cause le modèle de consommation actuel, la production d'électricité au niveau national pose deux problèmes :

1. En "base" (c'est-à-dire en fonctionnement régulier), la France produit trop d'électricité et la revend à perte aux pays voisins. Cela représente 15 % de la production, soit environ douze réacteurs. Or, c'est le nucléaire qui est utilisé pour la base, car sa manipulation lourde ne permet pas de répondre aux "pointes".

2. Lors des "pointes" (les pics de consommation irréguliers) dues au chauffage électrique, il faut faire appel aux pays voisins par des contrats temporaires, fort coûteux, dits "à bien plaisir". Les pointes sont fournies par des centrales thermiques classiques, productrices de gaz à effet de serre (environ 7 % de la consommation) et des renouvelables, hydrauliques (environ 13 %) et éolien (encore très marginal).

L'EPR ne va donc pas résoudre le problème, mais au contraire accroître le déséquilibre actuel de la consommation.

L'EPR répondrait-il alors à un besoin régional ?

Installer l'EPR à Flamanville ne correspond à aucune notion de nécessité ou d'efficacité énergétique.

La Basse-Normandie consomme un peu plus du tiers de la production de Flamanville 1 et 2. Des couloirs de lignes THT 400 000 volts, vers Caen et Rennes, alimentent l'Île-de-France et la Bretagne. Avec un réacteur de 1650 mégawatts de plus, il faut acheminer l'énergie vers les Pays-de-la-Loire et la Bretagne par un nouveau couloir de lignes (180 à 230 millions d'euros selon RTE, Réseau de transport d'électricité, et peut-être 30 à 50 % de plus...), soit vers les Quintes (entre Laval et le Mans), soit vers Domloup (près

(1) Framatome, l'une des entreprises membres du cartel Areva, s'est associée à l'allemand Siemens.

(2) Propos tenus au ministère de l'Industrie lors d'une rencontre, fin juillet 2004, lors du jeûne contre la construction de l'EPR.

de Rennes), soit encore entre les deux (vers Vitré) : 150, 200, 300 km de plus.

La distance moyenne entre les lieux de consommation et les lieux de production est de 80 km en France.

Selon RTE, en 2001, les pertes sur le réseau français THT s'élèvent à 3 %, selon les saisons et la distance. À 5,5 % selon Photeus en 2003 ; selon EDF (dossier du maître d'ouvrage), elles oscillent entre 5,8 % et 6,7 %. En clair, ces pertes se situent entre la production d'un réacteur 900 mégawatts, type Gravelines, et celle de trois réacteurs 1300 mégawatts, type Flamanville.

En effet, la Bretagne ne répond à ses propres besoins qu'à hauteur de 5 % (dont 75 % proviennent de la marémotricité de la Rance), mais la CGT-Energie Bretagne reconnaissait elle-même en 2003 qu'il vaut mieux produire au plus près des lieux de consommation ; voici les solutions qu'elle propose : des éoliennes, à condition qu'elles soient acceptées par la population, et des centrales à gaz en cogénération (chaleur et électricité) vers Lorient ou Saint-Brieuc. Sa principale crainte : la fermeture de la centrale thermique de Cordemais, près de Nantes.

Des solutions alternatives existent :

1. Sortir du gigantisme et du centralisme.
2. Privilégier l'efficacité énergétique et les économies d'énergie.
3. Produire, sans nucléaire, au plus près du consommateur.
4. Faire participer les personnes concernées aux choix énergétiques, au contrôle ou à la gestion du fonctionnement des outils de production.

Une nécessité européenne et internationale ?

Il n'y a jamais eu de véritable et unique politique européenne en matière d'énergie, même si Euratom, l'un des tout premiers traités, visait à promouvoir l'énergie nucléaire... civile. L'Union européenne, dans sa volonté de réduire les émissions de gaz à effet de serre, a plus

misé sur le développement des énergies renouvelables en visant un engagement de produire ainsi 22 % de l'électricité en 2010. La France s'est engagée à atteindre un taux de 21 %. Elle atteignait 14,5 % au moment de la signature et, du fait des blocages sur l'éolien et du début de retrait sur quelques barrages, elle est retombée à 14, puis 13,5 %. Les objectifs qu'elle a validés ne seront donc pas atteints. Le gros effort européen vers le nucléaire porte plutôt sur le programme de recherche et sur la construction d'ITER à Cadarache, ainsi que sur la fusion, très hypothétique, d'ici 50 ou 100 ans.

Du fait, d'une part, du passage historique du nucléaire militaire au nucléaire civil et de la possibilité inverse, et d'autre part de l'absence de réelle politique européenne de défense avec ou sans nucléaire, chaque nation a sa propre politique énergétique. Certaines se sont dotées de l'électronucléaire (la France en étant la championne), mais d'autres non (Danemark, Autriche, Portugal, Grèce, Irlande, Luxembourg...); certaines ont décidé d'en sortir, que ce soit par référendum (Suède, Italie), par décision gouvernementale et parlementaire (Allemagne en 23 ans, Belgique en 25 ans, Espagne en 10 ans) ou par la force des choses (Grande-Bretagne, en fin de vie des centrales). L'intervention de l'Union européenne s'exerce surtout sur la sécurité, les rejets, les normes maximales d'exposition des travailleurs et des populations aux radiations.

Mais...

La pieuvre Areva veut étendre ses tentacules à l'Europe et au monde...

Le choix de l'EPR par la France est en fait une décision commerciale. Pour vendre à l'étranger, il fallait une vitrine française. Pour l'instant, la seule acheteuse est la Finlande, dont une partie des installations nucléaires sera fournie par... Mitsubishi.

Areva espère toujours vendre en Chine, en Corée du Sud, en Inde, au Brésil de Lula et même aux USA ; elle vient de pénétrer dans ce dernier pays par la construction d'une usine de MOX à partir de plutonium militaire, mais se heurte à la concurrence de Westinghouse sur le marché des centrales. Elle mise idéologiquement sur la crise du pétrole et la nécessité de réduire l'effet de serre pour relancer la machine nucléaire au sein de

l'Union européenne, faire revenir en arrière l'Italie et la Suède et remettre en cause les politiques allemande et belge. Blair vient d'évoquer la possibilité de relancer la construction de centrales nucléaires en Grande-Bretagne, où EDF s'est implantée.

Pour l'instant, la pieuvre se concentre dans le "bunker" nucléaire français et lance plus que jamais ses tentacules à l'extérieur grâce aux transports transfrontaliers d'électricité (3). L'EPR à Flamanville n'a pas pour fonction première de satisfaire les besoins en électricité du grand Ouest ou de la nation mais, dans la mesure qu'il est au nucléaire, de construire une vitrine commerciale pour la relance extérieure de l'industrie.

Si la stratégie d'Areva aboutit, on en reprend pour 60 ans, et même beaucoup plus avec les déchets.

... et chercher à passer en force

Les commissions particulières des débats publics (CPDP) "EPR - Flamanville 3" et "ligne à très haute tension Cotentin-Maine", quelle que soit la volonté de leurs membres, se heurtent au problème de la compatibilité du nucléaire avec la démocratie.

Après avoir participé à la rédaction des cahiers d'acteurs, de nombreuses associations, en tant que telles, ont refusé de débattre et certaines ont manifesté leur opposition à l'extérieur des lieux des réunions officielles. D'autres ont pratiqué la valse-hésitation : dedans, dehors, dedans...

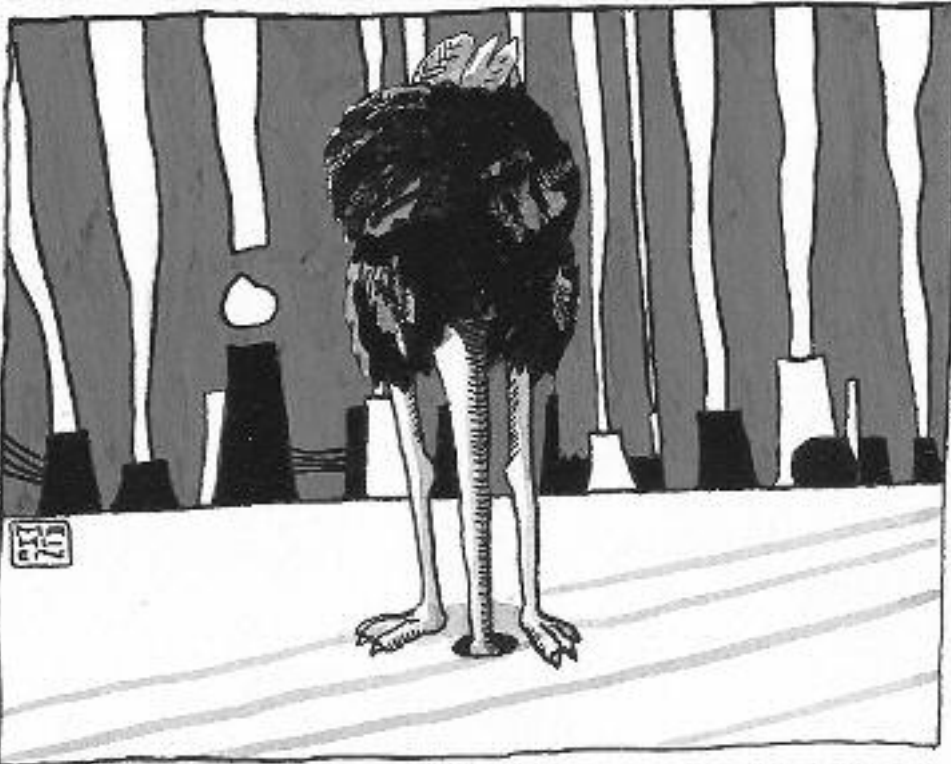
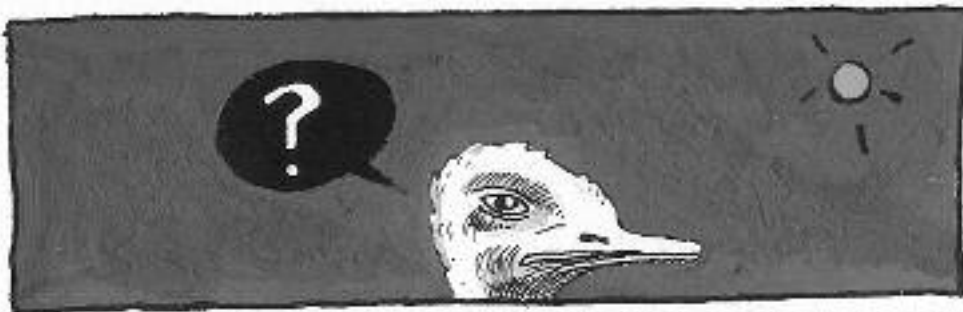
1. Le gouvernement et les deux assemblées ont décidé de l'implantation d'un réacteur nucléaire EPR avant même l'organisation du "débat public" chargé, selon la loi Barnier de 1995, d'établir l'état de la controverse avant que les élus ne tranchent. On décide d'abord, on discute ensuite : est-ce là une procédure démocratique ?

2. Le gouvernement a obligé la CPDP-EPR à censurer six lignes du cahier d'acteurs du réseau "Sortir du Nucléaire", qui abordait la question des risques de crash d'un avion-suicide sur un réacteur EPR traité dans un document classé "secret-défense". Où est la transparence en la matière ?

3. Les appels d'offre internationaux pour les travaux de centrale ont été lancés avant même les enquêtes et débats publics. Seules les apparences sont démo-

(3) Voir Flux en Europe.





rains ou des associations : elles pourraient laisser entendre que l'EPR est inévitable à Flamanville et que l'on doit se limiter à chercher la moins nuisante et la moins nuisible des solutions pour leur passage.

Depuis de nombreuses années, des études ont démontré les effets des champs électromagnétiques et les risques accrus de modifications comportementales, des troubles immunitaires, des risques de cancers et leucémies (4). A propos de l'élevage et de la production de lait et de viande, continuer de nier les interactions entre les champs électromagnétiques et les mécanismes hypersensibles des êtres vivants est un non-sens scientifique et intellectuel, comme l'ont affirmé les professeurs Santini et Le Ruz lors du colloque organisé le 28 mai 2005 à Saint-Lô par la Confédération paysanne de la Manche et le collectif régional "Grand Ouest".

Le sud de la Manche, la Mayenne et l'Ille-et-Vilaine, pays de bocage, se mettent en mouvement. Vingt-deux associations locales se sont déjà fédérées en Mayenne, créant "Mayenne surVOLTée", qui revendique plus de 1000 adhérents. Une de leurs premières actions : 500 personnes ont envahi la salle de réunion de la CPDP-THT à Laval.

Ces associations deviennent un modèle d'organisation pour les départements voisins. Leur volonté : barrer le passage.

Les champs clos du bocage, bordés de talus et de haies, ne sont pénétrables qu'après enquête de mise en servitude, arrêtés préfectoraux, autorisations de pénétration, présentation de plans. Il existe ainsi des moyens légaux de résistance et aussi des moyens... légitimes, non-violents, mais actifs.

Cette résistance de terrain doit s'accompagner de démonstrations de masse. La première : les 15 et 16 avril 2006, à Cherbourg, en Cotentin nucléaire, à 25 km de Flamanville, après la clôture des commissions particulières du débat public et avant les enquêtes publiques. On dit même que la CPDP EPR - Flamanville 3 pourrait rendre sa copie le... 18 avril, à quelques jours du 20^e anniversaire de Tchernobyl.

Notre responsabilité va bien au-delà du bunker nucléaire du Cotentin, au-delà de nos frontières. Plus nous serons nombreux, plus nous montrerons l'absence de consensus et pèserons sur les choix et décisions de 2007.

Didier Anger ■

Coordinateur du collectif régional "Grand Ouest EPR, non merci",

Président du CRILAN de Basse-Normandie, Administrateur du réseau "Sortir du nucléaire".

(4) Etude du British Medical Journal (4 juin 2005).

cratiques : le nucléaire veut passer en force avant que ne commencent les travaux nucléaires prévus sur le site de Flamanville fin 2007.

C'est aussi parce que nous avons la volonté de défendre la démocratie et même de la faire avancer que nous refusons la relance du nucléaire.

Nous avons encore la possibilité d'arrêter la machine...

Une décision politique peut toujours être remise en cause.

Avant le début des travaux nucléaires, en 2007, deux échéances se présentent : élections présidentielle et législatives.

Certes, la fonction du réseau "Sortir du Nucléaire" et celle du collectif régional "Grand Ouest : l'EPR, non merci" n'est pas

de faire campagne pour tel ou tel camp, tel ou tel candidat. Ce qui peut nous rassembler : peser pour qu'une alternance soit une vraie alternative énergétique.

Nous devons continuer à démythifier et démystifier l'EPR et le nucléaire en général. Mais il ne suffit pas d'avoir raison et de convaincre pour vaincre.

Nous devons développer nos propres moyens de lutte.

Il n'est plus question, comme dans les années 70, de constituer un groupement foncier agricole et d'occuper le terrain : celui-ci est déjà propriété d'EDF et protégé.

Le point faible du projet ? Les longs couloirs de lignes THT qui lui sont liés. Écartons des solutions dites alternatives comme l'enterrement des lignes ou une ligne maritime, que proposent des rive-

20 ans de Tchernobyl, 20 ans de CRIIRad

Le 10 juin 2006, se tiendra à Bourg-les-Valence, au théâtre du Rhône, la fête des 20 ans de la CRIIRad, Commission de recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité. Vingt ans déjà... Retour en arrière sur les événements qui ont marqué la création de la CRIIRad.

26 avril 1986. Explosion du réacteur n°4 de la centrale nucléaire de Tchernobyl. Ce n'est que deux jours plus tard que la Suède décèle une augmentation anormale de la radioactivité de l'air provenant vraisemblablement d'un accident majeur, quelque part au sud... L'URSS confirme peu après et rend public le nom de Tchernobyl, qui appartient désormais au répertoire des catastrophes de l'humanité.

Entre 50 et 150 millions de curies se sont échappés dans l'atmosphère, ont été projetés à quelques milliers de mètres d'altitude, se sont dispersés en fonction des vents et sont retombés de façon très inégale sur tout l'hémisphère Nord... Un cocktail de milliers de radioéléments différents, provenant de la fusion du cœur du réacteur, qui se sont dispersés sur le sol.

Accident soviétique, diront les autorités occidentales, à ne pas confondre avec un accident nucléaire, d'ailleurs impossible chez nous. Pourtant, le type de réacteur en question, le RBMK, avait été jugé particulièrement moderne et sûr par les spécialistes occidentaux... Dès lors, ces mêmes spécialistes s'emploient à le dénigrer : pas d'enceinte de confinement, pas de système sérieux de sûreté, amateurisme dans les procédures, alcoolisme...

Bref, au-delà de la nature même de la catastrophe, de ses effets immensément dévastateurs présents et surtout à venir, la chose était entendue : il fallait absolument tout faire pour ne pas entacher l'image du nucléaire occidental.

La France, pays dans lequel le programme Pompidou-Messmer, initié en 1971, avait donné le feu vert au déploiement sans précédent de centrales de type PWR et dont 60 % de l'électricité était déjà d'origine nucléaire, ne pouvait que prendre la tête de cette croisade.

Nous savons maintenant de source sûre que ce qui s'est passé en 1986 en matière de mensonge, de désinformation et d'absence de précautions n'était pas le résultat de l'ignorance des pouvoirs publics. La réalité de la situation a bien été communiquée en haut lieu, notamment auprès du Premier ministre, Jacques Chirac, du ministre de l'Industrie, Alain Madelin, et du ministre de l'Intérieur, Charles Pasqua... Mais le mensonge a été d'autant plus facile à répandre que la complicité de la majeure partie des responsables politiques avec le lobby nucléaire préexistait, de sorte que pendant douze jours un black-out sans précédent a été maintenu auprès de la population quant aux réalités de la situation.

Ainsi, pendant que tous les pays européens prenaient des précautions en matière d'exposition des personnes, de sécurité alimentaire et de protectionnisme com-

mercial, le coq gaulois, debout sur ses ergots, manifestait avec indécence son orgueil, son égoïsme, sa stupidité et son profond mépris pour ses semblables...

Naissance de la CRIIRad

Dès le mois de mai, animé par l'indignation, l'instinct de survie et une démarche citoyenne, un petit groupe de personnes de la vallée du Rhône fonde la CRIIRad, dont les statuts sont basés sur les principes suivants :

“Constatant qu'en la circonstance les pouvoirs publics ont choisi délibérément de soutenir l'institution nucléaire au détriment de la protection des populations et du respect de la réglementation existante, par le moyen de la dissimulation et du mensonge,
- *constatant la formidable mainmise du lobby nucléaire sur l'establishment politique, administratif, financier, économique, institutionnel et médiatique de notre pays,*
- *constatant que tout ce qui touche à la radioactivité est profondément méconnu du public et se prête admirablement à la dissimulation du fait que la radioactivité échappe à nos cinq sens,*
la CRIIRad choisit :

- *de se donner les moyens de se former à cette discipline au niveau scientifique,*
- *d'acquérir ses propres moyens techniques de mesure,*
- *de ne jamais recourir à des soutiens de tout ordre mettant en jeu son indépendance,*
- *d'informer le plus objectivement possible et en toute indépendance la population sur les réalités de terrain dans le domaine de la radioactivité, afin que l'exercice de la démocratie soit possible (...).”*

Depuis le début, ces principes ont toujours guidé l'action de la CRIIRad, en dépit de très nombreux obstacles qui se sont dressés devant elle. Mais rien n'aurait été possible s'il n'avait existé dans notre pays un petit nombre de personnes libres, lucides, réalistes et responsables qui nous ont soutenus dès le départ, nous ont sauvés de la disparition à trois reprises et continuent de nous soutenir :
- Nos adhérents, qui constituent le socle



L'entrée de la zone interdite de Tchernobyl.

essentiel de notre structure et le garant de notre indépendance,

- Un certain nombre d'associations,
- Un certain nombre de personnes du milieu scientifique, médical, médiatique et autres.

Il faut enfin souligner la part incontournable que constitue dans cette entreprise l'engagement citoyen, l'abnégation, la ténacité, la compétence et la générosité des bénévoles actifs de l'association et, bien entendu, des salariés qui ont contribué à faire de la CRIIRad un outil professionnel réellement indépendant, dénué de toute idéologie et au service des citoyens.

Les résultats les plus marquants

- Des milliers de mesures de contamination de terrain et de produits alimentaires ;
- Elaboration et publication en 2002, avec l'aide du géologue André Paris, d'un atlas européen de la contamination radioactive, document majeur et reconnu, face à une cartographie officielle défaillante ;
- Mise en évidence du problème du radon dans notre environnement ;
- Mise en place d'un réseau de balises de surveillance de la radioactivité de l'air dans la vallée du Rhône, indépendant des exploitants du nucléaire et de l'Etat ;

- Organisation de stages de formation sur la radioactivité ouverts à tout public ;

- De très nombreuses études radio-écologiques de sites, bâtiments, bassins fluviaux, régions, mines d'uranium, à la demande de collectivités publiques et d'associations, en France et à l'étranger ;

- Information, débats publics, émissions radio sur des sujets tabous tels que l'uranium appauvri ;

- Demande d'expertise CRIIRad lors de la reprise des essais nucléaires en Polynésie, refusée par le président Chirac ;

- Elaboration du dossier scientifique sur la relation entre contamination radioactive et pathologies thyroïdiennes, pour l'Association française des malades de la thyroïde ;

- Soutien à l'institut Belrad, qui vient en aide aux enfants dans les zones très contaminées du Bélarus ;

- Soutien au professeur Youri Bandajewski, éminent spécialiste biélorusse des effets sanitaires de l'exposition à la radioactivité, emprisonné durant trois ans, récemment libéré et avec lequel la CRIIRad crée en Bélarus un laboratoire de recherches biologiques ;

- Nombreuses actions pour combattre des projets et des pratiques industrielles ou réglementaires inacceptables (irradiation alimentaire, projet de déréglementation des normes CIPR, arrêté secret-défense visant à criminaliser l'information

du public en matière nucléaire, nouvelles dispositions régissant l'agrément des laboratoires d'analyse de la radioactivité visant à neutraliser la CRIIRad...)

- Enfin, ce qui vous a été évité grâce à l'action de la CRIIRad : l'incorporation de déchets radioactifs dans la laine de verre, l'adoption en France de seuils d'exemption devant permettre légalement de déclarer certains types de déchets radioactifs comme non radioactifs, la légalisation dans le monde des aliments contaminés à des niveaux excessivement élevés, le recyclage de ferrailles radioactives dans la métallurgie, la banalisation des montres radioactives au tritium...

Et maintenant ?

En vingt années de combat, si les succès obtenus sont réels, il ne faut pas se leurrer. Le lobby nucléaire, loin de baisser les bras, poursuit la conquête systématique de sa suprématie et entend délibérément poursuivre le développement de ses activités tant civiles que militaires. Pour imposer son projet, il dispose de moyens financiers considérables, n'hésite pas à utiliser des méthodes de plus en plus sophistiquées pour soumettre le pouvoir politique déjà passablement sous sa coupe, pour désinformer massivement le public, mais aussi pour asservir les mouvements, associatifs ou autres, qui s'opposent à lui.

Nucléaire

Les procédés utilisés sont de plus en plus pervers :

- Publicité, mise en œuvre d'officines de propagande idéologique dissimulées sous des habits scientifiques, sites Internet d'incitation à lutter contre les éoliennes, publications partisans à l'usage du monde médical, pénétration du milieu de l'éducation nationale...

- Utilisation de personnages médiatiques chargés de faire passer le message pro-nucléaire, prix Nobel, professeurs de médecines, chercheurs, écrivains...

- Instrumentalisation de structures officielles telles que l'Académie des sciences et l'Académie de médecine, au service de l'idéologie pro-nucléaire ;

- Vaste entreprise de récupération du monde associatif, déjà passablement affaibli par l'action gouvernementale, au travers de soutien financier mais aussi par une approche subtile de contamination idéologique : sous couvert de concertation, on convie tous les acteurs à participer à des commissions, des débats, des groupes de travail, des campagnes en trompe-l'œil, et ce à des fins de diversion, de détournement d'attention, voire de subversion ;

- Détournement d'argent public pour "arroser" départements ou communes choisis pour l'enfouissement de déchets nucléaires...

- Utilisation de nouvelles méthodes : on fait appel à des cabinets de sociologie, auxquels on passe des commandes pour induire auprès du plus grand nombre le message selon lequel il n'y a pas de risque zéro, les avantages du nucléaire justifient amplement les petits inconvénients possibles, et nous n'avons pas d'autre choix que le développement du nucléaire...

La stratégie s'exerce plus que jamais au niveau mondial :

Ses bases avaient été mises en place dès les années 50, avec le lancement de l'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique) et son accord "contre-nature" avec l'OMS (Organisation mondiale de la santé), aboutissant à neutraliser tous les efforts de celle-ci en matière sanitaire dès lors que la radioactivité pouvait être mise en cause.

Quelques exemples :

- Les récentes initiatives du *Codex Alimentarius* (institution de l'ONU) en matière de banalisation de la contamination radioactive des aliments, directement inspirées par l'AIEA, témoignent d'une volonté de passage en force pour faire admettre des normes insensées ;

- La récente attribution du prix Nobel de la paix à l'AIEA et à son directeur général constitue, pour la CRIIRad, une indigente soumission à l'ordre établi en validant hypocritement le bien-fondé des deux missions contradictoires de cet organisme (développement du nucléaire civil et lutte contre la prolifération du nucléaire militaire) ;

- Dans les territoires contaminés d'Ukraine et de Bélarus, sous des appellations et des dénominations diverses, avec l'appui de nombreux gouvernements, dont le nôtre, les mêmes instances œuvrent pour que les effets sanitaires de la radioactivité ne soient pas évalués à la lumière de la catastrophe de Tchernobyl, mais simplement extrapolés à partir du modèle mathématique d'Hiroshima et de Nagasaki, dont les caractéristiques sont



Véhicules irradiés, abandonnés après l'accident.

très différentes. Ainsi les millions de personnes de ces territoires doivent être sacrifiées, et on leur dénie le droit d'être soignées, de consommer de la nourriture propre et de pouvoir quitter ces lieux mortifères...

A l'évidence, les promoteurs de tels agissements font preuve d'un cynisme outrageant à l'égard de l'humanité. Dans l'état actuel des choses, on ne peut composer avec les acteurs d'une telle entreprise criminelle quasiment déclarée. Le nucléaire, déstabilisé un instant par la catastrophe de Tchernobyl, a choisi d'imposer à nouveau ses ambitions hégémoniques par tous les moyens, au détriment de l'opinion publique, de provoquer des atteintes irréversibles à l'environnement, de mettre en danger la santé de millions de personnes et d'augmenter la probabilité de survenue de nouveaux accidents majeurs.

Il importe pour nous de poursuivre notre combat, de découvrir et de mettre en lumière les projets et les pratiques du lobby nucléaire, de procéder à toutes les investigations possibles sur le terrain et de lutter contre l'asservissement idéologique de toutes les classes de la population.

En 1987, le président de la commission locale d'information de la centrale de Tricastin nous faisait finement observer que, pour subsister, la CRIIRad aurait besoin d'un nouveau Tchernobyl tous les deux ans. Vingt ans se sont écoulés, nous n'avons pas eu besoin de cela, mais notre combat se trouve de jour en jour plus justifié, plus étendu, plus légitime, ce qui n'enlève rien, hélas, à la probabilité grandissante de survenue de nouveaux accidents...

Ce que nous avons pu réaliser n'a été possible que parce que nos adhérents ont compris que le soutien qu'ils nous apportent dépasse les enjeux circonanciels et hexagonaux de notre horizon, mais constitue une œuvre de solidarité fondamentale envers nos enfants...

Plus que jamais, la CRIIRad, à l'heure de son opportune ouverture à l'international avec la création du Laboratoire CRIIRad-Bandajevski, a besoin de votre soutien.

Pierre Coulomb ■

L'auteur est administrateur de la CRIIRad.
CRIIRad, 471, avenue Victor-Hugo, 26000 Valence,
tél : 04 75 41 82 50.



Prypiat, ville fantôme.



Prypiat, le centre.



Prypiat, fête foraine interrompue depuis 20 ans.

Le Soleil existe, pas besoin de l'inventer !

Le gouvernement français au sein d'une coalition internationale veut construire le réacteur Iter à Cadarache (Bouches-du-Rhône) pour essayer d'y obtenir la fusion d'atomes. Un projet dangereux et inutile.



Simulation de l'implantation d'Iter à Cadarache.

On nous promet, contre quelques milliards d'euros que, si tout va bien, d'ici 2050, nous disposerons d'une énergie presque gratuite et illimitée. Le même discours que dans les années 50 lorsque l'on a commencé à parler des actuels réacteurs nucléaires. On voit aujourd'hui ce qu'il en est : le nucléaire coûte horriblement cher, produit des montagnes de déchets, a déjà provoqué des millions de morts dans le monde (Tchernobyl n'est qu'un des foyers de contamination), et l'uranium sera vite épuisé alors que l'on n'a pas dépassé 5% de la production d'énergie dans le monde.

Mais au moins, lorsque l'on a lancé les actuels réacteurs nucléaires, on savait que cela pouvait produire de l'énergie, ce qui n'est encore que théorique pour l'ITER (1).

De nombreux scientifiques essaient aujourd'hui de se faire entendre pour dire que ce sera très cher et pas sans risque (libération de neutrons extrêmement virulents, parois radioactives qu'il faudra renouveler régulièrement, risque de détournement militaire du tritium...).

Alors on agite le rêve technologique : nous allons domestiquer une étoile, nous allons construire un Soleil miniature...

Permettons-nous de répondre : le Soleil il y en a déjà un, qui fonctionne très bien, qui n'est pas miniature et dont la durée de vie est encore estimée à six milliards d'années. De quoi voir venir.

Alors pourquoi ne pas miser sur ce qui fonctionne ?

Pour nous, l'énergie solaire présente les qualités suivantes : durabilité, abondance, diversité, propreté, sûreté, gratuité, décentralisation, universalité. Elle a contre elle sa dilution et sa variabilité. Ces critères opposés à ceux du pétrole, du charbon, du nucléaire, posent un vrai défi à nos technocrates : une société qui s'appuie sur le Soleil naturel aurait comme conséquence de nous emmener vers un autre mode de société. Un soleil artificiel — s'il marche un jour — permettrait au contraire de continuer à privatiser nos besoins et favoriserait la centralisation des bénéfiques.

De tout temps le Soleil nous a permis de vivre : c'est grâce à lui que poussent les plantes qui nous nourrissent. C'est lui qui

assure le cycle de l'eau et qui nous permet de profiter des énergies hydraulique, éolienne, biomasse et animale.

Ce n'est que depuis la révolution industrielle, au milieu du dix-neuvième siècle que l'homme a essayé de trouver d'autres formes d'énergie, d'abord avec le charbon, le pétrole, le gaz, puis le nucléaire. Moins de deux siècles après, ces ressources commencent à donner des signes d'épuisement et la pollution générée est considérable.

Si la technique a permis d'utiliser ces énergies non renouvelables, même avec un effort moindre et avec des coûts de recherche des milliers de fois moindres, on sait aujourd'hui tirer son énergie directement du Soleil ou indirectement, l'éolien étant en train de devenir une source d'énergie bon marché, le bois l'a toujours été.

Une énergie abondante

Le Soleil envoie en permanence 170 000 milliards de kilowatts à la Terre, dont elle réfléchit environ 60 000 vers l'espace. Nous disposons donc d'environ 20 mégawatt par personne avec des variations considérables des pôles à l'équateur (2). Alors que seuls 240 mégateps — millions de tonnes équivalents pétrole — sont commercialisés par an en France, le

(1) Les revues pro-fission nous disent que nous arrivons à restituer l'énergie consommée pendant quelques fractions de seconde... c'est oublier un peu vite l'énergie qu'il a fallu pour produire le réacteur lui-même. Des expertises indépendantes estiment qu'aucun réacteur n'a restitué pour le moment plus de 10 % de l'énergie initiale : on est donc encore très loin d'en produire.

(2) Les chiffres sont tirés de *Le Soleil, atout majeur de notre avenir*, de Roger Bernard, introduction au hors-série de *Silence* sur les énergies renouvelables, 1993, épuisé.

Soleil fournit à notre agriculture plus de 48 000 mégateps... soit 200 fois plus ! Cette énergie assure le fonctionnement des terres agricoles et des forêts. On estime que 12 000 mégateps tombent en dehors des surfaces agricoles (sur les surfaces bitumées ou construites) et que cette énergie est perdue... sauf en ce qui concerne l'éclairage et le chauffage. En disposant sur ces surfaces des capteurs solaires photoélectriques dont le rendement est encore faible (de l'ordre de 15%), nous disposons de quoi satisfaire largement nos besoins... si nous voulons vraiment nous tourner vers le Soleil. Les cellules photoélectriques n'utilisent pas les mêmes longueurs d'ondes que ce qui nous éclaire et nous chauffe et donc capter cette énergie n'enlève rien aux deux usages que nous faisons déjà de l'énergie solaire.



Intérieur du Tomawak, précédent réacteur expérimental.

Une centrale nucléaire qui marche !

Le Soleil fonctionne et a l'avantage d'être à une distance suffisante (150 millions de km) pour que nous soyons à l'abri d'une grande part de sa radioactivité (3). Il marche bien, sans panne, sans déchet. Mais il est distribué sans réseau de distribution... et c'est bien ce qui gêne sans doute nos multinationales qui préfèrent les "centrales" à la dispersion, caisse enregistreuse oblige.

Sauf changement de mentalité de nos dirigeants, il y a donc fort à parier que l'on continuera à investir dans ce qui ne marche pas, mais peut rapporter de l'argent, que dans ce qui fonctionne, mais est offert pour pas cher à tout le monde. Iter, c'est d'abord un choix de société.

Michel Bernard ■

(3) Le trou dans la couche d'ozone nous y expose toutefois plus qu'auparavant et prendre l'avion nous expose aussi à ces rayonnements toxiques.

Par ici la sortie

Alors que dans la plupart des autres pays, la reconversion industrielle a déjà eu lieu, créant de nombreux emplois dans le domaine des énergies renouvelables, la France persiste à vouloir maintenir son industrie nucléaire. Jusqu'à quand ?

A l'automne 2005, la droite revient au pouvoir en Allemagne. Fortement opposée à l'arrêt du nucléaire cinq ans avant, elle accepte pourtant de ne pas remettre en cause la loi prévoyant la fermeture progressive des réacteurs. Pourquoi ? D'une part, parce que l'industrie liée à l'éolienne représente déjà plus de 35 000 emplois dans le pays, se classant maintenant devant l'énergie hydraulique et talonnant le nucléaire (38 000 emplois), mais aussi parce que l'outil industriel nécessaire au maintien de l'énergie nucléaire est en train de se reconverter avec succès à d'autres activités. Le deuxième pays le plus nucléarisé d'Europe a ainsi fait sa mue en douceur, se positionnant en force sur le marché des énergies renouvelables.

Alors, pourquoi la France ne s'engage-t-elle pas dans le même scénario ? Probablement parce que, comme pour la Grande-Bretagne, l'histoire du nucléaire français est intimement liée au développement de la force de frappe militaire : notre nucléaire civil reste aujourd'hui entièrement sous contrôle de l'armée, qui soutient un lobby puissant qui lui-même ne veut pas passer la main : difficile de faire des armes avec le soleil ou le vent !

La sortie, facile si on la veut !

Aujourd'hui encore, 90 % du budget français de la recherche dans le domaine de l'énergie est consacré au nucléaire. Si, comme en Espagne, on basculait ces budgets de recherche vers l'efficacité énergétique ou les énergies renouvelables, la sortie du nucléaire serait extrêmement facile et relativement rapide.

Le volontarisme des socialistes espagnols peut nous éclairer : en 1982, ils décident l'abandon du programme nucléaire et réorientent la recherche. La droite revient au pouvoir dans les années 90, mais ne change rien : au contraire, des accords régionaux mettent progressivement en place une filière industrielle dans les domaines éolien et solaire. Ajour-

d'hui, le développement de ces énergies est si rapide que l'Espagne a adopté en 2004, avec le retour des socialistes et des Verts au pouvoir, un programme de sortie du nucléaire plus rapide que celui d'outre-Rhin : d'ici 2010, les neuf réacteurs en fonctionnement devraient être arrêtés. En installant plus de 3000 MW d'éolien et de solaire chaque année, l'Espagne, malgré une consommation d'électricité en hausse, devrait pouvoir tenir ses engagements.

La France peut bénéficier des expériences de l'Allemagne et de l'Espagne et mettre en place un programme de sortie



Pompage en Namibie.



Concentrateur solaire.

du nucléaire tout aussi rapide : nous disposons pour cela d'un littoral et de nombreux plateaux et cols favorables à l'implantation d'éoliennes, ainsi que d'un bon ensoleillement pour décentraliser la production par toits solaires...

Le potentiel des renouvelables

Pour ceux — victimes de la propagande nucléaire — qui doutent du potentiel des énergies renouvelables, voici quelques rappels utiles.

Dans le domaine des *photopiles*, le rendement augmente de manière régulière (30 % en laboratoire, 20 % dans le commerce). Avec une moyenne de 15 % de rendement, on obtiendrait, en recouvrant l'ensemble des toitures françaises, une production de l'ordre 1000 TWh par an d'électricité... soit plus du double que ce que l'on consomme actuellement (450 TWh), sans empiéter sur les surfaces agricoles. Au niveau de la *biomasse*, à l'échelle mondiale, la production annuelle est estimée à soixante fois ce que l'on utilise... soit de quoi couvrir, de manière renouvelable, six fois nos besoins actuels. La France dispose d'un grand nombre de forêts, et donc d'un réservoir immense, qui peut alimenter des réseaux de chaleur au niveau des communes. Du côté des *éoliennes*, les pétroliers, disposant des techniques des plates-formes d'exploita-

tion en mer, multiplient les projets de centrale offshore dont la puissance dépasse parfois celle des réacteurs nucléaires, avec des taux de disponibilité supérieurs à 70 % pour des surfaces occupées en mer relativement faibles (quelques km²). L'éolien offshore peut satisfaire des dizaines de fois nos besoins en électricité... et à un prix compétitif, d'où la ruée actuelle des financiers dans ce domaine : des colloques spécialisés se multiplient dans le monde de la finance, un premier sommet mondial s'est tenu à Wall Street (New York) en 2005, et un autre est annoncé à Francfort, capitale financière de l'Allemagne, en 2006.

Le nucléaire est une mauvaise réponse

Si nous adoptons une sortie d'urgence — après un second Tchernobyl ? — il ne faudrait que deux ans pour construire des centrales éoliennes, depuis leur mise à l'étude jusqu'à la production du premier kWh. Quelques mois suffisent ensuite pour que ces éoliennes remboursent l'énergie nécessaire à leur fabrication et à leur installation.

A l'inverse, si nous voulons lancer un nouveau programme nucléaire, il faut, selon les données d'EDF, prévoir douze ans entre les études et le couplage au réseau et encore six à sept ans pour que le réacteur rembourse ce qu'il a coûté en énergie.

Il n'y a donc pas de problème énergétique, mais un problème politique.

Bizarrement, les nucléocrates utilisent cet argument pour dire qu'il faut lancer une nouvelle génération de réacteurs dès maintenant, afin de pouvoir prévoir le remplacement des vieux réacteurs actuellement en fonctionnement. Argument pervers.

Un choix politique

Le potentiel des énergies renouvelables est bien supérieur à nos besoins en énergie. Ce qui nous limitera rapidement, c'est que l'on a pratiquement épuisé les ressources en certains matériaux (le cuivre par exemple). Il n'y a donc pas de problème énergétique, mais un problème politique.

C'est dans le domaine politique qu'il faut intervenir en proposant une autre forme d'organisation de la société, en optant pour une énergie démilitarisée (1), décentralisée donc humaine, contrôlable par les citoyens. Il y a urgence à élaborer une organisation en régie intercommunale, en coopérative d'habitants, avec une grande mixité dans les sources de production, avec un souci d'économie et de maîtriser de nos besoins et de notre production... car même si nous parvenons à bloquer un nouveau programme nucléaire, nous nous dirigeons tout droit vers une privatisation par de grandes multinationales qui, après avoir confisqué l'eau, pourraient aussi nous confisquer le soleil et le vent.

Michel Bernard ■

(1) Pour 2006, nos députés ont voté un budget de 3,322 milliards d'euros pour l'arsenal nucléaire militaire, en hausse de 5,5 % sur l'année précédente avec comme objectif "la pérennisation de la dissuasion jusqu'à l'horizon 2040, au moins". Démilitariser l'énergie supposerait donc que l'armée n'ait plus besoin des réacteurs nucléaires dits civils pour se fournir en combustible, et qu'elle accepte donc que l'on se tourne vers des sources d'énergie vraiment civiles.



Moulins à vent en Sibérie...vieux de cent ans !

Pâques à Cherbourg

Le rassemblement anti-EPR de Cherbourg se tiendra sur le week-end du 15 et 16 avril ; de nombreux événements militants et culturels nous permettront de faire entendre notre opposition à l'EPR et de commémorer les 20 ans de l'accident de Tchernobyl.

La mobilisation est internationale et de nombreux Cherbourgeois sont d'ores et déjà mobilisés pour en faire une rencontre inoubliable. De nombreuses associations locales et des commerçants prennent le risque de participer et de s'afficher à ce rassemblement anti-nucléaire, dans une région où la plupart des emplois sont liés à ce lobby. Votre présence sera, en dehors de la lutte, un soutien à ce Cherbourg qui bouge et vous attend pour un week-end convivial et militant.

Contestation et convivialité

De nombreuses personnes ont déjà fait part de leur venue, voire de leur engagement préalable (création de comité anti-EPR, organisation de débats, etc.). La mobilisation devrait encore s'élargir et se faire entendre à grande échelle dans d'autres pays européens.

Le déroulement de ces deux journées marie le sérieux et la gravité du sujet qui nous rassemble (position anti-EPR, commémoration des 20 ans de Tchernobyl) avec quelques réjouissances, afin que ce rassemblement soit aussi un moment à haute valeur conviviale.

Pour commencer ce week-end, le samedi à 15 h, la manifestation dans Cherbourg sera le mode d'expression de toutes les convergences anti-EPR. Plusieurs milliers de manifestants représenteront autant les organisations qui soutiennent ce rassemblement que diverses associations et individus.

Ensuite viendra un panel d'activités, toutes gratuites, en fin d'après-midi. Un des points forts de cette fin de journée sera la représentation de *La Diagonale de Tchernobyl*, au théâtre de la Butte, par la Compagnie *Brut de Béton*, bien connue de ceux qui ont suivi le tour de France

“Sortir du nucléaire”. Le spectacle est gratuit, mais sur réservation uniquement. Le nombre de places étant limité, il a été décidé de proposer d'autres rencontres au même moment. Il sera donc également possible d'assister à des projections de documentaires ou de partir à la rencontre de Cherbourg dans les différents cafés qui organisent, spécialement pour nous, des apéros festifs (entrée libre, ambiance musicale variée). La soirée se poursuivra avec un concert de soutien à la halle de *La Cité de la Mer*, qui accueillera ce soir-là plusieurs milliers de militants et sympathisants anti-EPR.

Le dimanche matin, quatre forums sont proposés :

- l'EPR, coûteux, inutile et dangereux ;
- les conséquences de Tchernobyl à l'Ouest comme à l'Est ;
- que faire comme économies d'énergie et pour les énergies renouvelables avec les 3 milliards que coûterait le réacteur EPR ;
- les suites à donner à la lutte anti-EPR/THT.

Forums auxquels participeront de nombreuses personnalités et témoins, dont Viatcheslav Kitaev, un des liquidateurs de Tchernobyl ; Wladimir Tchertkoff, réalisateur ; le professeur Banda-jewski, scientifique récemment libéré. Le dimanche après-midi, il sera également possible de participer à une visite guidée des sites nucléaires locaux et de découvrir l'histoire du nucléaire dans ce bout du monde qu'est la presqu'île du Cotentin.

Des centaines de mobilisations locales

Pour toutes les questions pratiques, vous pouvez vous informer par mail ou par téléphone (1). De nombreux renseignements (hébergement, programme,



etc.) sont accessibles sur le site Internet, dont la liste des départs groupés et des comités locaux anti-EPR. Si aucun départ n'est prévu dans votre ville, n'hésitez pas à l'organiser (un guide du bon organisateur est disponible). De même, nous vous encourageons à contacter les représentants associatifs et politiques locaux pour créer un comité local anti-EPR. De nombreuses initiatives sont d'ores et déjà organisées par des comités locaux, inspirez-vous-en et faites-nous part de vos activités.

Enfin, afin que nous organisions au mieux le bon déroulement du rassemblement, merci de nous tenir informés de votre venue (en train, en voiture, à vélo, avec Jujube...). Pour la pièce de théâtre *La Diagonale de Tchernobyl*, par la compagnie *Brut de Béton*, et la "visite guidée" des sites nucléaires dans le Nord Cotentin, nous vous demandons de bien vouloir réserver, le nombre de places étant limité (2). Pour les projections et forums, pensez à vous pré-inscrire, afin que l'on puisse les organiser en fonction du nombre de demandes.

Si vous ne voulez pas faire mentir le dicton : "Cherbourg à Pâques, l'EPR prend une claque" vous savez ce qu'il vous reste à faire !

Jocelyn Peyret ■

Coordinateur du rassemblement

(1) Pour des informations sur l'hébergement, le programme, les départs groupés, les comités locaux anti-EPR, commander des affiches et des tracts, diffuser l'appel, etc. rendez-vous sur le site www.stop-epr.org ou téléphonez au 02 33 88 09 06.

(2) Une participation aux frais sera demandée. Accès après inscription.

SUPERPHÉNIIX

Le poison du sodium

Superphénix, dont la construction avait commencé en 1975, la mise en route en 1986 et l'arrêt définitif décidé en 1997, continue à consommer en électricité l'équivalent d'une ville de 40 000 habitants pour maintenir sous forme liquide les 5000 tonnes de sodium qui devaient évacuer la chaleur produite par le plutonium.

Alors que les travaux pour la construction d'une usine de sodium à la place de la salle des machines devrait se tenir en ce moment, tout risque d'être bloqué après des essais techniques qui ont montré qu'il n'est pas sûr que l'on arrive à sortir le sodium du réacteur sans danger. Il faut rappeler que le sodium brûle spontanément au contact de l'air et explose au contact de l'eau. Pendant la construction de Superphénix, EDF a affirmé savoir maîtriser des feux jusqu'à une tonne de sodium avant que son spécialiste ne se tue à Cadarache dans une explosion de sodium.

A ce jour, Superphénix est toujours une bombe chimique en puissance.

Tchernobyl

■ **Expertise dans treize villages corses.** Suite aux plaintes déposées par les malades de la thyroïde, l'instruction a demandé une expertise judiciaire en cours depuis avril 2005 dans treize communes corses. L'expertise portera sur l'état de santé des enfants de moins de quinze ans au moment de l'accident, pour détecter une éventuelle augmentation du nombre de cancers de la thyroïde. Ces treize communes ont été choisies en fonction de la pluviométrie de l'époque. Cette expertise se fait parallèlement à une autre qui a confirmé en décembre dernier que le gouvernement n'avait pas communiqué certaines informations au moment de l'accident qui aurait pu permettre de prendre des mesures de protection. Notamment des données qui indiquent que l'on a eu un taux

de radioactivité en Corse par endroits aussi fort qu'en Ukraine, entre avril et juin 1986. Si cette expertise donne des résultats, elle pourrait être étendue à d'autres "taches" de radioactivité dans l'est de la France.

■ **La diagonale de Tchernobyl.** Pour les vingt ans de l'accident, la compagnie *Brut de béton* a programmé une série de représentations de la *La supplication*, série qui part de Tchernobyl le 26



Mémorial dédié aux liquidateurs ..

avril 2006 et qui se poursuit déjà jusqu'au 15 juillet. Après cette date, il est envisagé d'organiser des représentations en France pendant un an avec outre la pièce en soirée, une procession de rue et un banquet-débat. Si vous êtes intéressés pour organiser le passage de la troupe chez vous, prendre contact avec *Brut de béton*, 25, rue Carnot, 63160 Billom, tél : 04 73 68 46 15.

Victimes du nucléaire civil

Alors que les procédures judiciaires se multiplient de la part du personnel contaminé par l'usage du nucléaire militaire, un appel est lancé pour créer une association des victimes du nucléaire dit civil. On peut contacter pour cela : *Chantal Bourry, Charente Sortir du nucléaire, 7, Boulevard Marguerite-de-Valois, 16340 L'isle-d'Espagnac, tél : 05 45 69 06 50.*

ITER

Débat public bloqué

Le 26 janvier, la première réunion du débat public sur ITER, le réacteur de fission prévu à Aix-en-Provence, a tourné court. Une centaine d'opposants ont envahi la tribune stoppant la présentation des officiels. Pour Stéphane Lhomme du Réseau Sortir du nucléaire : "Pour nous, un débat public doit se tenir avant une décision. Or, la décision d'implanter Iter a déjà été prise en juin 2005. Nous demandons donc l'annulation de cette décision, pour qu'un vrai débat puisse avoir lieu". Les opposants annoncent leur intention de bloquer les quinze débats programmés tant qu'il ne sera pas possible de discuter du choix de construire ou non ce réacteur.

Quatrième génération ?

Jacques Chirac a annoncé le 6 janvier que la France proposerait un réacteur de "quatrième génération" capable de fonctionner d'ici 2020. De quoi peut-il donc s'agir ? Eh bien, il s'agirait de réacteurs à neutrons rapides refroidis au sodium ou au gaz !

Ça ne vous rappelle rien ? C'est une nouvelle définition des surgénérateurs de type Superphénix ou Monju. Superphénix, en France, a essayé de fonctionner en vain entre 1984 et 1997, en panne 90% du temps. Aujourd'hui, il nécessite encore l'équivalent de ce que consomme une ville de 40 000 habitants car, neuf ans après son arrêt, on ne sait pas comment neutraliser le sodium. Monju (Japon) a connu un incendie de sodium qui fait que le réacteur est à l'arrêt depuis une dizaine d'années. Rien de nouveau donc : on essaie de recycler les idées folles des années 50 et les journalistes de reprendre bêtement l'information.

Acouphènes

Acouphènes est un court-métrage documentaire sur la question du risque nucléaire. Dans ce film de 17 minutes, le réalisateur incarne un jeune homme candide, terrorisé depuis son enfance par l'idée d'un accident atomique. Pour apaiser son angoisse, il se rend à Pierrelatte, près de la centrale du Tricastin. Interrogeant avec humour le déni des habitants et la fabrique du consentement par les autorités, sa quête s'achève dans un cauchemar apocalyptique. Entre fable documentaire et vraie-fausse enquête aux accents surréalistes, *Acouphènes* questionne l'adhésion à la société du risque. Son réalisateur souhaite aujourd'hui le diffuser dans les cercles militants anti-nucléaires. A l'occasion par exemple des événements organisés pour l'anniversaire de Tchernobyl, sa projection peut constituer une base ludique de discussion. Pour recevoir un DVD en vue d'une projection, merci d'envoyer un DVD vierge, accompagné d'une enveloppe à votre nom affranchie au tarif en vigueur, à : *François-Xavier Drouet, 4, rue Jacques-Flouvat, 61150 Ecouché, tél : 06 89 19 16 17.*



SÛRETÉ

La CGT tire la sonnette d'alarme

Tirant le bilan de quatre plans d'urgence déclenchés depuis le mois de septembre 2005, la CGT a rendu public un appel le 5 janvier dernier s'inquiétant de la sûreté future des réacteurs nucléaires, maintenant qu'EDF évolue vers une société privée classique. Le syndicat dénonce la pression des salariés obligés à réparer de plus en plus vite. Ils dénoncent également l'arrivée de sous-traitants étrangers de plus en plus nombreux, sous-payés donc peu motivés. Dans son dernier rapport, l'inspecteur général de la sûreté et de la radioprotection d'EDF s'inquiète lui-aussi des rapports entre EDF et la sous-traitance.



Centrale EDF de Nogent-sur-Seine.

Conduits de fumée

Le Journal officiel du 15 novembre 2005 a publié un texte réglementaire qui oblige dans toutes les constructions neuves à prévoir des conduits de cheminée, même lorsqu'il y a installation de chauffage électrique afin que l'habitant puisse s'il le veut changer de mode de chauffage. Cette petite mesure devrait mettre un sérieux coup de frein au chauffage électrique aujourd'hui trois fois plus onéreux que les autres modes de chauffage.

Changez votre frigo !

Pour économiser le matériel et parce que cela paraît indécent de jeter quelque chose qui marche encore, nous sommes nombreux à avoir un vieux frigo à domicile. Or, les réfrigérateurs de classe A++ consomment aujourd'hui quatre fois moins que ceux des années 70 et 80. En quelques mois de fonctionnement du nouvel appareil, vous économiserez plus d'énergie (et d'argent) que le coût de celui-ci. Et que faire du vieil appareil ? Le recycler par des réseaux d'aide sociale comme *Envie* semble une fausse solution : c'est maintenir en vie un appareil obsolète. Mieux vaut s'assurer de le donner à une filière de recyclage où après avoir été fondus, les composants serviront à fabriquer de nouveaux appareils économes.

Les réfrigérateurs sont généralement le premier poste de consommation dans un ménage et l'ensemble représente actuellement deux fois ce que consomme le train en France. Ce calcul qui

a été fait pour les réfrigérateurs est sans doute aussi vrai pour de nombreux appareils où l'efficacité énergétique a progressé de manière sensible (les téléconsomment ainsi 100 fois moins que les postes des années 60) ... mais n'est pas forcément généralisable (la question reste ouverte pour les voitures dont la consommation a assez peu baissé).
(Correspondance Sylvain Godinot)

Les Français et les économies d'énergie

Selon un sondage Ifop réalisé en novembre 2005 pour le compte du ministre de l'économie et des finances, 71 % des Français se sentent très ou assez concernés par les questions d'économies d'énergie, mais ils ne sont pas tous au courant des mesures que l'on peut prendre. Seuls 61 % savent que l'on fait des économies avec une conduite souple, 55 % qu'il faut lire les étiquettes énergie avant d'acheter de l'électroménager, 55 % que l'on fait d'importantes économies en baissant d'un degré la température chez soi, 43 % qu'il y a des réductions d'impôts pour les investissements dans ce domaine. 71 % estiment que le changement climatique est désormais une certitude (contre 62 % il y a deux ans) mais seulement 14 % font le lien entre ce changement climatique et les productions de gaz à effet de serre ! Pour lutter contre le changement climatique, 42 % sont pour utiliser davantage les transports en commun, 35 % pour acheter des voitures moins gourmandes et 9 % se disent prêts à renoncer à la



Le retour du moteur Stirling

Le moteur Stirling a été inventé en 1816 par un pasteur écossais du même nom. Il fonctionne avec un piston qui bouge en fonction d'une différence de température. Eclipsé par le moteur à explosion, il reste aujourd'hui ignoré du grand public... alors qu'il sert de propulseur pour de nombreux sous-marins militaires non-nucléaires car il est très silencieux. Il sert aussi dans les drones, les satellites et les sondes spatiales. Robuste, il a dégagé un excellent rendement utilisé en cogénération chaleur/électricité. Quelques chaudières utilisent cette technologie. Aux Etats-Unis, il vient de trouver une utilisation dans l'énergie solaire : associé à des miroirs qui concentrent sur lui les rayons du soleil, il peut produire de l'électricité avec un rendement de l'ordre de 30%, ce qui est mieux qu'avec des photopiles, et semble aussi plus fiable dans le temps. La Californie a décidé fin octobre 2005 de donner son feu vert à la réalisation d'un parc de capteurs solaires de 18 km² dans le désert de Mojave, ce qui permettra d'avoir une puissance de 500 MW. Ce sera le plus grand parc solaire du monde. Elle devrait commencer à produire en 2008. Un autre projet de 300 MW est à l'étude, toujours en Californie dans la région de San Diego. (*Imagine*, janvier 2006)

voiture. 12 % citent un achat de matériel économe, 8 % l'isolation, 5 % une chaudière performante. Evidemment, les questions sont orientées vers de nouveaux achats : le ministère de "l'économie" (!) ne pose aucune question allant dans le sens de diminuer quelques chose !

Géothermie à redécouvrir

La première crise de l'énergie, en 1973, permet le lancement d'important programme de géothermie en France. 65 installations voient le jour jusqu'en



Fin du pétrole et du gaz

■ **Après le pétrole, le gaz ?** Jusqu'à maintenant le gaz était présenté comme un recours facile pour sortir du nucléaire et du pétrole. Mais la forte hausse du pétrole et la forte hausse de la demande de la part de la Chine notamment provoquent une envolée des prix sur le gaz, celui-ci ayant atteint début janvier 15 dollars par million de BTU, l'équivalent énergétique de 100 dollars pour le baril de pétrole ! La Chine fait surtout appel au charbon (57 % de sa consommation énergétique), mais a annoncé avoir besoin de passer de 2,5 % à 10 % sa part du gaz d'ici une quinzaine d'années.

■ **Changement de chauffage.** Avec un baril de pétrole qui se maintient depuis six mois au-dessus des 60 dollars et un prix du gaz qui suit, les professionnels du chauffage constatent une hausse sensible des demandes d'installation de chaudières au bois, de capteurs solaires et de géothermie avec une forte demande pour le puits canadien, peu coûteux dans le neuf et pouvant faire économiser de 15 à 30 % de la note de chauffage.

Logements économes

Le succès des logements sociaux BedZed dans la banlieue de Londres qui consomment moins de 30 % de ce que consomme un logement habituel pousse le gouvernement à lancer un vaste programme pour favoriser les économies d'énergie dans le logement. Tony Blair avait annoncé en 2003 sa volonté de baisser de 60% les émissions de gaz à effet de serre. Une étude a été confiée à l'Institut du changement climatique, à l'Université d'Oxford pour mettre en place un programme dans le domaine du logement. L'étude montre une hausse de la surface de logement d'ici 2050 de 33 % du fait de l'augmentation de la population et de la tendance à avoir des logements plus grands. Vu la vitesse de rénovation de ce secteur (2% par an), les deux tiers des logements de 2050 sont déjà construits. Pour obtenir une économie de 60% des gaz à effet de serre, l'Institut propose la destruction des 14% des logements les plus dégradés (soit huit fois plus que ce qui est prévu), de réhabiliter l'ensemble des autres logements et de changer fortement les normes dans le logement neuf. En réhabilitation, les normes pousseraient à une baisse de 44%, dans le neuf, on atteint plus de 80%. Pour cela, il faut que 30% des toitures soient équipées de photovoltaïques et 60% d'eau-chaude solaire. La cogénération assurera le reste du chauffage avec recours au réseau de chaleur, biomasse et moteurs stirling, voire pile à combustible. L'évolution de l'efficacité énergétique des appareils électriques fait que le logement consommera 1680 kWh par an contre 3000 aujourd'hui. Les auteurs de l'étude rappellent que cela peut aller très vite : l'arrivée du chauffage central dans les années 50 n'a demandé que quelques années avant de se généraliser. Ce programme devrait permettre de faire baisser la demande d'électricité et de lisser le pic de puissance de 25 GW évitant d'avoir à remplacer un grand nombre de centrales thermiques. (*La Maison écologique, août 2005*)

les cuisiniers français : Construire un cuisinier solaire boîte (1er et 2 avril, 22 et 23 avril...), énergie solaire en site isolé (6 et 7 avril, 20 et 21 avril...).

Renseignements : *Sud-Soleil Bolivia Inti, 1, rue Julien-Grolleau, 44200 Nantes, tél : 02 51 86 04 04.*

SAVOIE

Conférences



DR
La Maison des énergies de Chambéry.

L'ASDER, Association savoyarde pour le développement des énergies renouvelables, organise des conférences tout au long de l'année. Les prochaines, le jeudi

à 20 h 30 à la Maison des énergies : le développement du solaire en Allemagne (9 mars), les certificats d'économie d'énergie (23 mars), construction d'un four à pain... solaire ou non (6 avril), évolution de l'industrie solaire en France (20 avril), Agenda 21 de Chambéry (4 mai), mobilité et solutions (18 mai), construisez votre sèche-linge solaire à fruits (1^{er} juin). *ASDER, Maison des énergies, BP 99499, 73094 Chambéry cedex 9, tél : 04 79 85 88 50.*

Forum énergies renouvelables

Pour fêter ses 25 ans, l'ASDER, Association savoyarde pour le développement des énergies renouvelables, organise les 9 et 10 juin à Chambéry, le forum des créateurs d'entreprises énergies renouvelables. Renseignements : *ASDER, Maison des énergies, BP 99499, 73094 Chambéry cedex 9, tél : 04 79 85 88 50.*

1987. Le prix du pétrole rebaisant, les efforts dans ce domaine sont oubliés... alors que le sous-sol, en particulier dans la région parisienne, est une importante réserve de calories.

Le réservoir calcaire du Dogger, en Ile-de-France, s'étend sur 15 000 km² et offre de l'eau entre 56 et 85°C. Il assure le fonctionnement de 34 installations. Dans la région Centre, les sédiments gréseux assurent le chauffage de 1310 logements à Châteauroux. A Paris, un autre réservoir (sédiments de l'albien) permet le chauffage de la maison de Radio-France...

Au total, en France, on en est à 308 MW thermiques pour 28 000 MW dans le monde (71 pays). Le prix actuel du fuel permet d'envisager un redémarrage des projets.

NANTES

Cuisson solaire

L'association Bolivia Inti mène depuis de nombreuses années un programme de formation en Bolivie pour aider les personnes à se construire leurs cuisiniers solaires. L'association organise aussi des formations pour

Eolien



DR



DR



DR



DR

■ **Petite éolienne urbaine.** La société néerlandaise Set s'est interrogée sur les possibilités d'utiliser l'éolien en ville. Elle commercialise depuis 2003 une petite éolienne avec des ailettes en forme de double hélice montée sur un mât qui fonctionne pour des vents entre 1 et 60 m/s soit sur une plage plus grande que les traditionnelles éoliennes à pales. Le plus grand modèle (environ 23 000 €) peut produire plus de 3000 kWh par an, ce qui couvre une consommation familiale. Cette éolienne a reçu le prix européen de l'innovation environnementale lors du dernier salon Pollutec. *Set énergie & Tractie, Postbus 126, 5670 AC Nuenen, Pays-Bas, tél : (0492) 523008.* Ce type d'éolienne est aussi disponible en France auprès de : *CAP-ter, Sandrine Audras, 2, quai Aulagnier, 92600 Asnières-sur-Seine, tél : 01 47 90 11 39.*

■ **Production continue (1).** Enercon et Norsk hydro ont couplé des éoliennes de l'île norvégienne d'Utsira avec des piles à combustible. Quand le vent souffle, l'éolienne produit de l'électricité qui est en partie stockée dans les piles, lesquelles restituent cette électricité pendant les périodes sans vent.

■ **Production continue (2).** Une centrale solaire-éolienne va être construite près de Bombay par la société de Singapour MSC Power. Reprenant une technique développée en Chine, une immense tour de verre percée en son sommet réchauffe de l'air provoquant un courant d'air ascendant qui fait tourner une éolienne placée au dessus. L'éolienne réchauffe alors un stock d'eau de 10 000 tonnes placé sous la centrale, laquelle l'eau pouvant être chauffée jusqu'à 95°C continue à alimenter en air chaud la centrale en cas d'absence de vent. Le surplus fournit du courant en continue.



DR

L'éolienne urbaine horizontale.

■ **Pas-de-Calais : éolienne horizontale.** Mise au point aux Pays-Bas depuis quatre ans, la première installation d'éolienne urbaine horizontale a été mise en place à Equihen-Plage, dans le Pas-de-Calais, sur le toit d'un HLM. Ressemblant à un ballon de rugby de 5 mètres de long, elle doit produire 9000 kWh par an, soit de quoi couvrir les besoins électriques des parties communes de deux immeubles de vingt logements sociaux chacun. Elle a été installée par l'entreprise *H2 Développement, 10, rue du Marché, 59000 Lille, tél : 03 28 52 49 53.*

Le monde allant vers... est une recyclerie fondée il y a trois ans en Limousin par des personnes issues de structures ou du compagnonnage du Réseau d'échanges et de pratiques alternatives et solidaires. Du collectif de travail au collectif de vie, exemple d'un essaimage réussi.

Olivia Garnier et Yvon Le Sidaner ont appris leur métier aux Ateliers de la Bergerette, une ressourcerie-recyclerie installée à Beauvais (1). Olivia y était en charge du compagnonnage du Repas (2). Ils rencontrent ainsi Guillaume, un compagnon qui s'est "immergé" aux Ateliers, et Philippe Simon, un des paysans du Gaec Champs libres (3). Ensemble, ils construisent un projet alternatif, basé sur le même concept que celui des Ateliers, mais qu'ils voient comme étant "plus qu'un simple projet d'activité : un projet de vie".

Un démarrage rapide

Ils profitent de l'important réseau d'acteurs qui existe déjà sur le plateau de Millevaches en Limousin et notamment du Paaf, Pôle accueil action formation, constitué entre autres par les membres d'Ambiance Bois (4) et de Champs Libres. Dès leur installation à Eymoutiers en 2003, ils sont soutenus par un important groupe de sympathisants et réalisent rapidement un important chiffre d'affaires. Ce soutien extérieur se traduit aussi par l'achat à très bon prix d'une camionnette à Ambiance Bois, par le prêt d'une des granges de Champs libres qui servira d'entrepôt.

La volonté de s'ouvrir sur l'extérieur et de s'appuyer sur une base d'adhérents impliqués leur fait choisir le statut associatif. De plus, ce statut convient bien aux activités de sensibilisation qui sont centrales dans le concept de recyclerie-ressourcerie.

Ils démarrent sur leurs fonds propres et rapidement, l'activité s'autofinance à 50 %. L'autre moitié provient du Fonds social européen, qui finance la moitié d'un salaire, d'un Contrat emploi solidarité et d'un Emploi associatif auquel la région Limousin contribue à hauteur de

60 %. Olivia, Guillaume et Yvon sont ainsi salariés dès 2005.

Mais s'ils bénéficient d'emplois aidés, c'est dans l'objectif de les pérenniser. Ils ne se voient pas, contrairement à beaucoup de recycleries, comme une structure d'insertion. Pour Olivia, l'insertion ne permet pas aux salariés de se responsabiliser, justifie un système créateur d'exclusion et cantonne les exclus entre eux. "L'insertion c'est comme le développement durable ou le commerce équitable : ça donne bonne conscience" affirme-t-elle. Comment en effet ne pas voir dans ces pratiques une tentative de récupération de bonnes intentions par le système ? Leurs interlocuteurs du Conseil général de la Haute-Vienne voulaient d'ailleurs les classer comme structure d'insertion. Mais depuis que les membres du collectif ont créé leurs emplois, la confiance des collectivités dans cette structure atypique est plus grande.

Collecte, tri, valorisation et vente

Comme toutes les recycleries-ressourceries, Le monde allant vers... s'appuie sur quatre activités complémentaires. Pour la collecte, l'activité qui se situe en amont, Le monde allant vers... bénéficie d'une convention "collecte d'encombrants" avec la communauté de communes d'Eymoutiers. Ils réalisent également des collectes d'objets sur rendez-vous et des débarras sur devis. L'activité qui suit est le tri, qui permet de séparer les objets valorisables de ceux qui doivent être amenés en déchetterie. Le monde allant vers... souhaiterait bénéficier d'un outil commun avec la collectivité pour la dépollution de certains objets comme les frigos, qui n'existe malheureusement pas encore. Ensuite vient l'activité de valorisation, qui consiste en un nettoyage et une remise en état des objets destinés au ré-emploi. Les réparations sont limitées, faute de locaux adaptés à cet usage, mais

il existe néanmoins un atelier de réparation pour l'électroménager.

Enfin, les objets valorisés sont mis en vente dans le magasin du Monde allant vers... situé dans le centre-ville d'Eymoutiers. Au bout de ce cycle d'activités complémentaires, ce sont 70 % des objets collectés qui sont valorisés, le magasin regroupant à lui seul entre 40 et 50 % du volume collecté. Les membres du collectif ont souhaité rendre le magasin agréable à la vue, tous les objets y étant mis en valeur esthétiquement, afin de "sortir du cadre « hangar »" que l'on rencontre souvent dans les recycleries. Les clients du magasin ne voient pas que ces objets sont des déchets et l'impact est ainsi très important lorsqu'ils en prennent conscience. La clientèle du Monde allant vers... est très variée. C'est selon Olivia, le seul magasin d'Eymoutiers où autant de gens différents se croisent. Bien qu'ils soient dans la région depuis seulement deux ans, les membres du collectif estiment avoir un très bon contact avec les habitants. Olivia voit le magasin comme un bistrot, où les gens viennent aussi pour discuter et échanger.

Recyclage culturel

Le contact, l'échange avec les clients est central dans le concept de recyclerie-ressourcerie. La finalité est la sensibilisation à l'environnement et celle-ci est insé-



(1) Voir Silence N°330.

(2) Voir Silence N°314.

(3) et (4) Voir Silence N°265/266.

allant vers...



parable de l'activité de recyclerie. Le monde allant vers... souhaite changer les comportements de consommation et c'est pourquoi elle se présente comme *Recyclerie culturelle*. Changer les comportements revient à influencer sur la culture des citoyens. L'intégration de la culture, dans son acception artistique (arts plastiques, cinéma, théâtre) est vue comme un médium permettant d'élargir la palette des outils de sensibilisation et ainsi d'influencer sur la culture, au sens large.

Ainsi, cette recyclerie culturelle organise des projections de films engagés suivies de débats. Elle travaille avec des artistes locaux qui utilisent les matériaux recyclés dans leurs œuvres et ont un message à faire passer. Elle a aussi signé un partenariat avec la bibliothèque municipale. En 2004, elle a organisé un événement théâtral baptisé "Le monde sur un fil", dans la salle des fêtes d'Eymoutiers. La scénographie était entièrement réalisée dans l'obscurité : les spectateurs, entourés de déchets, ont assisté à la projection du film *L'île aux fleurs*, ainsi que de photos de décharges. L'alternance de ces projections avec des saynètes humoristiques permettait de détendre et de soulager les spectateurs, autour desquels les acteurs ont ensuite reconstitué le magasin du Monde allant vers..., afin de présenter les recycleries et le réemploi comme une issue possible aux problèmes présentés.

Le monde allant vers... réalise aussi des actions de sensibilisation auprès des enfants. L'objectif est de permettre la création de deux nouveaux emplois.

Les membres du collectif doivent adapter leur discours aux différents publics auxquels ils sont confrontés. Pour

certaines, le discours s'arrête à la nécessité du recyclage et du réemploi, pour d'autres il va jusqu'à présenter le concept de décroissance. Entre les collectes qu'ils font depuis plusieurs années et les nombreux contacts qu'offre le magasin, les événements culturels ou les animations scolaires, Olivia sent que le discours finit par passer.

Mais les membres du Monde allant vers... souhaitent aller plus loin. Ils ont en projet de déménager dans la zone artisanale en bordure d'Eymoutiers et d'y construire un local de 1500 m² en HQE, Haute qualité environnementale, servant de hangar, d'atelier et de magasin, mais accueillant aussi une "maison de l'environnement" visitable toute l'année. Ce site proposerait de l'information sur les thèmes de l'habitat, de l'énergie et des déchets et pourraient accueillir des groupes en permanence.

Du collectif de travail au collectif de vie

Le collectif fonctionne sur les principes de l'autogestion. Il se réunit chaque semaine pour traiter du quotidien. Les décisions importantes sont toutes prises au consensus avec les membres du conseil d'administration, composé de sept administrateurs "militants" et se réunissant tous les deux mois.

Autre trait commun avec beaucoup de structures du réseau Repas, le collectif du Monde allant vers... souhaite privilégier la recherche d'une certaine harmonie, plutôt que de se lancer dans une stratégie de croissance sans limite. Ainsi, s'il cherche à étendre sa zone de collecte, la décision a d'ors et déjà été prise de se limiter à un volume d'activité qui permet de financer environ huit salariés.

Les membres du collectif ont fait le choix de ne pas se payer des salaires égaux, en partant du principe que dans ce domaine, l'égalité n'est pas forcément synonyme d'équité. "Il s'agit ainsi de prendre en compte les besoins de chacun", estime Olivia, qui ajoute qu'en cas de difficulté, "chacun sait qu'il peut compter sur l'aide des autres".

Ces principes d'entraide, ils souhaitent les étendre au domaine extraprofessionnel, afin de "vivre en cohérence avec

des idéaux collectifs". Concrètement, au-delà de l'entraide financière, ils prennent déjà leurs repas en commun chez les uns ou chez les autres. L'alimentation étant pour eux un élément essentiel dans la recherche de cohérence, ils souhaitent également mettre en place un jardin potager collectif. Et leurs projets vont même jusqu'à imaginer un collectif de vie, puisqu'ils sont à la recherche d'un terrain, pas nécessairement réservé aux salariés du Monde allant vers..., sur lequel ils pourraient construire leurs maisons et expérimenter un autre mode de vie.

Lorsque des personnes issues de structures alternatives se rencontrent au sein du Repas, s'associent avec un ancien compagnon du même Repas, pour construire un projet sur le concept du Réseau des recycleries et ressourceries, et qu'elles s'installent sur le plateau de Millevaches, une petite région bénéficiant d'un réseau alternatif très dense, vous obtenez en moins de deux ans un bel exemple d'installation réussie. S'il y avait une université de la décroissance, Le monde allant vers... serait certainement un cas d'école étudié dans le cours "Réseautage et essaimage".

Alban Labouret et Aymeric Mercier ■

Association Le monde allant vers...,
2, rue des Maquisards, BP 14, 87120 Eymoutiers,
tél : 05 55 64 23 11.

Rappel des articles déjà parus sur le réseau REPAS

- Ambiance Bois 265/266
- Champs libres 265/266
- La Batailleuse 298/299
- REPAS : artisans d'utopie 314
- REPAS : cinq lettres pour un réseau . 314
- Christophe Beau : des ceps collectifs . 314
- Ardelaine 318/319
- Viel Audon 318/319
- Andines 325/326
- Les nouveaux Robinsons 327
- La Péniche 328
- Perche activités 328
- Ateliers de la Bergerette 330
- Canelle et Piment 330
- Eurosylva 330
- La Montagne vivra 330
- La Tartine 330
- Le Domaine de Gauchoux 332
- Le Monde allant vers... 333



Alternatives

Petite phrase

"Si je n'avais pas le sens de l'humour, il y aurait longtemps que je serais mort"

Gandhi, entretien avec Edmond Privat.

Végétarisme



■ **Soja textile.** Le soja, bien connu des végétariens pour ses multiples utilisations possibles, pourrait également convenir pour fournir une fibre textile.

A Osaka, au Japon, une firme s'est lancée dans la fabrication de sous-vêtements en fibres de soja. Ce serait tout aussi doux que la soie... et éviterait d'exploiter des vers à soie.

■ **Les légumes s'envoient en l'air !** Pour réaliser des voyages spatiaux de longue distance, il faut être le plus économe possible au niveau du poids. C'est avec ce souci que le CNES, Centre national d'études spatiales, en est arrivé à la solution la plus efficace : offrir aux spatonautes des menus végétariens : fruits et légumes pouvant en partie être produits pendant le voyage. (*Ça m'intéresse, Hors-série n°10, octobre 2005*)

■ **Contre le cancer de la prostate.** *The Journal of Urology* a présenté en septembre 2005, les conclusions d'une expérience en double aveugle menée sur 93 patients atteints d'un cancer

de la prostate. La moitié a été invitée à adopter un régime végétarien pauvre en graisse, riche en céréales complètes, accompagné de séances de yoga. Au bout de quelques mois, ceux qui ont changé de régime ont au pire stoppé la progression de la maladie, et au mieux complètement guéri.

Un label plus que bio

En octobre 2001, Paul Garde publiait dans *Silence* un projet d'appellation qui irait plus loin que les labels bio actuels et qui permettrait de mettre en avant les conditions naturelles de production (N), les consommations d'énergie (E), les conditions sociales (S) et l'origine pour favoriser le local (O). Le tout étant représenté par une boussole NESO, chaque branche étant plus ou moins longue selon l'engagement dans ce domaine.

L'association ASPAARI, Association de soutien aux projets et activités agricoles et ruraux innovants, a alors organisé en Bretagne plusieurs rencontres en reprenant cette idée et cinq ans après une quinzaine d'agriculteurs bretons mettent la boussole comme mention sur leurs produits. L'association cherche maintenant à élargir cela aux autres régions de France. Pour en savoir plus : ASPAARI, *Le Bourg, 35330 Bovel, tél : 02 99 92 09 32.*

Des écovillages sans voitures

Suite aux appels lancés au moment de la marche pour la décroissance de 2005 et d'autres appels dans la presse écolo, plus d'une centaine de personnes ont manifesté leur intérêt pour participer à la mise en place d'écovillages sans voiture et plusieurs personnes ont même proposé des lieux. Un premier projet est en train de voir le jour dans le Tarn, avec au départ une ancienne ferme et sept hectares de terres agricoles, proches d'une gare et d'une piste cyclable allant vers Toulouse et Montauban : *Cyclâne, SCI Athena, 2683 b, Les Pères-Bas, 82700 Montech, tél : 05 63 65 02 32.*



DR

Sociétés coopératives d'intérêt collectif

Les SCIC, Sociétés coopératives d'intérêt collectif, représentent un nouveau statut qui permet d'associer dans le capital d'une entreprise aussi bien des actionnaires que les salariés, des bénévoles

et des partenaires extérieurs. C'est une formule souple qui permet un formule intermédiaire entre l'entreprise et l'association. C'est le résultat d'une étude menée par l'ex-secrétariat à l'économie sociale et solidaire pour permettre de répondre à un problème juridique d'articulation que l'on rencontre souvent dans les statuts habituels : comment articuler le bénévolat propre aux associations aux besoins de financement parfois importants pour certaines structures sociales.



Marches pour la décroissance

De nombreuses envies de marches régionales pour la décroissance sont en discussion un peu partout et certaines sont déjà annoncées concrètement :

■ **Nord** : à partir du 25 juin, départ devant la centrale de Gravelines. *Martin Boutry, 8, Les Tilleuls, 59152 Gruson, tél : 06 22 13 32 33* ou *Cécile Dubert, tél : 03 20 42 95 44.* Réunion de 20 h à 22 h au café citoyen, à Lille, les deuxièmes mercredis du mois.

■ **Bretagne** : départ le 27 avril de Rochefort-sur-Terre (Morbihan) en direction de Notre-Dame-des-Landes (Loire-Atlantique) où est en projet le futur aéroport nantais. Arrivée le 1^{er} mai. Une deuxième marche devrait partir de Nantes. Contact : *Jean-Marie Robert, tél : 02 97 66 54 93, bleiz56@wanadoo.fr*

■ **Cévennes** : du 20 mai au 20 juin, départ et retour à Drouilhèdes, suivi d'un chantier festif. *Tribu vivace, tél : 06 19 42 18 69.*

Alban Labouret

Semences paysannes Kokopelli traîné devant les tribunaux

Au lieu de faire un procès à ceux qui détruisent la biodiversité, l'association Kokopelli se voit traînée devant les tribunaux pour favoriser la diffusion de semences non répertoriées, semences qui ont le ne pas être stériles et de favoriser l'autonomie des paysans. Il faut dire que le réseau constitué autour de Kokopelli est impressionnant : plus de mille variétés anciennes ont ainsi pu être sauvegardées. Si l'Europe oblige à payer un droit d'inscription pour les semences commercialisées, droit que ne peuvent se payer que les grandes firmes, elle reconnaît aussi depuis 1998, qu'il est nécessaire de "stopper

l'érosion génétique et d'enlever les verrous légaux qui freinent la protection et le développement de la diversité des cultures" afin de permettre "la commercialisation et l'utilisation durable des variétés qui ont un intérêt limité ou local et qui ne peuvent donc pas être admises dans le catalogue commun". Mais l'industrie semencière, qui mise sur le développement futur d'OGM stérile qu'il faut racheter année après année, entend faire la chasse aux tentatives d'échanges locaux. Le 29 novembre 2005, elle a déjà obtenu du tribunal de Nîmes, la condamnation d'une petite coopérative gardoise, Biotope, dont les adhérents vendent des plantes sauvages à valeur condimentaire ou médicinale.

■ Kokopelli, Oasis, 131, impasse des Palmiers, 30100 Alès, tél : 04 66 30 64 91 ou 04 66 30 00 55.

■ Biotope des montagnes, village actif, 30 460 Soudorgues, tél : 04 66 85 44 59.

■ Nature et progrès, 68, boulevard Gambetta, 30700 Uzès, tél : 04 66 22 77 69.

■ Réseau semences paysannes, Cazalens, 81600 Brens, tél : 05 63 41 72 86.

Depuis leur identification en 1999, 65 structures ont déjà choisi ce statut, dont par exemple l'Académie du développement durable et humain dont le directeur est Guy Hascoët, l'ancien secrétaire d'Etat ! Pour en savoir plus : *Alix Margado, confédération générale des Scop, 37, rue Jean-Leclair, 75017 Paris, tél : 06 30 50 15 22.*

VOSGES Ecolonie

Ecolonie est une association qui gère depuis 1989 un écovillage né dans une ancienne colonie de vacances à l'initiative au départ de quatre Hollandais. Il y est possible de participer à de nom-

Alternatives



CÔTES-
D'ARMOR

Bio et traction animale

Sur deux hectares, le Relay Saint-Yves offre à Plouha la vue d'un jardin sans fumée et sans retombée de métaux lourds : le maraîchage bio est assuré avec l'aide de juments de trait. Le Relay Saint-Yves aussi ainsi des paniers de légumes plus bio que l'on peut venir retirer sur place. *Relay Saint-Yves, Le Scanv, 22580 Plouha, tél : 02 54 25 08 38.*

FINIÈRE

Autrement

L'association Autrement est née en 2004 de la volonté de sept personnes d'animer en commun un potager et un verger bio, d'y intégrer un lieu d'échanges et d'apprentissages inter-générationnels, de développer des activités en atelier : poterie, couture, chaussure, vannerie... Un terrain a été acheté et différents spectacles ont permis de financer le début des activités. Des chantiers festifs ont permis la construction en 2005 d'une cabayourte, d'un puits, de planter le verger, d'agrandir le potager... un atelier de couture fonctionne à l'énergie solaire. Un instrumenthèque collecte des instruments et permet d'improviser des concerts... *Autrement, Beuzec, 29120 Plomeur.*

breuses activités artistiques et culturelles tout en résidant sur place. Il est possible d'y manger bio. Ecolonie, afin de s'agrandir, vient d'acheter une exploitation agricole voisine de 25 hectares, ce qui lui permettra d'augmenter ses capacités d'auto-alimentation. *Ecolonie, 88260 Hennezel, tél : 03 29 07 00 27.*

DOUBS

Ferme de la Batailleuse

La ferme de la Batailleuse est une ferme pédagogique biologique qui fonctionne selon des règles de fonctionnement autogestionnaires. Elle organise des séjours pour les enfants de 6 à 12 ans, du 23 au 29 avril avec activités à la ferme, grands jeux, rando, baignade, activités sportives et artistiques. Renseignements : *Ferme de la Batailleuse, centre d'accueil du Souleret, 16, rue de la Fontaine, 25370 Rochejean, tél : 03 81 49 91 84.*



La ferme de la Batailleuse, dans le Doubs

Ecoles Steiner Journées portes ouvertes

La pédagogie Waldorf mise au point par Rudolf Steiner au début du vingtième siècle est actuellement utilisée dans 23 écoles en France où sont scolarisés 2300 élèves. Le samedi 18 mars, une journée portes ouvertes est organisée dans la plupart de ces établissements.

■ Ecole maternelle et primaire de Mâcon, Ferme pédagogique, La Mare Caillat, 01290 Saint-André-d'Huiriat, tél : 04 74 50 10 87.

■ Ecole de Moulins, château de la Mhotte, 03210 Saint-Menoux, tél : 04 70 43 93 98.

■ Jardin d'enfants Waldorf de Nice, 291, chemin Saint-Roch, 06320 La Turbie, tél : 04 92 10 89 48.

■ Jardin d'enfants Waldorf, Le Vieux Mas, 47, route de Nice, 06650 Le Rouret, tél : 04 93 09 47 37.



L'école Chant'Arize en Ariège.

■ Ecole Chant'Arize de Saint-Girons, Portecleuse, 09450 Campagne-sur-Arize, tél : 05 61 69 85 60.

■ Jardin d'enfants Blanche fleur, 251, faubourg de Croncels, 10000 Troyes, tél : 03 25 82 40 44.

■ Ecole maternelle d'Aix-en-Provence, 385, chemin Barthélémy-Véra, 13290 Les Milles, tél : 04 42 24 14 18.

■ Ecole Caminarem d'Alès, Jouquet, 30360 Monteils, tél : 04 66 83 20 43.

■ Ecole maternelle Les Tournesols, 10, impasse Médicis, 31200 Toulouse, tél : 05 34 25 16 50.

■ Jardin d'enfants La Tortue bleue, 439, avenue du Château-d'Ô, 34090 Montpellier, tél : 04 67 54 31 58.

■ Ecole maternelle du Petit-Porteau, Le Porteau, 37300 Joué-lès-Tours, tél : 02 47 67 20 23.

■ Ecole élémentaire du Petit-Porteau, Le Porteau, 37300 Joué-lès-Tours, tél : 02 47 53 46 34.

■ Jardin d'enfants "Arc en Ciel" de Pau, 7, avenue Bernadotte, 64110 Jurançon, tél : 05 59 06 51 64.

■ Ecole primaire du Soleil à Pau, chemin de la Juscle, 64110 Saint-Faust-de-Haut, tél : 05 59 83 04 57.

■ Jardin d'enfants Michaël, 3, rue du Schnockeloch, 67200 Strasbourg-Koenigshoffen, tél : 03 88 29 03 21.

■ Ecole Michaël, 2c, rue du Schnockeloch, 67200 Strasbourg-Koenigshoffen, tél : 03 88 30 19 70.

■ Ecole Mathias-Grünwald, 4, rue Herzog, 68124 Logelbach-Wintzenheim, tél : 03 89 27 13 24.

■ Ecole Rudolf-Steiner de Lyon, 7, chemin de Sanzy, 69230 Saint-Genis-Laval, tél : 04 78 50 77 45.

■ Le Jardin d'églantine, 165, boulevard Brune, 75014 Paris, tél : 01 45 43 58 89.

■ Ecole Perceval, 5, avenue d'Eprenesnil, 78400 Chatou, tél : 01 39 52 16 64.

■ Jardin d'enfants Le Petit Prince, 76, chemin du Banay, 84380 Mazan, tél : 04 90 69 50 13.

■ Ecole Steiner, 300, chemin de la Traille, 84700 Sorgues, tél : 04 90 83 37 07.

■ Ecole de Verrières, 62, rue de Paris, 91370 Verrières-le-Buisson, tél : 01 60 11 38 12.



ILLE-ET-VILAINE

Empreinte

Empreinte est une association de promotion de l'habitat écologique à faible empreinte écologique.

Outre des formations et des chantiers d'initiation, l'association fait la promotion des toilettes sèches dans l'Ouest de la France et pro-

pose l'utilisation collective d'une presse pour fabriquer des briques de terre crue à partir de sols argileux locaux. Elle propose également des groupements d'achats. *Empreinte, Cledy, 35480 Messac, tél : 02 99 92 37 16.*

LOIRE-ATLANTIQUE

La Très petite librairie

La Très petite librairie propose des livres pour la jeunesse, des ouvrages consacrés aux sciences humaines avec une orientation économie solidaire, un rayon arts et art de vivre. Laurence Neveu y favorise les éditeurs locaux et indépendants. On peut s'y arrêter un moment pour lire en dégustant des produits du commerce équitable et participer à différentes activités culturelles.

La Très petite librairie, 58 bis, rue des Halles, 44190 Clisson, tél : 02 51 71 89 56.

Pédagogie Freinet

L'ICEM, Institut coopératif pour l'école moderne, organise les 29 et 30 mars à Nantes, le 16e salon national des apprentissages individualisés et personnalisés au foyer des jeunes travailleurs de Beaulieu. Ce salon est ouvert aux enseignants, aux éducateurs,

Eco-constructeurs

Les éco-constructeurs ou ceux et celles qui souhaitent le devenir se retrouvent le deuxième mardi de chaque mois à partir de 19h15 au *Point-Bar, 38, rue Lanoue-Bras-de-Fer, 44200 Nantes, tél : 02 40 35 20 67.*



Construction en brique alvéolée.

aux parents... Thème de l'année : quels savoirs aujourd'hui pour quelle société ? Renseignements : *Idem 44, 24 rue d'Anjou, 44000 Nantes, tél : 02 40 74 13 47.*

MAINE-ET-LOIRE

Paradigmes

L'association Paradigmes a vu le jour en septembre 2005 avec comme objectif d'aider à la recherche d'autonomie dans le cadre de nos lieux de vie, dans nos modes de vie. Il ne s'agit pas

de lutter contre le système, mais de proposer d'autres solutions. L'entraide, la fraternité, les échanges de savoirs et savoir-faire doivent permettre à chacun d'avancer sur la route qui lui est propre. Il y a autant de vérités que de chemins. L'association organise la visite de lieux de vie alternatifs, des chantiers d'écoconstruction, des réunions, des conférences, des fêtes (la prochaine le 4 juin à Daumeray), etc. Elle propose une bibliothèque avec prêt gratuit. *Paradigmes, 42, rue de Pré-d'Asnière, 49800 Brain-sur-l'Authion, tél : 02 41 44 02 43.*

LOIR-ET-CHER

Bio'Mada

Bio'Mada est une société créée en 2002, spécialisée dans les huiles essentielles de Madagascar, huiles végétales et eaux florales. Bio'Mada travaille directement avec des petits producteurs à Madagascar selon les principes du commerce équitable et commercialise les huiles de l'ONG *l'homme et l'environnement*, qui valorise durablement la biodiversité des forêts primaires de Madagascar. *Bio'Mada, 21, rue de la Beauce, 41600 Lamotte-Beuvron, tél : 02 54 83 01 35.*

MAYENNE

Trempe l'œil

L'association *Trempe l'œil* cherche à mêler parole artistique et parole sociale. Elle a en projet

ARRAS

Salon du livre d'expression populaire

Comme chaque année depuis 2001, le salon du livre d'expression populaire et de critique sociale se tiendra les 29, 30 avril et 1^{er} mai à Arras. Une centaine d'auteurs présents, d'ici ou de plus loin. *Association Colères du Présent, 1, rue du Pont-Amoureux, 62000 Arras, tél : 06 89 19 23 88.*



Fêtes, foires, salons

(le signe * indique que Silence est présent)

* **Lyon : 20^e Printemps.** 3 au 5 mars, à Eurexpo. 450 exposants et une centaine d'intervenants dans des conférences ou des animations. Près de 150 associations, 120 producteurs bio ou commerce équitable, thème de l'année : vingt ans d'écologie et d'alternatives. Espace enfants (3 à 12 ans), jeunes (12 à 25 ans), expositions : la rébellion énergétique de Greenpeace, la maison autonome, les arbres vénérables, Tuvalu qui disparaît, affiches militantes... Et parmi les conférences, **vendredi 3 mars** : les logiciels libres (15h), décroissance avec Pierre Rabhi (16h), chauffage au bois (17h), OGM et liberté des semences avec Corinne Lepage (18h), les communautés de vie à thème avec Mimmo Pucciarelli et François Schneider (18h et 20h), fragilité de la puissance avec Alain Gras (19h), les faucheurs volontaires (19h), l'agriculture bio avec Philippe Desbrosses (20h), mission de paix en Palestine (20h). **Samedi 4 mars** : éduquer autrement avec Roger Auffrand (10h), Enercoop, électricité d'origine renouvelable (11h), appel des femmes à l'écologie avec Michèle Rivasi (11h), Alerte aux vivants avec Pierre Gevaert (11h), Pétrole apocalypse avec Yves Cochet (13h), commerce équitable avec Christian Jacquiau et Michel Besson (14h), Descrecendo Cantabile avec Jean-Claude Besson-Girard et Silence (14h), Ces maladies créées par l'homme avec Dominique Belpomme (15h), Les déchets avec Florence Couraud du CNIID (15h), Paix et conflits avec Patrice Bouveret du CDRPC (16h), la directive REACH avec Greenpeace (17h), Contre la relance du nucléaire avec Jean-Luc Thierry (17h), Sanctionner sans punir avec Elisabeth Maheu (18h). **Dimanche 5 mars** : Scénarios énergétiques alternatifs avec Thierry Salomon (10h), les enjeux de l'éco-construction (12h), pluralisme des médias avec l'Acrimed (13h), changement climatique avec Sabine Rabourdin (13h), la politique des transports avec Jean Sivardière (14h), la santé environnementale avec André Cicolella (15h), Comment ne plus être progressiste sans devenir réactionnaire avec Jean-Paul

Basset (15h), OMC 10 ans ca suffit avec ATTAC et la confédération paysanne (16h), la non-violence avec Jean-Marie Muller (16h), politique et Citoyenneté avec Serge Depaquit et Gérard Leras (17h). Renseignements et programme complet au 04 74 72 89 90 ou site <http://primevere.salon.free.fr>. *Printemps, 9, rue Dumenge, 69317 Lyon cedex 04.*

■ **Côtes-d'Armor : Marché semences et plants bio.** 5 mars. Hall aux loisirs, Mur-de-Bretagne. 15 exposants. *Biopole, ZA de Toulhouze, 22530 Mur-de-Bretagne, tél : 02 96 26 39 93.*

■ **Nîmes : 14^e Sésame.** 10 au 13 mars, parc des expositions. 200 exposants. 25% en bio. 60 conférences. Thème : l'arbre et la vie. *Goral-expo, 126, impasse Juvénal, 30900 Nîmes, tél : 04 66 62 07 16.*

■ **Le Mans : Bien-être.** 10 au 12 mars, parc des expositions. Première édition. *Loire Evénement, 19, place de la Poterie, 49400 Saumur, tél. : 02 41 38 60 00.*

■ **Salon-de-Provence : Bien-être et bio.** 11 et 12 mars, espace Charles-Trénet, place Morgan. *Maison des associations, André Paraskevas, 88, boulevard des Jeunes, 13340 Rognac, tél : 06 16 93 18 71.*

■ **Finistère : foire bio de Landerneau.** 11 et 12 mars, salle Saint-Ernel, 75 exposants, 75% de bio. *Ecole diwan, allée de Trémaria, 29800 Landerneau, tél : 02 98 25 07 69.*

■ **Cambrai : 13^e forum bio.** 11 et 12 mars, palais des Grottes, 70 exposants. Thème de l'année : dépollution intérieure de l'habitat. *Nature et progrès Nord-Pas-de-Calais, 42, rue de Noyon, 59400 Cambrai, tél : 03 27 74 17 48.*

■ **Var : 4^e Vie autrement.** 11 et 12 mars, à l'espace culturel de Ramatuelle. 40 exposants. Une douzaine de conférences. *Association bio-logique, Chantal Petit-Imbert, L'Aigre, 83550 Vidauban, tél : 04 94 43 03 37.*

■ **Vienne : 3^e Natura'Ve.** 11 et 12 mars, espace Jean-Dousset, rue de la Jeunesse, à Neuville-de-Poitou. 50 exposants. *Qi Gong et relaxation en Neuvilleois, 1, place Joffre, 86170 Neuville-de-Poitou, tél : 05 49 54 17 73.*



LOT

La Terre

La Terre est une ferme bio installée sur le causse du Quercy depuis plus de vingt-cinq ans. Avec des bâtiments du 12^e siècle et 165 hectares, elle fait vivre aujourd'hui trois familles. En 2001, le propriétaire annonce qu'il veut vendre la ferme... à un prix trop cher pour les agriculteurs qui cherchent aujourd'hui des personnes pour participer à la mise en place d'une structure mutuelle genre GFA, groupement foncier agricole ou SCI, société civile immobilière. Pour participer à pérenniser cette ferme : *Vivre sur les Causse*, P. Réveillac, Le Bourg, 46320 Livernon, tél : 05 65 40 54 83.



DR

DR

un périodique pour les enfants, dès trois ans, et leurs parents. Ce périodique propose une histoire bilingue français-manouche et une présentation des gens du voyage. Le but est de créer des passerelles et de réduire l'isolement dont cette population est victime. Si vous voulez recevoir le premier numéro de ce périodique, vous pouvez envoyer un chèque d'au moins 3 € à *Trempe l'œil*, 44, rue Alain-Fournier, 53000 Laval.

tion alliant plaisir, santé et bon sens écologique. Deux sessions grand public sont programmées : du 10 au 14 avril et du 3 au 7 juillet. L'association propose aussi une formation professionnelle pour la restauration collective en

DEUX-SÈVRES Formation à la cuisine bio

L'association *What's for dinner* propose des formations en cuisine bio pour favoriser une alimenta-

LOTZAC Forum des pratiques pédagogiques

Du 3 au 7 juillet 2006, au Cun du Larzac, Artisans du Monde, les Cemea, Conflits cultures coopérations, Epice, le Loubatas, le Réseau école et nature, organisent la première rencontre francophone d'animateurs, formateurs et pédagogues de l'éducation à l'environnement, à la citoyenneté, à la paix et la transformation des conflits, de l'éducation populaire, de l'économie sociale et solidaire et de l'accompagnement social, pour partager et croiser leurs pratiques pédagogiques. Pour plus de renseignements sur ce projet et les conditions de participation, écrire à *Françoise Michalon*, 42, rue de la République, 07130 Saint-Péray.



Le Cun du Larzac.

- **Cambrai : Bio-forum.** 11 et 12 mars, grand marché bio au palais des Grottes avec une conférence sur la dépollution de l'air intérieur. *Nature et progrès*, 42, rue de Noyon, 59400 Cambrai, tél : 03 27 74 17 48.
- **Vienne : 3e Natura'Vie.** 11 et 12 mars, à Neuville-de-Poitou, espace J.-Dousset, 50 exposants autour de la vie saine : alimentation, maison et environnement, produits de bien-être, thérapeutes, activités de détente... Thème de l'année : mieux vaut prévenir que guérir. *Association qi gong et activités bien-être, mairie*, 86170 Neuville-de-Poitou, tél : 05 49 54 17 73.
- **Saint-Etienne et Lyon : Planète couleurs.** Le 13 mars à Lyon, du 17 au 19 mars à Saint-Etienne, festival sur le thème du "voyage équitable", forum associatif et entreprises de commerce équitable, économie solidaire : le voyage n'est ici que dans le sens Nord-Sud... *Planète couleurs*, 8, allée des Rouardes, 42156 L'Horme, tél : 04 77 22 37 91.
- **Paris : 19e Vivre autrement.** 17 au 20 mars, parc Floral de Paris. 300 exposants. 25 à 30 ateliers-conférences par jour parmi lesquels : les différentes approches du commerce équitable (le 17 à 12 h), travailler autrement en bio (le 17 à 20 h), réseau écovillages (le 18 à 11 h), démarrer un jardin bio (le 18 à 12 h), une autre manière de vivre : coopérer (le 18 à 13 h), Tchernobyl, vingt ans après (le 19 à 13 h), l'art de jeûner (le 19 à 14 h), qualité de l'air en Ile-de-France (le 20 à 11h), que deviennent nos déchets (le 20 à 12 h), le reste étant essentiellement des techniques de médecines douces. Programme complet : *Spas*, 86, rue de Lille, 75007 Paris, tél : 01 45 56 09 09.
- **Paris : 3e Ecobat.** 17 au 20 mars, parc floral de Paris, au sein du salon Vivre autrement. "Pour un habitat respectueux de l'environnement". Conférences : le label Minergie en Suisse (le 17 à 11h), formation sensibilisation des artisans du BTP (le 18 à 11h), ma maison écologique, pour un investissement réussi (le 19 à 11h), la démarche HQE (le 20 à 10h30)... Programme complet : *Spas*, 86, rue de Lille, 75007 Paris, tél : 01 45 56 09 09.

collaboration avec Agrobio Poitou-Charentes. *Amandine Geers, What's for dinner, Tourteron*, 79160 Coulonges-sur-l'Autize, tél : 05 49 05 70 14.

TOULOUSE Le chat noir toulousain

Le chat noir toulousain est une nouvelle librairie-bar qui cherche à favoriser l'émergence d'alternatives radicales face au capitalisme, et à relayer les réseaux culturels non-institutionnalisés. *Le Chat noir toulousain*, 18, avenue de la Gloire, 31500 Toulouse.

LOZÈRE Le développement contre les paysans

François de Ravignan, agronome et animateur de la Ligne d'Horizon, animera une conféren-

ce-débat le samedi 4 mars à 14 h, à Saint-Martin-de-Lansuscle. Cette conférence ouverte à tous marquera la fin de l'assemblée générale de Nature-et-Progrès. Renseignements : *Pierre Péguin*, tél : 04 66 85 03 35.

HÉRAULT Feuillandrôle

L'association *Feuillandrôle* propose des formations aux plantes sauvages (les connaître, les comprendre, les utiliser) en quatre week-ends sur l'année, avec balades botaniques et repas de plantes sauvages. 25 et 26 mars : accueillir le printemps, les plantes de l'estomac et du foie, les conifères. 10 et 11 juin : accueillir l'été, les plantes de la circulation, les plantes à fleurs... *Feuillandrôle, Bérangère Font, La Voulte*, 34390 Mons-la-Trivelle, tél : 04 67 97 00 28.



Alternatives

Les Mangeclous

Depuis 1994, la compagnie des Mangeclous produit des spectacles avec une volonté de réinsertion par les arts. Elle mène un travail de terrain dans les villes et villages de l'Hérault : ateliers de chant, collectage auprès de poètes et chanteurs occitans, ateliers d'éveil musical, d'accordéon diatonique, de fabrication d'instruments de musique en roseaux et bambous. Le tout basé sur la musique traditionnelle et la chanson française... Et comme les Mangeclous aiment aussi les mélanges, les échanges, ils organisent aussi des stages de chant, de musique, de théâtre et de clown en s'associant avec des compagnies voisines du département, de la région, du pays, de l'Europe et du monde.

Les Mangeclous, route de l'Apparition, 34230 Saint-Bauzille-de-la-Sylve, tél : 04 67 84 32 58.

ISÈRE

La Note bleue

La Note bleue est un atelier d'artistes né en 2001. Jacques Mayoud et Katy Ollif y résident en permanence et y accueillent d'autres artistes, d'autres activités ou de simples personnes qui souhaitent se ressourcer dans un lieu agréable à vivre, à la campagne. Le souhait des animateurs du lieu est de faire se croiser des gens d'horizons différents autour des idées de l'écologie. *La Note bleue, 534, chemin du Marais, 38121 Chonas-l'Ambellan, tél : 04 74 15 96 90.*

BOUCHES -
DU - RHÔNE

Land-Art

LesVerts d'Arles organisent du 15 au 21 mai sur la plage de Piémenson, une semaine de land-art, les œuvres éphémères étant à réaliser avec les déchets trouvés sur la plage. *Verts-Arles, Yannick, tél : 06 16 23 46 87.*

LYON

Ensemble, cultivons les biens communs

A la veille de son assemblée générale à la Maison Saint-Joseph (chemin des Fontes, à Sainte-Foy-lès-Lyon), le Mouvement de culture biodynamique organise le 18 mars un congrès sur le sol, l'eau, les énergies, la biodiversité comme biens communs. Au programme : conférence de Philippe Leconte sur les biens communs, présentation d'associations partenaires, débat sur la question du climat, repas en alimentation biodynamique, atelier avec Jacky Blanc de la Nef sur l'économie et la place de l'argent, conférence de Philippe Desbrosses initiateur d'Objectif bio 2007. Programme complet : *Mouvement de culture biodynamique, 5, place de la Gare, 68000 Colmar, tél : 03 89 24 36 41.*

Freegans Contre le gaspillage



Après les vegans, personnes végétariennes qui refusent en plus les produits provenant d'animaux (cuir, laine), les freegans sont des personnes qui essaient de vivre au maximum de ce qui est jeté. En faisant les fins de marchés, les poubelles des grands magasins... il est possible de récupérer de la nourriture jetée, des vêtements et différents appareils... Les freegans ne sont pas forcément des personnes qui n'ont pas les moyens financiers d'acheter, mais plutôt des militants qui dénoncent ainsi la société du gaspillage.

Alter-conso et recettes de saisons

L'association Alter-conso met en place sur l'agglomération lyonnaise un circuit court de distribution de produits agricoles locaux en vente directe.

Elle collecte également des recettes de plats simples et bon marché, à base de produits locaux et de saison. Si vous en avez vous pouvez leur en envoyer en précisant les dates de réalisation. Ce livre de recettes devrait faire l'objet d'un ouvrage dans l'année à venir.

Alter-conso, 12, rue Louis-Michoy, 69120 Vaulx-en-Velin, tél : 04 72 04 43 02.

LYON

Ouverture du CEDRATS

Le cédrat est une variété de citron, mais au pluriel c'est aussi maintenant le Centre de documentation et de recherche sur les alternatives sociales. A l'effigie de Michel-Marie Derrion qui a créé à Lyon la première coopérative, ce centre met à la disposition du public des fonds documentaires... dont les archives de Silence ainsi valorisées. *Cedrats Michel-Marie-Derrion, 27, montée Saint-Sébastien, 69001 Lyon, tél : 04 78 29 90 67.*



■ Une télé 100% espéranto.

C'est au Brésil que s'est concrétisé le projet d'une télévision en espéranto donc compréhensible dans le monde entier par les espérantistes.

Le projet est porté par l'entreprise Cidkon qui a déjà mis en place le plus grand portail internet en espéranto Gxangalo.com. Pour le directeur de la télévision, Flavio Rebelo, c'est une renaissance de l'espéranto comme mode de communication au niveau mondial. Elle émet depuis le 5 novembre 2005 sur internet : <http://internacia.tv>

■ **Candidat en 2007 ?** Europe démocratie espéranto est un mouvement qui a décidé de promouvoir l'espéranto par la voie électorale. Il lance une campagne de sensibilisation des élus en annonçant leur volonté de présenter un candidat aux élections présidentielles de 2007. *Europe démocratie espéranto, 8, rue de Cotte, 75012 Paris, tél : 01 43 46 60 47.*

■ **BD en espéranto.** Après le Crabe aux pinces d'Or et L'Ile noire, c'est Tintin au Tibet qui a été traduit en espéranto. Il est disponible auprès de l'éditeur Casterman ou de l'association *Lille-Villeuve-Espéranto, 70, rue Lieutenant-Colpin, 59650 Villeneuve-d'Ascq.*



■ **Nancy : stages intensifs.** Une semaine d'apprentissage avec des stages de différents niveaux est organisée du 21 au 23 avril à Nancy, avec découverte de la ville. *Liliane Bersweiller, 1, rue du Lacé, 54990 Xeulilly, tél : 03 83 47 41 36.*

■ **Rennes : congrès espérantiste.** Le congrès national d'Espéranto-France se tiendra du 5 au 9 mai à Rennes. Renseignements : *Espéranto-France, 4 bis, rue de la Cerisaie, 75004 Paris, tél : 08 717 718 33.*

■ **Hérault : stage.** Un stage d'initiation à l'espéranto est organisé du 7 au 14 juin à Batipaume, Agde. Renseignements : *Cercle biterrois d'espéranto, Christian Herbette, 22, ZA Le Bousquet, 34310 Montady, tél : 04 67 21 86 61.*

■ **Hérault : semaine méditerranéenne.** Une semaine internationale méditerranéenne en espéranto est organisée du 19 au 26 août à Sète. Inscriptions : *Espéranto culture et progrès, 5, rue Docteur-Roux, 34090 Montpellier.*

■ **Rhône-Alpes : congrès-festival.** Une rencontre des espérantistes de la région Rhône-Alpes est organisée du 5 au 7 mai à Aix-les-Bains. Renseignements : *Marie-Christine Pilon, tél : 04 79 63 41 18.*

■ **Savoie : semaine pratique.** Une semaine de formation pour débutants est organisée du 11 au 18 mars en pleine montagne. Contacter : *Tereza Depecker, Echines-Dessus, 73700 Bourg-Saint-Maurice, tél : 04 79 07 53 10.*

Ni chèvre ni loup

L'essor de l'agriculture biologique est présenté comme une pratique de résistance au système dominant. En sommes-nous vraiment sûr ?

Manger des produits issus de l'agriculture biologique est souvent mis en avant comme pratique de désertion du système industriel et capitaliste, comme participant à une résistance contre les dommages écologiques causés par ce système. L'achat de produits bios devient également un secteur porteur au niveau marketing, en raison du souci de prendre soin de sa santé chez beaucoup de gens. Enfin, l'argument du meilleur goût, mais aussi l'aura du terroir, du maintien des traditions, des "bons produits bien de chez nous", tout cela participe de l'essor actuel du bio.

Dynamisée par l'envie d'apprendre des savoirs agricoles dont mon éducation intellectuelle et urbaine m'avait tenue fort éloignée, motivée par le souci de réappropriation de gestes augmentant une autonomie concrète et matérielle, j'ai passé pas mal de temps les cinq dernières années dans des lieux de productions de ces fameux produits biologiques, certifiés et labellisés "Ecocert" ou "Demeter" (répondant aux critères de la biodynamie), et cela dans plusieurs pays (France, Belgique, Suisse et Allemagne). De la production maraîchère en passant par l'élevage de vaches, porcs, moutons, chèvres, volailles et toutes les viandes, charcuterie,

beurre, fromage et autres produits laitiers que nous prenons à ces animaux, sans oublier les foins, les céréales, le pain, la laine et les plantes médicinales, j'ai pu approcher et mettre la main à la pâte dans beaucoup de secteurs de cette production.

L'impression générale que je retire de cette immersion me laisse un sentiment de malaise, une envie de partager certaines observations.

Un travail difficile

Les personnes avec qui j'ai bossé dans ces divers lieux s'étaient engagées, toutes sans exception, dans la production bio mues par un idéal écologique et éthique (il existe bien sûr des agriculteur-trices conventionnel-les reconverti-es dans le bio par appât du gain, mais ce n'est pas chez ces personnes que j'ai eu envie d'aller apprendre le travail de la terre). Certain-es sont fil-les de paysan-nes, d'autres sont revenu-es à la terre par conviction et désir personnel. La plupart de ces personnes ont trouvé logique de faire de leur passion pour l'agriculture une profession, c'est-à-dire — et ce n'est pas anodin — la principale ou unique source de revenu. Je dis une profession,

mais je pourrais tout aussi bien employer le terme de sacerdoce, tant le travail de la terre à notre époque et sous nos latitudes demande une énergie quotidienne et acharnée. Les paysans et paysannes bio bossent dur et longtemps, la plupart font des journées de 12 heures de travail en moyenne, et de toutes façons ne comptent par leurs heures, ne comptent pas leur labeur ni leur fatigue, ni les sacrifices qu'il ou elles doivent s'arracher pour que leur entreprise tienne le coup : trop peu de temps à consacrer aux enfants, à sa compagne ou son compagnon, suppression des lectures, projection de films, sorties, et en fait de quasi toute activité autre que le travail à la ferme. Bien sûr, ils et elles sont passionné-es par leur activité, mais dans ce cadre, la limite entre passion et aliénation peut s'avérer floue. J'ai discuté de cette question avec plusieurs de ces producteur-trices bio, qui avouaient franchement qu'il ou elles préféreraient exercer leur activité de manière moins totalement absorbante. Ainsi la ferme, d'un lieu d'épanouissement, de vie et d'activités en harmonie avec l'environnement, de développement de savoir-faire précis et intelligents quant aux interactions et implications dans l'écosystème, de contemplation poétique pour toutes les formes de vie végétale ou animale, la ferme se révèle bien souvent dans la brute et dure réalité une sorte de prison où règne l'obligation permanente du travail, de la vitesse et de la rentabilité. Cette pression permanente et quotidienne à la rentabilité pousse les paysans et paysannes bios à s'abîmer la santé (par le stress ou le manque de sommeil par exemple), et les accule régulièrement à des choix en contradiction avec leur inspiration éthique de départ.

J'ai observé un cas très flagrant de ce phénomène en ce mois de mai dans une ferme de maraîchage. Le maraîchage est un secteur particulièrement pénible physiquement, qui demande beaucoup de main-d'œuvre, et où les pics d'activité en haute saison sont très élevés. Pour diminuer la quantité de travail que demande l'entretien des plantations, toutes sortes



Côté Jardins

Maraîchage dans un jardin biologique associatif.

de techniques sont expérimentées pour limiter la nécessité de désherbage : plantation sous plastique ou couche de paille par exemple. Il y a en la matière des trouvailles géniales, tout à fait compatibles avec le cahier des charges du label bio, mais moins avec un souci écologique global. Tel est le cas d'une "machine à vapeur" particulièrement efficace, dont j'ai pu observer le fonctionnement au cours d'une session de plantation de fraisières. Il s'agit d'une sorte de citerne d'eau qui produit de la vapeur, grâce à un moteur au gasoil, et où la vapeur à quatre-vingts degrés est ensuite propulsée dans le sol au moyen de grandes plaques métalliques sous lesquelles se trouvent des tuyaux de sortie de cette vapeur. Le but de l'opération est de "nettoyer" le sol avant la plantation, c'est-à-dire d'y tuer toutes les semences de "mauvaises herbes" qui s'y trouvent. Précisons que quasiment aucun insecte ou bactérie ne survit à ce traitement de choc.



Irrigation.

Remarquons aussi que la personne amenée à manier cet engin, dont les quatre plaques métalliques qui fonctionnent simultanément sont excessivement lourdes, et qui se prend de grands nuages de vapeur sur tout le corps à chaque déplacement des plaques, termine la journée dans un état d'épuisement physique avancé, dû à l'action combinée de la chaleur et des efforts physiques violents. Nous ne nous étendrons pas, pudique-

ment, sur les litres de gasoil brûlés par l'engin. Le bilan de l'opération est cependant positif du point de vue de l'entreprise bio : le cahier des charges est respecté (pas d'emploi d'herbicide de synthèse), et une grande économie de main-d'œuvre en matière de désherbage (puisque ce traitement retarde l'apparition des mauvaises herbes de deux à trois mois). De quoi laisser perplexe une observatrice extérieure, et filer des problèmes de sommeil au/à la "chef-fe d'exploitation" (qui a bien sûr pleinement conscience des aspects peu écologiques de la méthode).

Ce premier exemple symptomatique concerne le niveau de la production proprement dite.

Engrenage de la commercialisation

Hélas, au niveau de la commercialisation, l'engrenage coince également pas mal. Etant donné le très faible prix de vente des produits agricoles (même bios) aux intermédiaires/distributeurs, une option de plus en plus plébiscitée est celle de la vente directe du producteur au consommateur, formule très à la mode pour le moment. On supprime les marges bénéficiaires des intermédiaires, on renoue le lien ville-campagne, la conscience des consommateur-trices et autres concepts très en vogue : apparemment tout pour plaire. Exposant cela, on néglige tout de même plusieurs aspects de la question. D'abord le fait que s'atteler à la vente constitue un secteur d'activités en tant que tel. Et que la personne qui bosse déjà sur son tracteur, dans son étable, pressée de tous côtés par telle bête malade, telle attaque de doryphore dans les pommes de terre ou les abreuvoirs gelés, qui doit en plus se coltiner toute l'organisation d'un magasin ou d'un marché et les contacts avec les clients, eh bien je peux vous assurer qu'elle doit avoir un microprocesseur très puissant dans le cerveau, et une capacité à gérer quatre ou cinq préoccupations à la fois assez hors du commun. Enfin, je parle de magasin ou de marché, il y a bien sûr aussi la formule "paniers tout prêts" et "colis pour groupements d'achats". Mais le tableau ne serait pas complet sans le volet "accueil paysan". Là on entre dans le summum de la réussite en matière d'exploitation de l'image marketing de la "vraie vie à la campagne", dont est avide notre époque de désarroi urbain et industriel. D'un point de vue économique, nous sommes dans la catégorie la plus rentable de la machine économique. En effet après le



Côté Jardins

Distribution de paniers de légumes aux adhérents.

secteur primaire de la production, le secteur secondaire de la transformation, nous voici dans le tertiaire des services et de la commercialisation. Celui qui rapporte le plus d'argent pour le moins d'heures de travail. Ainsi donc, de plus en plus de nos petites fermes bios sont appelées à faire de l'hébergement, des gîtes, des visites guidées, de l'accueil à la ferme sous toutes ses formes. Quand on regarde un bilan comptable, il est clair que ce type d'activités permet de sauver du rouge les fermes en détresse, de maintenir un bilan positif à l'activité... en termes économiques toujours. D'un point de vue humain, cette version nous donne des situations un tantinet ubuesques. Je me souviens d'un soir du mois de mars de cette année où je filais un coup de main à la traite des chèvres dans le Jura. La traite est normalement un moment d'intimité avec ses animaux, une occasion d'observer les bêtes malades, de suivre les mises bas, de vérifier l'état général du troupeau. C'est un moment qui demande donc à la fois du calme et de la disponibilité. Et donc ce soir-là, en même temps que la traite, la femme qui s'occupait des chèvres eut à gérer en plus l'accueil d'un lycée agricole en visite, la présence de trois jeunes handicapé-es en séjour à la ferme, ainsi que l'arrivée de clients au magasin à la ferme. Tout cela avec le sourire en prime, c'est nécessaire. Quand je lui

demandais si cette multiplication d'activités simultanées à gérer ne la dérangeait pas trop, elle me répondait avec un sourire fataliste que l'accueil de personnes, la version zoo de la ferme bio, constituait une avancée inévitable pour maintenir la survie économique.

Ah oui, je vous parlais de la vente directe productrice/consommateur. L'évocation ne serait pas complète si je ne décrivais pas un autre type de dommage collatéral de cette activité. Mettre les pieds dans le commerce implique en effet de se plier à la règle d'or de l'offre et la demande. Comme nos chers consommateurs-trices, habitué-es aux étals luxuriants de nos non moins chers supermarchés, demandent poliment, réitèrent, insistent, exigent une variété dans les produits offerts, eh bien voilà nos énergiques producteur-trices amené-es à glisser dans la revente de produits... qu'il ou elles ne produisent pas eux-mêmes et elles-mêmes. Et par là-même à mêler leurs efforts à ceux de l'agro-industrie, dont le bio est un secteur plein de promesses et d'expansion. Voilà nos cultivateur-trices de légumes poussé-es lentement mais sûrement à glisser dans leurs paniers du terroir des carottes venues de Pologne, des kiwis bios importés du Maroc, ou encore de l'ail d'Argentine au mois de mars.

Illusion de l'économie solidaire

Au regard de ce tableau peu encourageant, la question que je me pose est : comment une bonne intention de départ produit des effets si désastreux, et notamment des formes de masochisme aussi poussées ?

Je me permettrai une hypothèse quant à la base du problème : la non-remise en cause des fondements de l'économie capitaliste dans le grand élan de l'agriculture biologique.

Nous voguons en plein dans les brumes de l'illusion de l'économie solidaire, du discours qui affirme qu'il y a moyen de gagner de l'argent proprement, de créer des entreprises éthiques. Le grand préservatif moral pour fricoter sans risque de contamination avec l'argent et la logique de marché. Accepter de faire rentrer sa passion pour l'agriculture (ou toute autre activité en fait) dans le cadre de création d'un revenu implique de se plier aux lois du grand monopoly où circule l'argent. La base éthique de l'économie libérale affirme "l'homme est un loup pour l'homme". Par conséquent, si l'on

refuse d'être un loup, eh bien on devient une chèvre, un mouton ou un pigeon. Et l'on se fait plumer sans pitié par les loups. Telles sont les règles du marché, et l'on ne peut y entrer sans s'y soumettre. Mais que faire alors pour défendre l'agriculture écologique, pour cultiver la terre quand c'est un métier qui nous passionne ? Aïe, aïe, aïe, c'est là que la bât blesse, en tout cas on est face à des choix idéologiques. Notre société industrielle et moderne repose dans ses bases sur un triptyque qui semble tellement évident à la plupart de nos contemporain-es qu'il est presque blasphématoire de le mettre en question. Allez, j'ose ? Il s'agit de la sainte trinité travail-mérite-argent. C'est une forme de vie qu'on nous a bien inculquée par l'école et tout autres moyens de formatage : qu'il faut bien travailler pour gagner de l'argent qu'on aura donc mérité par son effort et sa sueur, et qu'on pourra ensuite dépenser en toute liberté. Supposer qu'on pourrait gagner de l'argent éthiquement, c'est complètement négliger le fait que la valeur de l'argent est dictée par le marché. Et que c'est donc le système éthique de la compétition, de l'élimination des plus faibles, et de la logique de rentabilité (produire toujours plus et le plus vite possible), qui donne la valeur à l'argent. Et qui estimera que l'heure de travail d'un-e informaticien-ne vaudra, en

la commande du groupement d'achat de Chicago, enfin qui doutaient sérieusement de la portée subversive de cette activité, des rencontres furent organisées sur le thème "sortir des rapports producteur/consommateur, à la recherche d'un au delà des rapports marchands". Une quarantaine de personnes, principalement venues de grandes villes, ont répondu à cet appel. Ensemble nous avons réfléchi sur que signifient la ville et la campagne, qui produit de la nourriture pour qui et comment. Et on a abouti sur l'idée, ainsi que des ébauches de mise en pratique du « souci commun d'une production commune ». Dans cette logique, une ferme bio ne serait plus une entreprise qui fait vivre monétairement les gens qui y travaillent, mais des terres collectives cultivées et gérées par les personnes qui s'en nourrissent. Mais comment le/la paysan-ne va gagner sa vie, alors ? Eh bien notre projet va plus loin que l'agriculture, il s'agirait plutôt de création d'une économie commune, non pas dans le cadre de l'argent et sa répartition, mais de répondre collectivement aux besoins des membres du groupe (nourriture mais aussi santé, habitat, formation, voyage...). Il existe toutes sortes de modes de production autonomes qui permettent de répondre à des besoins sans passer par le marché et l'argent. L'argent peut faire par-



Côté Jardins

termes monétaires, dix fois plus qu'une heure de travail en agriculture. L'argent est un système de valeur en tant que tel, qu'il soit utilisé par des personnes qui spéculent à la bourse ou une stagiaire en fromagerie qui vend un fromage de chèvre sur un marché paysan. Tous les discours éthiques et solidaires, les kilos de papier et les litres de salive dépensée ne changeront pas cette donnée de base.

Il n'y a pas si longtemps, je vivais dans une ferme bio où on agitait toutes sortes d'idées utopiques. Sous l'impulsion de personnes qui ne voyaient plus de sens à découper des tranches de 200 grammes de tel fromage, 150 de tel autre, et une plaquette de beurre et trois yaourts pour

tie de ces besoins à des moments, mais de manière secondaire, pas comme moteur principal de l'activité.

Ce type de réflexion me semble intéressante à partager dans un contexte où le grand horizon de l'action politique paraît se réduire à la « défense des services publics et des acquis sociaux ». L'art de la stratégie nous apprend que les positions principalement défensives partent perdantes presque à coup sûr. Manger des pommes bios ne nous exemptera pas de nous poser des questions plus existentielles au sujet de notre mode de vie.

Jocelyne Renard ■



L'abeille préfère la ville !

Une étude des services vétérinaires de Nantes portant sur une comparaison entre différentes ruches installées dans l'agglomération et jusqu'à une distance de 30 km conclut que les abeilles urbaines ont une meilleure espérance de vie que les abeilles rurales ! Les vétérinaires avancent que les pesticides utilisés en agriculture sont plus toxiques pour les abeilles que la pollution atmosphérique. Le président de l'Union nationale de l'apiculture française explique cela : les abeilles disposent de filtres pour la respiration mais ne peuvent rien contre les neurotoxiques présents dans les produits phytosanitaires.



Ces animaux qui dérangent

L'Aspas, Association pour la protection des animaux sauvages, vient d'éditer une brochure sur

les "nuisibles" qui ne dérangent heureusement pas tout le monde : le renard, en mangeant 10 000 campagnols par an, est un précieux auxiliaire de l'agriculture ; le geai plante des centaines de chênes ; le corbeau freux mange de nombreuses larves néfastes pour les cultures... Cette brochure de 42 pages est disponible contre 6 € en timbres ou en chèque auprès de *Aspas, BP 505, 26401 Crest cedex, tél : 04 75 25 10 00.*

Ensemble pour gérer le territoire

La Fondation de France, dans le cadre d'un mécénat environnemental, finance des projets visant à prévenir les conflits environnementaux, aider le dialogue entre groupes locaux, encourager la gestion concertée des espaces sensibles. Les projets doivent concilier différents usages dans un même territoire, impliquer des acteurs locaux, favoriser la participation du public, préserver ou restaurer du lien social. Examen des dossiers le 30 mars et le 24 novembre. Renseignements : *Fondation de France, 40, avenue Hoche, 75008 Paris, tél : 01 44 21 31 00.*

Déchets

■ **Déchets et effets de serre.** Entre 1990 et 2002, les émissions de gaz à effet de serre pro-

Changement climatique

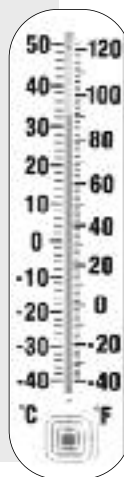
■ **Amazonie : sécheresse exceptionnelle.** A l'automne 2005, l'Amazonie a connu sa pire sécheresse depuis plus de trente ans. De nombreux affluents sont devenus inaccessibles par bateau, seul moyen de communication aussi bien côté Pérou que Brésil. Les populations locales ont eu souvent du mal à trouver de l'eau potable, des lacs entiers se sont vidés. Alors que le cours principal est profond habituellement d'une quinzaine de mètres, il ne restait par endroit que moins d'un mètre d'eau. Certains climatologues craignent que cela ne soit une conséquence conjuguée du réchauffement climatique et de la déforestation.



■ **Montée des mers.** Depuis 1993, des satellites mesurent la hauteur des océans avec précision. En moyenne, la mer monte de 2,6 mm par an et cela de manière constante. (*Atlas de la menace climatique, éd. Autrement, 2005*)

■ **Belgique : exportation des gaz à effet de serre.**

Greenpeace a chiffré les émissions de gaz à effet de serre des projets dans le domaine de l'énergie soutenu à l'étranger par la Belgique et assuré par Ducroire (l'équivalent belge de la Coface en France). Résultat : ces exportations représentent de plus grosses émissions de gaz que ce que la Belgique s'est engagée à économiser sur place dans le cadre des accords de Kyoto. Greenpeace demande donc que l'on intègre ces exportations dans le bilan du pays.



voqué par le trafic de poids lourds a augmenté de 35,7 %. Cela représente la moitié des émissions provenant du transport. Or un camion sur trois transporte des déchets. Une tendance en forte hausse du fait de la politique de l'incinération : pour avoir des incinérateurs aux normes, on va faire des usines de plus en plus grosses, qui collectent les déchets de plus en plus loin. Les déchets ultimes qui sortent des incinérateurs, les

REFIOM, résidus d'épuration des fumées, extrêmement toxiques, parcourent en moyenne 400 km pour rejoindre une décharge de classe 1. Si la France veut respecter ses engagements sur les émissions de gaz à effet de serre, elle doit favoriser des solutions locales, ce qui exclut les mégadécharges et les incinérateurs et devrait au contraire favoriser le recyclage, la réutilisation... et surtout la diminution de la production par la réduction à la source. (*CNIID-Infos, 1^{er} trimestre 2006*)

Incinération

■ **Agent orange.** Utilisé pendant la guerre du Vietnam comme défoliant par l'armée américaine, l'agent orange est en fait un concentré de dioxine. A l'époque, les effets néfastes de la dioxine étaient partiellement connus... mais on ignorait qu'elle avait une forte capacité à durer. Trente ans après la fin de la guerre, la pollution à la dioxine continue à tuer et les procès se poursuivent entre les victimes et les Etats-Unis.

Pendant ce temps, des multinationales nous vendent des incinérateurs qui produisent de la dioxine... les procès risquent de durer aussi longtemps.

■ **Marseille : la population est contre.** Les trois communes les plus concernées par l'implantation d'un incinérateur voulu par l'agglomération de Marseille... en dehors de l'agglomération, ont organisé un vote le dimanche 15 janvier. A Fos, Istres et Port-Saint-Louis, 52,45% des 43413 électeurs se sont déplacés et ont refusé à 97,80% le projet. A Port-Saint-Louis, la commune la plus menacée, 67% des inscrits ont voté non à 99,15% ! Alors qu'une précédente consultation n'avait fait se déplacer que 4900 électeurs, ce sont cette fois plus de 22 000 électeurs qui se sont prononcés contre. La démocratie n'a semble-t-il pas arrêté le projet qui le 12 janvier, devant le vote, a autorisé en catimini la société Valorga à construire l'incinérateur !

■ **L'incinération perd du terrain.** Les départements du Lot-et-Garonne et de la Dordogne, l'agglomération d'Angers (Maine-et-Loire) ont adopté des plans d'élimination des déchets sans avoir recours à l'incinération. Gueugnon (Saône-et-Loire), et Izon (Gironde) ont annoncé leur intention de fermer leur incinérateur avant 2010 sans renouvellement.



LOIRE-ATLANTIQUE Marée noire

Alors que les autorités ont minimisé les faits, la collision de deux butaniers dans l'estuaire de la Loire, début janvier, a provoqué une marée noire qui a provoqué d'énormes pertes chez les oiseaux qui nichent pendant l'hiver à cet endroit. Avocettes, bécasseaux, oies, canards, mouettes, goélands ont péri dans cet accident.

La LPO, Ligue pour la protection des oiseaux et Bretagne vivante ont demandé une baisse des autorisations de chasse pour compenser ces pertes. *LPO, quartier Laboissière, 1, rue André-Gide, 44300 Nantes, tél : 02 51 82 02 97.*

Choisir le bon sens

Les fausses solutions et les vraies gabegies se multiplient dans le domaine de la collecte des déchets. Exemple dans la Drôme. La poubelle identifiée peut pourtant permettre une réduction citoyenne.

Après plus de dix ans de négociations avec les associations, le syndicat des déchets de l'Ardèche et de la Drôme, le Sytrad (1), semble découvrir une formule magique mais archaïque de séparation mécanique des déchets en trois flux homogènes : les bio-déchets, les combustibles et les inertes. Déjà en 1995, ce schéma avait été avancé mais désapprouvé par la population. Aujourd'hui, sans opposition de la FRAPNA, Fédération Rhône-Alpes de protection de la nature, les choses semblent revenir au point de départ. Une seule différence, d'ordre terminologique : de l'incinération on passe à la fabrication de combustible.

Jusqu'à maintenant, le Sytrad a pourvu les communes de nombreux containers pour le tri de l'apport volontaire. Chacun rapporte environ 230 euros par an aux municipalités. Perversion de cette formule de gestion : plus il y a de containers, plus ça rapporte, ce qui est de loin le plus sûr moyen de maintenir la croissance de 6 à 8 % des volumes de déchets, et donc de favoriser les voies thermiques d'élimination (incinération, thermolyse). Avec, au passage, un maximum de frais de transport (2).

Eco-emballage, qui prélève une taxe sur les emballages pour financer les filières d'élimination des déchets, baisse ses prix devant l'afflux de matières à recycler. Cela réduit la rentabilité des collectes des matières triées recyclables.

A l'arrivée, toutes ces mesures ne provoquent pas de réduction des volumes de déchets et le syndicat annonce pour la Drôme la programmation de trois centres de tri supplémentaires. Est-ce pour trier ce qui est déjà trié dans les containers ?

Cette situation est ubuesque. Elle impose aux citoyens de payer une taxe forfaitaire, le plus sûr moyen de les démobiliser dans leurs efforts de décroissance des rejets. Il suffit pourtant de prendre exemple sur l'eau, pour se rendre compte qu'une taxe proportionnelle est le plus sûr moyen de mener à une politique volontaire d'économie.

La poubelle identifiée

Pourtant, des solutions efficaces sont appliquées – parfois en France mais surtout dans le reste de l'Europe – sur des bases de justice sociale et d'économie d'énergie, le tout avec des budgets sans

commune mesure avec le projet inflationniste du Sytrad.

Ces alternatives reposent sur le principe de la poubelle identifiée, pesée et triée de chaque foyer. Ce système responsabilise et récompense les efforts de réduction des déchets ; les plus gros producteurs, quant à eux, sont logiquement les plus pénalisés.

Les expériences déjà menées en ce domaine indiquent une réduction des volumes de 30 à 50 % la première année puis une poursuite de la baisse de manière plus lente les années suivantes.

Ainsi, la communauté des communes des Portes d'Alsace a réussi à diviser par quatre la production de déchets (3).

Un changement collectif s'opère dès lors que des moyens sont donnés au citoyen de prendre sa part dans un effort général de réduction pour une gestion plus rationnelle des ressources et des problèmes engendrés par nos habitudes de consommation. La santé publique et l'utilisation optimale des ressources naturelles sont des préoccupations qui gagnent incontestablement du terrain dans la conscience collective.

On peut s'étonner des réticences des associations et des politiques à cette possibilité de diminuer nos déchets. C'est parce qu'il n'y a pas de soutien aux alternatives que des syndicats comme le Sytrad dans la Drôme peuvent continuer à proposer des plans de gestion des déchets qui s'appuient sur des données inflationnistes.

Philippe Girard ■

L'auteur a participé à de nombreuses réunions entre associations et communes de la Drôme sur la question de la gestion des déchets.



Exposition "Poubelle" sur la grande place de Bruxelles, avril 2005.

(1) Le Sytrad, syndicat de traitement des déchets en Ardèche-Drôme fédère vingt structures intercommunales, présentes sur 351 communes, soit 470 000 habitants.

(2) Note de la rédaction : les transports liés aux collectes de déchets consomment sans doute plus d'énergie que ce qu'un incinérateur peut en produire, ce qui élimine le prétexte "production d'énergie" de ces engins.

(3) Pour en savoir plus sur l'exemple alsacien : *Déchets, le jardin des impostures*, Dany Dietmann, éd. l'Harmattan.



Vélos

■ Lyon : qui fait du Vélo'v ?

Alors que le succès de la mise à disposition de vélos en nombre dans la ville ne se dément pas, même en hiver, une étude portant sur 1500 utilisateurs (sur 36 000 abonnés) montre que 55% des utilisateurs ont moins de 30 ans, 77% souhaitent encore plus de vélos... mais que seulement 6,7% sont d'anciens conducteurs de voitures ! Plus de la moitié des utilisateurs des Vélo'v sont d'anciens utilisateurs des transports en commun, un tiers d'anciens piétons, 3,7% d'anciens cyclistes. Si cela ne représente donc qu'environ 1000 voitures en moins dans la ville, cela permet de franchir un important obstacle psychologique : la ville peut se vivre avec des vélos... et l'on constate une augmentation de l'usage du vélo privé.

■ **Bordeaux : Braqueur sur grand braquet.** Le 9 octobre dernier, un hold-up a eu lieu dans une banque de Bordeaux. La police, en voiture, n'a pu rattraper le braqueur qui s'est enfui à vélo. (*L'heuroVélo, janvier 2006*)

Paris : voitures en baisse



La politique courageuse de la mairie de Paris pour favoriser les transports en commun commence à payer : en quatre ans, la circulation automobile a baissé de 13%, la fréquentation des bus a augmenté de 5% et celle des pistes cyclables de 40%. La mairie a organisé, fin 2004, une consultation publique sur la poursuite de cette démarche : 79% des Parisiens s'y montrent favorables. En 2008, les voies sur berge seront fermées totalement, la vitesse sera limitée à 30km/h dans les quatre arrondissements centraux, et un système comme le Vélo'V de Lyon est à l'étude. (*FNAUT infos, janvier 2006*)

■ Lille : le permis à zéro euro !

Le gouvernement a mis en place un système de prêt bancaire pour passer son permis voiture à un euro par jour. L'Adav, Association pour le droit au vélo, a répondu en lançant une offre encore plus alléchante : le permis vélo à zéro euro par jour. Pour passer ce super-permis : *Adav, 23, rue Gosselet, 59800 Lille, tél : 03 20 86 17 25.*

Déplacements urbains

La moitié des usages de la voiture en France servent à faire des déplacements de moins de 3 km. La Fubicy, Fédération des usagers de la bicyclette, a réalisé un chiffrage concernant un déplacement de 3 km en ville... en tenant compte du temps nécessaire pour attendre un bus, détacher son antivol ou se garer. Pour parcourir 3 km, un piéton met 36 mn ; le cycliste met 13 minutes ; en bus avec un trafic fluide ou en tramway, 22 minutes ; en bus dans les bouchons, 33 minutes ; l'automobiliste selon la circulation et la facilité de stationnement, entre 7 et 27 minutes. Arrêter la voiture est donc souvent possible.

HAUTES-ALPES

Croisière noire

Depuis des années, les associations de protection de l'environnement demandent le respect de la loi et donc l'interdiction de la *Croisière blanche* une course de 4x4 qui empruntent des chemins interdits à la circulation dans les vallées du Champsaur-Vergaudemar.



Le rappel de la loi aux préfets par la ministre de l'écologie n'y a rien fait : le préfet a de nouveau autorisé la course moyennant quelques petites précautions comme interdire le parcours aux personnes étrangères à

Lyon-Turin

■ Enjeu pour les décroissants.

La revue *La Decrescita*, équivalent italien de *La Décroissance* écrit dans son numéro de janvier : "Il faut bien comprendre que le TGV sert essentiellement les intérêts de ceux qui le construisent et de ceux qui croient en la religion de la croissance. Il nous semble fondamentalement aujourd'hui de réaffirmer le plus clairement possible qu'il ne s'agit pas d'un problème local qui ne concernerait que les intérêts égoïstes d'une petite



population. Non, dans la vallée de Suze, c'est tout le modèle de développement, celui qui se fonde sur le mythe de la croissance illimitée et sur le progrès pour le progrès, qui se trouve rejeté. Le bétonnage du territoire en Italie comme partout dans le monde, donne toujours plus de droits aux voitures qu'aux humains, il réduit notre espace et détruit de manière incessante les paysages et les terres agricoles".

■ **Les Verts sur deux tableaux.** D'un côté, les élus Verts au Conseil régional Rhône-Alpes signent, aux côtés de la gauche qui dirige la région, un appel en faveur du projet précisant que l'opposition au Lyon-Turin est due à un "défaut de communication". De l'autre, les Verts français ont voté une motion appelant à soutenir les habitants du Val Suza... au nom du manque de démocratie qui entoure le projet et en posant clairement la question du choix actuel : "Les Verts ne cessent de réclamer une politique des transports volontariste et coordonnée dans l'espace alpin, visant à transférer les marchandises de la route vers le rail (...). Elle passe par une tarification conséquente de la route, notamment au Mont-Blanc et au Fréjus et par une harmonisation sociale et fiscale qui mettrait fin au dumping qui règne dans le transport routier ; par l'accélération de la remise à niveau des réseaux ferroviaires et notamment de la ligne historique Dijon-Ambérieu-Modane qui permettrait très vite de doubler les capacités actuelles". Ce texte est aussi signé par Gérard Leras, président du groupe des élus Verts à la région Rhône-Alpes. Encore quelques manifestations et les Verts poseront les bonnes questions : pourquoi ne pas utiliser le train pendolino italien qui permet de franchir les Alpes sur les voies existantes ? Pourquoi ne pas s'engager dans la voie de la relocalisation de l'économie pour éviter les transports de marchandises ?

■ Manifestation côté français.

Une première manifestation s'est tenue à Chambéry le 7 janvier côté français avec 5000 manifestants... dont 4000 Italiens ! Côté français, la mobilisation était surtout le fait des anarchistes et des décroissants. Venus avec quarante cars, les manifestants italiens ont ensuite sillonné les villages jusqu'à la frontière pour distribuer des milliers de tracts expliquant leurs positions.



la course pour éviter que comme l'année dernière, des manifestants bloquent certains concurrents. Une pétition est en cours pour demander le respect de la loi. On peut se la procurer auprès de nombreuses associations dont :

- **Amis de la Terre, 2 B, rue Jules-Ferry, 93100 Montreuil.**
- **Fédération française de randonnée pédestre, 14, rue Riquet, 75019 Paris.**
- **France-Nature-Environnement, 6, rue Duchamloup, 45000 Orléans.**

LYON

Traité de vélosophie

L'association *Pignon sur rue* accueillera dans ses locaux, le 6 mars à 20 h, Didier Tronchet, auteur du succulent *Traité de vélosophie*. Des extraits du livre seront lus par la comédienne Martine Meirieu. *Pignon sur rue, 10, rue Saint-Polycarpe, 69001 Lyon, tél : 04 72 00 23 57.*

DES FEMMES AU POUVOIR EN ALLEMAGNE, AU CHILI, AU LIBÉRIA, ETC LES TEMPS CHANGENT

FLEXIBILITÉ, SOUPLESSE, MOBILITÉ

SAUF AU MEDEF



AMÉRIQUE DU SUD

Une femme présidente

Michelle Bachelet est devenue le 15 janvier dernier la première femme présidente élue démocratiquement d'Amérique latine en remportant les élections présidentielles au Chili. A 54 ans, elle se présentait comme cumulant tous les handicaps : "femme, mère célibataire, agnostique". Elle a été élue avec 53% des voix comme candidate socialiste. Fin janvier 2006, on compte six femmes présidentes (Chili, Liberia, Irlande, Finlande, Lettonie, Philippines) et cinq autres chefs de gouvernement (Allemagne, Sao Tome et Principe, Mozambique, Nouvelle-Zélande, Bangladesh). Karine Jabre, politologue suisse, a publié une étude montrant que les femmes qui accèdent à des postes de pouvoir donnent plus d'importance aux questions sociales qu'économiques. Un rempart contre le libéralisme ?

BURKINA FASO

Yves Rocher paie !

Manifestement agacé par les différentes campagnes en soutien aux femmes de *La Galicienne*,

licenciées au Burkina Faso (voir Silence n°332, p 26), la firme Yves Rocher a accepté, le 19 janvier dernier, de payer les indemnités réclamées par les syndicats : six mois de salaire (soit seulement 1067€ !) pour les 117 salariées + un fonds de 5,85 millions de FCA (9000€) pour les frais de l'association des salariées.

Coretta King

Femme du pasteur Martin Luther King, assassiné en 1968, Coretta King a poursuivi le "rêve" de celui-ci, militant pour les droits civiques des Noirs, contre la peine de mort, pour les droits des homosexuels, contre le sida et contre la guerre en Irak. Militante de la non-violence, elle a été de toutes les luttes et animait le Centre King à Atlanta. Elle est morte à 78 ans, le 31 janvier dernier.

Suède-Arabie saoudite

1 - 0

Un match amical de foot entre la Suède et l'Arabie saoudite a tourné au conflit sur la place des femmes. Les Suédois apprenant que les femmes sont interdites de stade car le coran leur interdirait d'être près d'autres hommes que leur mari dans des lieux publics, une campagne appelait à ce que les joueurs suédois ne se rendent pas en Arabie saoudite. Celle-ci a finalement cédé : les femmes ont pu obtenir pour la première fois d'assister à un match de foot. Prochaine campagne : un match entre joueuses, en attendant la mixité dans les équipes !

les douze premières semaines de grossesse. Le 15 janvier, à l'appel des organisations féministes, plus de 50 000 personnes ont défilé à Milan en faveur du maintien de la loi.

Dirigeantes

Il y a vingt ans, en France, seules 4% des PDG étaient des femmes. Aujourd'hui, la situation est inchangée. (*Alternatives économiques*, juillet 2005)

Plus tard que les femmes !

En France, les femmes n'ont eu le droit de vote qu'en 1948. Il y a pire ! Les bateliers, considérés comme sans domicile fixe, n'ont eu le droit de vote qu'en 1970... Alors que la profession disparaissait.

Contre les violences faites aux femmes

Les six affiches qui ont servi à lancer la campagne contre les violences faites aux femmes sont disponibles soit sous forme d'affiches (7,10 € le lot), soit sous forme de cartes postales (1,64 € le lot) auprès du Collectif féministe contre le viol, 9, villa d'Este, 75013 Paris, tél : 01 45 82 73 00.



ITALIE

Pour le droit à l'avortement

En pleine campagne législative, la droite italienne fait campagne pour l'abolition de la loi de 1978 autorisant l'avortement pendant

Journée internationale de la femme



■ **Sisters in law.** Ce film de Kim Longinotto, Florence Ayisi sortira sur les écrans le 8 mars. Il a pour thème la question des violences faites aux femmes en Afrique. Il a été primé à Cannes 2005 et a reçu le prix du public au festival du film d'Amsterdam. A Kumba, une petite ville au sud-ouest du Cameroun, Manka, six ans, a fui sa maison et sa tante abusive, Sonita accuse avec courage son voisin de viol, Amina a décidé de mettre fin à son mariage avec un homme brutal en le traînant devant le tribunal. Vera Ngassa, la conseillère d'Etat, et Beatrice Ntuba, la présidente de la cour, mènent alors un véritable combat : apporter leur aide à ces femmes déterminées à mettre un terme à des existences par trop malmenées.

■ Paris : 3^e parcours filles/femmes.

Samedi 11 mars dans le quartier Fontaine. Réalisation de tapis et tabliers à histoire, pièce de théâtre, déambulation dans les rues. *Comités des métallos*, 6, rue Désargues, 75020 Paris.

■ **Paris : 3^e festival au féminin.** Du 1er au 8 mars, dans le quartier de la Goutte d'Or : expositions, danses, musique, théâtre "Le professeur de musique", spectacle de marionnettes, lectures, théâtre de rue, chorégraphie... dans différents lieux

associés : *Lavoir moderne parisien*, 35, rue Léon, 75018 Paris, tél : 01 42 52 09 14 ; *Cargo 21*, 21, rue Cavé, 75018 Paris, tél : 01 42 23 56 56 ; *Graines de Soleil*, 7, rue de la Charbonnière, 75018 Paris, tél : 01 46 06 08 05 ; *Olympic Café*, 20, rue Léon 75018 Paris, tél : 0142 52 42 63 ; *Lectures Gourmandes, restaurant, rue de la Goutte-d'Or*, 75018 Paris.

■ **Yvelines : 4^e Regards de femmes.** Du 6 au 12 mars, à Trappes et à Saint-Quentin-en-Yvelines. Concerts, spectacles de danse, soirées consacrées à la poésie, slam, sensibilisation en direction des adolescents, découverte d'auteurs, projection-débats, expositions photos, sont autant de prétextes à débattre, à rêver, à discuter, à applaudir, à admirer, permettant ainsi aux amateurs et professionnels de confronter leurs expériences, de témoigner de leur vitalité et de leur dynamisme. Contact : *La Merise, place des Merisiers*, 78190 Trappes, tél : 01 30 13 98 53.

■ **Val-de-Marne : Films de femmes.** Du 10 au 19 mars, à Créteil, 28^e festival international du film de femmes, thème de l'année : l'utopie. Une centaine de films en compétition en trois catégories : fiction, documentaires et courts métrages. *Maison des Arts et de la Culture*, 94000 Créteil, tél : 01 49 80 38 98.

■ **Val d'Oise : femmes et sexualité.** Du 6 au 10 mars, exposition dans la salle Condorcet de l'Hôtel-de-Ville de Taverny. Mardi 7 à 14 h : conférence sur les mutilations sexuelles à la médiathèque des Temps modernes. Renseignements au 01 30 40 50 60.

Vers un contrôle social policier sans faille

High-tech, sécurité et identification électronique : toutes les techniques sont disponibles pour nous contrôler dans le moindre de nos mouvements.

Peut-on arrêter ce "progrès" ?

Une entreprise a breveté le concept UAID (identification unique des adresses) qui permettrait de mettre sous code barre tous les villages, maisons, usines, rues, forêts... à la surface de la planète. Plus besoin de nom de rue, de localité, pour vous adresser un colis. L'UAID est basé sur un code de 22 caractères alphanumérique (1). L'UAID répondrait ainsi aux besoins des administrations européennes pour la sécurité et la traçabilité des aliments qui s'échangent de manière croissante entre continents et pays. La surface de la planète serait ainsi répertoriée dans un "annuaire" international d'adresses, mise en quelque sorte sous code barre.

Des systèmes d'identification électronique des produits existent dans l'industrie. Le plus en vogue est le système RFID (identification par fréquence radio) (2) qui permet d'identifier à distance (à travers le carton, le plastique, les murs...), des objets, des animaux, voire... des humains.

L'implantation sous-cutanée de ces micro-chips ne semble pas relever de la science fiction (3), elle est une pratique actuelle. Ce "concept" outre qu'il permet d'accroître la productivité des services de logistiques de tout poil, mais aussi celle de l'élevage et de l'industrie, pourrait bien au bout du compte servir à l'identification

des humains (4). Il se trouve en effet que certaines sociétés prônent l'implantation de puces sous la peau de leurs propres salariés, ou même de la population. Ce procédé ayant maintenant acquis le vocable l'"empucelage" d'un individu, le "dépuclage" correspondrait alors à l'extraction de la puce implantée.

Sans aller aussi loin, la carte d'identité électronique pourrait bien nous réserver des surprises.

Nouvelle carte d'identité : le coercitif à portée de puce

Dans la logique d'un contrôle social toujours plus efficace, pourquoi ne pas faire en sorte que des individus puissent être identifiables et repérables géographiquement, à leur insu, en fait de les rendre en quelque sorte "transparents" aux yeux du contrôle social.

Aujourd'hui, à travers le projet INES (identité nationale électronique sécurisée) (5), l'Etat affiche sa volonté d'imposer à chacun le principe d'une carte d'identité électronique (6) interrogeable à distance car intégrant une puce RFID, et qui plus est, obligatoire. Il semble bien que ce projet porte atteinte à la protection des individus contre l'arbitraire éventuel de la puissance publique, mais aussi aux libertés individuelles tout en réduisant la personne sociale à ses attributs biophysiques.

Tout d'abord, le principe même d'une pièce d'identité dont le port serait obligatoire sont les prémices au déni du principe de liberté de circulation dans l'espace public. En effet, si aux yeux de la société et des institutions un individu est en situation irrégulière par le simple fait qu'il ne porte pas sur lui un document (électronique ou non) lui permettant de justifier de son identité, alors cela revient à établir qu'être, en soi, ne suffit plus pour

avoir librement sa place dans l'espace public. Faut-il rappeler que de telles dispositions sont, d'abord, l'apanage des dictatures ?

Les pouvoirs publics ont, il y a peu, instauré la gratuité de la carte nationale d'identité. La carte d'identité électronique (obligatoire d'autant qu'elle sera "gratuite") risque fort d'imposer un contrôle social d'une efficacité jamais atteinte dans l'histoire de l'humanité et à l'échelle de la population d'un pays.

Ensuite, le fait que cette "carte d'identité" puisse être interrogeable à distance à l'insu du porteur, constitue une violation de la liberté d'obtempérer, et réduit de fait la population à un cheptel humain (7) qu'il faut gérer de la manière industrielle la plus efficace.



(1) Par exemple "32U27C74QDR527SL4Q1K4D". Voir le site uaid.org qui vante les mérites de ce système.

(2) Voir les nombreux sites internet professionnels qui font la promotion de ces puces.

(3) Voir www.pcinpact.com/actu/news/RFID_une_piqure_dabeille_qui_sauve_la_vie.htm.

(4) Voir : www.4verichip.com/index.htm.

(5) Voir le document de présentation en huit pages du projet INES produit par le secrétariat général de la Direction du programme INES du ministère de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales, téléchargeable sur : www.foruminternet.org/telechargement/forum/pres-prog-ines-20050201.pdf

(6) Voir le site internet de la Cnil, dossier "titres d'identité" sur www.cnil.fr/index.php?id=1773.

(7) La technique d'identification par puce RFID est déjà en application dans certains élevages bovins.

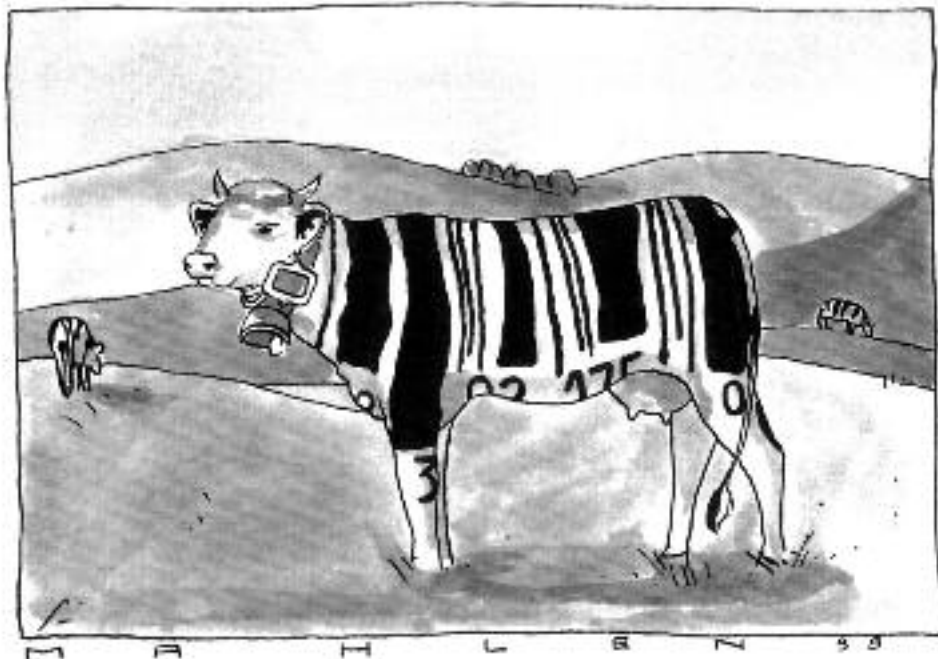
Rappelons que dans le projet INES, il ne s'agit pas de sécuriser la carte d'identité en tant que telle en intégrant dans la puce une sorte de preuve numérique de son authenticité, mais bien d'intégrer dans la puce des informations d'identité et biométriques concernant le porteur (8). De fait, ce titre d'identité étant électronique réduit cette pièce d'identité à l'état de machine. Ces aspects des choses ont plusieurs conséquences :

- l'information contenue dans le support électronique n'est plus directement et publiquement accessible, donc n'est plus sous le contrôle libre du porteur,
- il est nécessaire de disposer d'un équipement spécifique en bon état de fonctionnement pour pouvoir accéder aux informations du support électronique, équipement qui n'est pas accessible au porteur,
- le fait de rajouter des intermédiaires technologiques à travers la puce elle-même, le programme informatique qui la gère, le système de transmission par radiofréquence, le récepteur qui lit le contenu de la puce à distance... augmente le risque d'erreur, voire de malveillance, car au final, ce dispositif est inaccessible au citoyen lambda, et obéit aux critères établis par le pouvoir en place,
- alors que le simple fait d'avoir des yeux et de savoir lire étaient les conditions suffisantes pour partager les informations présentes sur la carte d'identité papier, avec la carte d'identité électronique, l'asymétrie entre le citoyen et les forces de police sera donc singulièrement renforcée.

Contrôle invisible

Mais ce n'est pas tout car, si le port d'une pièce d'identité en France devenait obligatoire sur la voie publique, et si cette pièce était électronique, la connectivité du monde numérique via le Web et le Wap, associée aux possibilités des puces RFID et de l'UAID, ouvrirait sur un monde singulièrement nouveau...

Pour illustrer cette nouveauté voici une situation fictive : vous vous promenez dans la foule en ville et avez en poche votre carte d'identité high-tech, comme il se doit. Vous passez à une vingtaine de



mètres d'un représentant des forces de l'ordre. L'agent de la force publique ne vous demande rien puisqu'il peut connaître votre identité en interrogeant à distance les cartes d'identité électronique RFID qui sont à sa proximité, dont la vôtre.

Grâce à la connectivité numérique, il est en mesure de recevoir sur l'écran de son téléphone portable équipé du système d'interrogation des cartes à distance, à la fois votre photo d'identité et les autres renseignements figurant sur votre puce, mais aussi le cas échéant, les autres informations vous concernant que peut lui envoyer un serveur informatique dédié du ministère de l'intérieur.

Dans le même temps, votre positionnement géographique en terme d'UAID (voir plus haut) est associé à votre identification renvoyée par la puce RFID de votre carte d'identité, ceci en temps réel. Ces informations peuvent facilement entrer dans les archives électroniques du dit ministère.

De plus, comme un maillage de balises a été installé sur toutes les grandes villes du territoire, un peu comme pour les relais de téléphones portables (mais avec cette différence que ces balises peuvent être beaucoup plus petites et sont beaucoup plus simples). De la sorte les forces de l'ordre peuvent réaliser un véritable contrôle continu et automatique des déplacements de certaines personnes, voire de leur activité si la carte intègre des fonctions de paiement, de carte de sécurité sociale, de vote... à leur insu. Un tel dispositif permet aussi de contrôler la pré-

sence de toutes les personnes qui circulent sur une zone définie comme sensible (un champ d'OGM, une manifestation, une grève...). Vos déplacements géographiques pourront alors être suivis, mémorisés et transférés sur le serveur du ministère de l'intérieur donc accessible à tous les services de police... de l'espace Schengen, instantanément et surtout automatiquement. Vous êtes fliqué même si vous ne possédez plus un portable, car la carte d'identité électronique interrogeable à distance, elle, est obligatoire.

Si vous êtes effectivement recherché, le portable de l'agent de la force publique se met à vibrer selon un rythme caractéristique, lui signalant discrètement votre cas, votre visage apparaissant sur son écran. Et si vous n'êtes pas recherché : bug informatique ? fausse ressemblance ? erreur de manipulation ? perturbation de la liaison radio ? bouc émissaire idéal ? Autant le dire, la high-tech policière aura forcément les mains sales si on lui donne la possibilité de voir le jour.

Enfin, précisons que certains tenants de ces techno-folies prônent l'implantation dans le corps, par exemple dans une des deux mains, entre les os du métacarpe, son implantation étant ici facile et son extraction ne pouvant être que volontaire, car nettement plus difficile.

Futur improbable ? Allégations sans fondements ? Observons tout de même que les banques adoptent le RFID. Par exemple Visa, après Master Card et American Express, se dotent d'une carte de paiement RFID (9). Qui refusera une carte de crédit qu'il n'est même plus

(8) Certains pays comme l'Estonie qui a équipé plus de la moitié de sa population, a opté pour une carte avec authentification et signature électroniques, cette carte pouvant servir de ticket de transport, de carte de sécurité sociale et d'accès aux dossiers médicaux, et devrait étendre ses fonctions en incluant le permis de conduire, l'assurance automobile, carte d'électeur. (source : www.id.ee cité par la Direction du programme INES).

(9) Voir : http://solutions.journaldunet.com/0503/050201_visa_rfid.shtml.

besoin de sortir de sa poche ? Les occasions de préparer les masses au "concept" RFID sont nombreuses comme l'ont précisé les auteurs de *Pièces et main d'œuvre* dans un article récent de *Silence* (10).



Des moyens efficaces, des fichiers peu fiables

Le pouvoir en place a déjà préparé le terrain technique, judiciaire et médiatique depuis des années pour un flicage technologique idéal. Il s'est doté de réseaux de communication, de fichiers et de matériels spécifiques et compatibles (11), il a modifié la loi informatique et libertés durant l'été 2004, accordant des libertés inédites aux organes ayant la responsabilité du fichage des citoyens, ce que la Commission nationale informatique et libertés a clairement critiqué (12). Rien d'illogique à ce qu'aujourd'hui il soit en train de vanter les mérites d'une carte d'identité à puce basée sur la biométrie, comptant sur le "sentiment d'insécurité", sensé crédibiliser la nécessité du renforcement du contrôle social.

La France excelle dans la création de fichiers dont les grosseurs ne posent plus de problème d'utilisation avec l'informatique embarquée et les réseaux de télécommunication. Par contre, la multiplicité de ces fichiers officiels ou devenus

officiels (13), s'ajoute à la pratique des "listes noires" (14), ainsi qu'à la qualité (15) et la fiabilité (16) très discutées contenues dans ces fichiers.

Mais, au-delà de ces faits graves, c'est surtout la compatibilité de l'existence et de l'usage de ces réseaux, fichiers et matériels, avec les droits et libertés humains qui pose problème.

En effet, le refus d'un contrôle d'identité à lui seul peut justifier une inscription au fichier STIC, le refus de se soumettre à un prélèvement afin d'être intégré dans un fichier tel que le fichier FNAEG peut se révéler être une infraction pouvant impliquer une inscription au fichier STIC (17). On rappellera juste qu'au Royaume-Uni, vous ne pouvez pas vous faire reprocher par la force publique de ne pas avoir de carte d'identité, car, de haute lutte au sein des institutions politiques de ce pays, il n'y a toujours pas, pour l'instant, de carte d'identité au pays de Shakespeare.

La voie du progrès et de la sécurité est pavée de bonnes intentions

"Mais quel esprit torturé avez-vous ! L'unification des systèmes tels que l'UAID et le RFID, vous permettra de vivre avec moins de soucis. Plus besoin de code pour votre carte bancaire, ni même besoin de la sortir de votre poche, plus besoin de clés pour ouvrir la porte du domicile, et en cas d'accident, la puce contiendra les informations de base informant les secouristes de vos particularités médicales".

Pour la quiétude du citoyen consommateur sécurisé, toute mobilité pourra



être repérée, tout rapprochement de deux individus dans une même zone ou deux zones proches pourra être identifié, analysé, mémorisé. Certains clameront l'impossible mariage entre liberté et sécurité. "Mais cher monsieur, foin de telles paroles de Cassandra, vivez avec votre temps que Diable, on arrête pas le progrès !".

Et on vous expliquera que si telle personne, enlevée par un maniaque avait eu une puce RFID sur elle, voire implantée en elle (c'est plus sûr), on aurait pu la retrouver aisément avant que le pire n'arrive... On a bien entendu des discours semblables dans certaines affaires, cette fois à la faveur des téléphones portables.

1984 et *Le meilleur des mondes* semblent peu à peu prendre corps dans le présent. Mais n'y sommes-nous pas déjà un peu préparés, voire un peu consentants ? Un collègue californien (18) a imposé aux élèves, sans demander l'avis à leurs parents, de porter des badges RFID, afin d'automatiser donc faciliter l'intendance de l'établissement, le contrôle des absences, mais aussi réduire le vandalisme, car pouvant de la sorte localiser et retrouver tous les déplacements horodatés de chaque étudiant dans l'établissement...

Pour éviter de telles dérives sécuritaires, donc rejeter un état civil biométrico-radiosécurisé et conserver un état civil simplement social (19) avec si désiré une carte d'identité en papier avec à la rigueur des hologrammes incorporés, il faudra certainement lutter. Dans les faits, de plus en plus de pays européens s'apprennent à adopter des techniques semblables, et les institutions européennes n'y voient aucun inconvénient... Alors, le flicage numérique high-tech, qui veut vivre avec ?

Daniel Julien ■

(10) *Téléphone portable, gadget de destruction massive*, *Silence* n°328 et 329.

(11) La compatibilité technique des fichiers et des matériels n'est pas un problème, les technologies de l'information mises en œuvre concernant la sécurité sont maintenant conçues de manière à atteindre une versatilité maximale.

(12) Voir la position de la Cnil sur www.cnil.fr/fileadmin/documents/approfondir/dossier/CNI-biometrie/Position-cnil-CNI-05-2005.pdf.

(13) On citera par exemple : FICP (fichier national des incidents de remboursement des crédits aux particuliers), RNIPP (répertoire national d'identification des personnes physiques), FCA (fichier central des automobiles), FAED (fichier automatisé des empreintes digitales), AGDREF (application de gestion des dossiers des ressortissants étrangers en France), STIC (système de traitement des infractions constatées), Judex (fichier propre à la gendarmerie nationale), FNAEG (fichier national des empreintes génétiques), OFPRA (fichiers de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides), FPR (fichier des personnes recherchées), FNI (fichier national des

immatriculations), RNIAM (répertoire national inter-régimes des bénéficiaires de l'assurance maladie), Preventel (base de prévention des impayés), Europol (fichier de la "police" européenne), SIS (système d'information Schengen)...

(14) Voir le dossier de la Cnil proposé au téléchargement sur son site www.cnil.fr/index.php?id=1000.

(15) Des informations relevant de la vie privée, à caractère racial, sexuel ou politique sont souvent constatées par la Cnil elle-même (voir les descriptifs des fichiers sur le site de la Cnil, dossier "Fichiers en Fiches")

(16) Par exemple concernant le fichier "Stic", la Cnil a constaté un taux d'erreur de 25% (source Cnil)

(17) Source : Cnil.

(18) Voir : www.incomcorporation.com/ et www.smartmobs.com/archive/2005/02/09/rfid_badges_com.html

(19) Rappelons que l'existence de la carte d'identité est considérée dans un certain nombre de pays comme une mesure liberticide, et que cette mesure est, en France, un héritage particulier complètement intégré dans nos mœurs.

Exaspération

La large victoire du Hamas aux élections législatives palestiniennes du 25 janvier dernier traduit l'état d'exaspération d'une population contre un régime jugé corrompu. Israël proteste aujourd'hui contre la montée de ces islamistes... en oubliant de dire qu'en 1987, c'est Israël qui a financé la naissance de ce mouvement pour diviser le pouvoir palestinien. Un islam démocratique peut-il être mis en place avec un parti qui prône toujours la destruction de l'Etat d'Israël ? Réponse dans les mois à venir. Les mouvements pacifistes n'ont pas pesé lourd dans ces élections.



DR

Petite phrase

"Un bon politique est capable de prédire l'avenir et, par la suite, est également capable d'expliquer pourquoi les choses ne sont pas passées comme il l'avait prédit" Winston Churchill.

François Terrasson

François Terrasson est mort le 3 janvier dernier à l'âge de 66 ans. Retraité du Muséum d'histoire naturelle, il est devenu célèbre pour son ouvrage *La peur de la*

nature paru initialement en 1995 et constamment réédité depuis. Ce livre jetait un pavé dans la mare en dénonçant les politiques environnementales qui sous prétexte de créer des réserves et des parcs naturels... donnent en

fait le feu vert pour détruire tout le reste. Il analysait comment notre société industrielle avait fait de la nature un ennemi et comment cela était maintenant ancré dans notre inconscient. Dans son premier livre,

il interpellait le lecteur comme il l'avait fait de ses étudiants par des expériences qui montrent à quel point nous avons intégré cette peur et combien nous sommes alors complices, par notre silence, nos désirs matérialistes, de la destruction de la nature. Il avait poursuivi sa réflexion pertinente et impertinente dans *La civilisation anti-nature* paru en 2002.



KOSOVO

Mort d'Ibrahim Rugova

Ibrahim Rugova, président du Kosovo, est mort d'un cancer à 61 ans, le 20 janvier dernier. Surnommé le "Gandhi du Kosovo", il avait réussi à convaincre la population d'utiliser une démarche non-violente contre l'occupant serbe, évitant ainsi un bain de sang dans les années 90. Mais il n'a pas réussi à obtenir l'indépendance de la province et sa mort pourrait donner libre cours aux plus bellicistes des Kosovars. Les médias occidentaux ont annoncé que deux millions de personnes avaient assisté à son enterrement... ce qui est sans doute exagéré car cela fait plus que le total de la population de la province.

Constitution européenne Le retour

Par 385 voix contre 125 et 51 abstentions, les eurodéputés ont adopté le 18 janvier, un rapport qui estime que "le maintien du texte actuel" de la constitution européenne constituerait un "résultat positif" et souhaite son entrée en vigueur "en 2009". Les Verts Alain Lipietz et Marie-Anne Isler-Béguin ont voté pour... oubliant sans doute qu'ils représentent un parti qui se veut démocratique et dont l'électorat a très majoritairement voté contre ce projet de constitution.

Sarkozy président-leader

Lors des vœux de nouvelle année, le 12 janvier dernier, Nicolas Sarkozy a indiqué qu'il se verrait bien en "président-leader". Toujours ses anglicismes ! Pourquoi ne pas choisir plutôt l'allemand : "président-führer", c'est plus parlant, non ?

MARSEILLE

Les quatre saisons de l'anarchisme

Le CIRA, Centre international de recherches sur l'anarchisme, propose une série de conférences sur l'histoire du mouvement politique le premier mardi de chaque mois, de 19 h à 21 h : la commune et la naissance de l'anarcho-syndicalisme (7 mars), la propagande par le fait et les nouveaux théoriciens (4 avril), individualisme, illégalisme, éducation, naturiens, le foisonnement d'avant-guerre (3 mai), déclin en Russie, en Amérique latine, aux USA, en Allemagne, en France (6 juin), l'Espagne, le logement, les néomalthusiens (5 septembre), la reconstruction après 45 (4 octobre), le nouveau printemps à travers la culture jusqu'à aujourd'hui (7 novembre).
CIRA, 3, rue Saint-Dominique, 13001 Marseille, tél : 04 91 56 24 17.

BRETAGNE

Sauvegarde de la langue

Reprenant les méthodes non-violentes mises au point par les Démo en pays basque, un nouveau groupe a vu le jour en Bretagne pour défendre la langue bretonne. Une quinzaine de personnes ont mené la première action le 18 juin 2005 : une banderole au centre d'un rond-point très fréquenté à Lannion. Le 10 décembre, ils ont pris place devant la gare de Lannion, en tenue de père Noël pour demander une signalétique dans les deux langues, français et Breton.
Ai'ta, 3, Straed/rue J.-Savidan, 22300 Lannuon/Lannion.



DR

DR



Libres leçons de Gandhi

Voilà presque un siècle que Gandhi, alors avocat en Afrique du Sud, publiait son ouvrage *Hind Swaraj* (1), dans lequel il exposait les bases de la pensée politique originale qui allait caractériser son combat durant le reste de sa vie. En lisant ce dialogue, on est frappé de sa singulière résonance avec les enjeux et débats actuels sur l'autonomie, la technique et les stratégies de lutte socio-politiques.

C'est en 1908 que Gandhi (1869-1948) publie ce dialogue à bâtons rompus sur la libération du peuple indien, qui va avoir un impact important et le faire connaître dans toute l'Inde. Il y traite de l'autonomie de l'Inde, le "swaraj". Gandhi y emploie une méthode de dialogue étonnante, répliquant aux questions de son interlocuteur par une série d'autres questions, qui permettent de faire éclater les contradictions des théories auxquelles il s'oppose, dans un esprit très "socratique". Les réflexions contenues dans cette brochure ne peuvent prétendre résumer la pensée politique ou économique de Gandhi, mais tout juste donner un aperçu de sa vision des choses à une époque de sa vie, vision qui sera amenée à évoluer et à s'adapter aux circonstances et aux rapports de force.

Rompre avec le mimétisme

Pour Gandhi, l'autonomie (swaraj) ne correspond pas au retrait pur et simple des Britanniques du territoire indien, comme le réclament bon nombre de partisans de l'indépendance. Alors que son interlocuteur considère le fait d'expulser les occupants britanniques du sol indien comme un but en soi, qui permettra aux Indiens de s'organiser comme ils l'entendent, avec leurs propres Constitution, gouvernement, armée, pour rompre avec un système injuste et forger leur "propre splendeur", Gandhi réplique que c'est en effet le système mis en place qui est injuste : l'ennemi est donc le système de domination, et non les Britanniques eux-mêmes. Pour lui, distinguer les personnes de leurs actes et du système de domination auquel ils participent, discerner et laisser ouvertes des possibilités d'évolution de leur part, ainsi que reconnaître la transcendance et la liberté de la personne adverse par rapport à ce qu'elle est en train d'accomplir est le fondement de toute non-violence active. Sans cette liberté, il ne reste plus en effet qu'à exer-

cer sur l'adversaire la même force physique qu'on exerce sur un objet...

Ce refus de rejeter les personnes pour mieux adopter leurs schémas de pensée et d'action, est l'un des points fondamentaux de son désaccord avec les partisans d'une lutte dirigée contre les Britanniques eux-mêmes : "si l'Inde copie la Grande-Bretagne, je suis intimement convaincu qu'elle sera détruite". Une Inde qui adopte les mêmes formes de pensée, valeurs, logiques d'action, institutions que la Grande-Bretagne, n'aura plus d'intérêt à être défendue en tant que telle, car elle se sera aliénée en profondeur tout en se libérant en superficie. L'autonomie est avant tout culturelle et spirituelle. "Vous voulez la loi anglaise, sans les Anglais, accusez-le, ce n'est pas le swaraj que je veux". En adoptant les règles du jeu de l'adversaire, on a déjà perdu.

Ainsi, "armer l'Inde à grande échelle, c'est l'europaniser". Cela signifierait qu'elle devrait adopter la civilisation technicienne et les valeurs militaires européennes, et si c'est cela que veulent les Indiens, alors la meilleure chose est encore pour Gandhi d'accepter les Anglais ! C'est cela aussi qui motivera son refus de moyens de libération armés : "en utilisant des moyens similaires, nous ne pouvons obtenir que la même chose que ce qu'ils [les Britanniques] ont obtenu", et devenir semblables à eux-mêmes. Or pour Gandhi, la civilisation européenne est "malade".

La "civilisation", une maladie doublée d'une illusion

La condition de la Grande-Bretagne est tout sauf désirable, pour l'ancien immigré londonien. Le pays vit sous un régime parlementaire, que celui-ci rejette vigoureusement car il "n'a pas donné une seule chose bonne". Le parlement, englué dans des logiques stériles de partis, n'est qu'"un gouffre d'argent et de temps", "un jouet coûteux de la Nation". En outre le

peuple britannique vit en condition de grande misère morale, de domination par les puissances économiques et d'assujettissement à des formes de production aliénantes pour l'être humain, transformé en "esclave" dans les usines. L'Inde aurait tort de vouloir l'imiter en tout cela !

Plus largement, cette situation est symptomatique de la "civilisation", qui est assimilée à une maladie de ceux qui "font du bien-être corporel le seul but de la vie", et au système mécanicien occidental. On ne peut pas s'empêcher de penser aux critiques contemporaines du développement en lisant qu'"un homme travaillant sous la bannière de la civilisation est un homme qui rêve". Or "un homme, alors qu'il est en train de rêver, croit en son rêve". La civilisation est vue comme une illusion qui nous "hypnotise" à tel point que "la superstition religieuse est inoffensive comparée à celle de la civilisation moderne". Gandhi n'a de cesse de mettre en garde contre cet ensorcellement.

Les assises technologiques et institutionnelles de la domination

La civilisation mécanise l'ensemble des activités humaines, et agit ainsi en sens inverse de l'autonomie souhaitable, qui est de pouvoir vivre dignement sans l'aide de prolongements artificiels à ses bras et à ses jambes. Elle fait des humains des "demi-hommes" affaiblis et isolés. C'est pourquoi pour lui il faut "cesser de condamner les Anglais. Ils méritent plutôt la sympathie" et la compassion, en ce qu'ils sont affligés de cette maladie débilitante qu'est la civilisation...

Or l'Inde est en danger de perte culturelle et spirituelle en succombant à l'illusion mimétique et en adoptant la culture européenne : "je pense que l'Inde se fait aplatis non par le talon britannique, mais par celui de la civilisation moderne".

sur l'autonomie

D'une part, "c'est la mécanisation qui a appauvri l'Inde", qui transforme les travailleurs des usines en "esclaves" et va faire de l'Inde "un pays malheureux". Ce n'est pas en "reproduisant Manchester en Inde" que les Indiens s'émanciperont de la domination britannique. D'autre part, l'enrichissement de quelques uns basé sur l'iniquité du commerce et de l'industrie, est à rejeter lui-aussi. "Il serait insensé, estime Gandhi, d'affirmer qu'un Rockefeller indien serait meilleur qu'un Rockefeller américain". Un maître est un maître, quelle que soit sa nationalité. Au final, "nous n'avons pas à nous réjouir de la perspective de l'accroissement de l'industrie manufacturière". On sait que Gandhi lui préfère le développement de l'artisanat local auto-suffisant dans le cadre de l'autonomie des villages et d'une limitation des besoins.

Une base technique particulièrement puissante de la domination britannique en Inde est le développement du chemin de fer. "Sans les chemins de fer, les Britanniques ne pourraient avoir une telle mainmise sur l'Inde". Censé libérer le peuple indien, le rail est en réalité utilisé avant tout par le pouvoir comme un outil efficace de maillage et de domination. Un siècle plus tard, les mêmes questions se posent avec les nouvelles technologies. "Les chemins de fer ont également accru la fréquence des famines car, étant donné la facilité des moyens de locomotion, les gens vendent leur grain et il est envoyé au marché le plus cher", au lieu d'être auto-consommé ou vendu sur le marché le plus proche. Comment ne pas y voir une critique avant-gardiste des effets délétères de la mondialisation libérale des échanges ?

Deux autres symboles à combattre sont la médecine occidentale d'une part, qui affaiblit l'homme au lieu de le renforcer, et les avocats d'autre part, qui perpétuent la domination britannique. Gandhi préconise une autonomie des pratiques de justice sociale, alternative à leur institutionnalisation et à leur hétéronomie marchandisée. Gageons que l'auteur de ces lignes aurait apprécié le développement des pratiques de médiation que nous connaissons à l'heure actuelle.

Nature et racines de la servitude

La raison profonde pour laquelle il est inutile de batailler pour reprendre l'Inde aux Anglais, c'est que "les Anglais n'ont pas pris l'Inde, nous la leur avons donné". En effet, "ils ne sont pas en Inde à cause de

leur force, mais parce que nous les gardons". Une fois mise à jour la vraie nature de la domination, qui est celle de la servitude volontaire, les moyens de la libération viennent en conséquence. Mais regardons comment cette domination s'est établie, cela pourrait rappeler d'autres choses...

Les Britanniques sont d'abord arrivés en Inde par le commerce. Et alors, "qui a acheté leurs biens ?". L'Histoire témoigne que ce sont les Indiens, avides de profiter de cette richesse, qui ont accueilli les compagnies commerciales anglaises "à bras ouverts". Dès lors que le commerce britannique était florissant, le gouvernement anglais a très logiquement envoyé des forces militaires en Inde pour protéger les marchandises : le loup était dans la bergerie. Ainsi selon Gandhi, "il est plus juste de dire que nous avons donné l'Inde aux Anglais, que de dire que nous l'avons perdue". Et encore aujourd'hui, "nous gardons les Anglais pour notre intérêt propre. Nous apprécions leur commerce", dans une volonté de profiter des retombées positives de cette manne. D'où l'importance de se libérer des illusions de la civilisation et de la cupidité matérielle qui la caractérise, pour pouvoir agir à la racine des causes de la domination britannique.

La "vraie nature" de l'autonomie

La vraie autonomie ne consiste pas dans le départ physique des Britanniques, mais dans la capacité qu'aura le peuple indien à se gouverner. Gandhi associe ici autonomie politique et capacité personnelle d'autonomie morale : "si nous devenons libres, l'Inde est libre. Et dans cette pensée vous avez une définition du swaraj. Il y a swaraj quand nous apprenons à nous donner notre propre loi". C'est pour cela que l'autonomie est là, "dans la paume de nos mains", et non au bout du fusil. Il appelle à une autonomie qui ne soit pas un rêve futur, mais qui se réalise dans une autonomisation des pratiques, dès maintenant. "Un tel swaraj doit être expérimenté par chacun, pour lui-même. Un homme qui se noie n'en sauvera jamais un autre. Esclaves nous-mêmes, ce serait très prétentieux de penser libérer les autres".

Des moyens pour agir

Face à la coopération volontaire avec la domination anglaise, Gandhi appelle à la non-coopération. Les Britanniques seuls ne pourraient administrer l'Inde

sans la coopération active des avocats, magistrats, fonctionnaires indiens, achetés par l'appât de gros salaires qui les transforment en privilégiés. Sans cette coopération, affirme-t-il, "la loi anglaise se briserait en un jour".

"Quand nous n'aimons pas certaines lois, nous ne brisons pas la tête des législateurs mais (...) nous ne nous soumettons pas aux lois". En effet, "il est contraire à notre humanité d'obéir à des lois qui répugnent à notre conscience". Les exemples sont nombreux, où la majorité a tort et où une minorité a raison. Selon Gandhi, "toutes les réformes tirent leur origine de l'initiative de minorités en opposition à des majorités".

Utilisation de moyens d'action non-violents est également une exigence de cohérence : "les moyens peuvent être comparés à une graine, les fins à un arbre ; et il y a la même relation inviolable entre les moyens et la fin qu'entre la graine et l'arbre". Le choix de la violence amènerait donc inévitablement à desservir la fin qu'elle est censée servir. Pour cela, "la résistance passive (...) est supérieure à la force des armes". Elle lui est également supérieure démocratiquement en cela que "même un homme faible corporellement est capable d'offrir cette résistance".

Ainsi Gandhi tient à se distinguer radicalement autant des partisans d'une lutte armée pour la libération par l'expulsion des Britanniques du territoire indien que des réformistes qui adoptent les cadres institutionnels et culturels britanniques pour réclamer timidement des réformes. La révolution armée et son imaginaire militaire, autant que le réformisme parlementaire strict, lui paraissent colonisés par l'imaginaire et la culture occidentales. Face à cela, la meilleure manière pour les Indiens de se réapproprier leur culture et leur autonomie est encore de n'obéir dès maintenant, en toutes choses, qu'aux lois qu'ils se donnent eux-mêmes en toute... autonomie. C'est ce principe d'action qu'il tentera de vivre et d'incarner politiquement tout le restant de sa vie, jusqu'à l'indépendance de l'Inde en 1947 et sa mort l'année suivante.



Guillaume Gamblin ■

(1) Malheureusement non traduit en français à ce jour. Références en anglais : *Hind Swaraj, or Indian Home Rule*, Navarijan Publishing house, Ahmedabad-14, 1938.



Commerce équitable

■ Consommons camerounais.

Le 17 janvier dernier, avec José Bové comme représentant de Via Campesina, union syndicale agricole internationale, plus de 2000 manifestants sont passés outre l'interdiction gouvernementale, pour se réunir dans les rues de Yaoundé et demander que cessent les importations de poulets congelés en provenance de l'Europe. De nombreux éleveurs camerounais étaient là pour dénoncer ces "aides au développement" qui ruinent les paysans locaux. Ces "aides" sont en fait pour les éleveurs du nord qui voient leurs ventes diminuer

depuis des années. Or les conditions de conservation pendant le transport sont particulièrement mauvaises : une étude de l'institut Pasteur de Yaoundé montre que 83,5 % des 212 échantillons prélevés sur les lieux de vente sont impropres à la consommation. Une limitation du volume depuis 2003 a déjà permis de remonter de 57 % la production locale, une taxe supplémentaire a été mise en place en janvier 2005 qui pourrait stopper le phénomène... si les administrations n'étaient pas corrompues. Voici un nouveau débat pour le commerce équitable : peut-on se permettre d'exporter les surproductions du Nord dans le Sud, pour sauver ici ce que l'on détruit là-bas ?



Paris-Dakar

■ **Petits crimes entre amis.** Cette année encore, deux enfants ont encore fait les frais du passage de la course de riches irresponsables. Depuis le début de la course en 1979, 47 personnes sont mortes : 23 concurrents, 14 membres de l'encadrement dont le fondateur de l'épreuve, et dix enfants des pays traversés. Toujours aussi débiles, les organisateurs ont promis de "prospector pour passer dans des pays où il n'y a pas de population". Sur Mars peut-être ? Avec un budget que beaucoup d'ONG aimeraient avoir (sans doute plus de 100 millions d'euros), serait-il possible que nos élus votent un texte pour arrêter ce genre d'indécence ?

■ **Le mauvais exemple.** Pour justifier qu'il ne s'intéresse pas aux deux enfants tués le long du parcours de la course, Luc Alphand, vainqueur de la course, a déclaré : "Il y a beaucoup d'accidents chez nous aussi, devant les écoles". En oubliant de préciser que c'est souvent le fait de conducteurs qui, au volant de leur 4x4, se prennent pour des pilotes impunis du Paris-Dakar.

■ **Impunité ?** A notre connaissance, les organisateurs du Paris-Dakar et les concurrents responsables de la mort d'Africains ne sont jamais traduits au tribunal, jamais condamnés... Si un avocat peut nous expliquer cette exception au droit ? N'y a-t-il pas des tribunaux internationaux compétents devant lesquels pourraient être portés ces crimes en justice ?



Amiante

■ **Armée au dessus des lois.** Le jeudi 12 janvier, à 7h30, alors que le porte-avion Clemenceau était à une cinquantaine de miles des côtes égyptiennes, deux militants de Greenpeace ont réussi une nouvelle fois à monter à bord et à grimper jusqu'en haut du mât pour rappeler que, le 6 janvier, la Cour suprême indienne a interdit au navire de pénétrer dans les eaux de l'Inde tant qu'un rapport précis sur les quantités d'amiante présentes dans l'épave flottante ne sera pas connu avec précision. Greenpeace a demandé à l'Egypte qui a signé la convention de Bâle interdisant l'exportation des déchets toxiques, d'empêcher le passage par le canal de Suez. L'Autorité de protection de l'environnement égyptienne a alors interdit le passage. Mais la France a fait valoir que les bâtiments de guerre ne sont pas concernés par cette convention... et finalement le lundi 23, l'Egypte a cédé contre un péage de 200 000 dollars. L'Inde va-t-elle recevoir maintenant un bâtiment de guerre dans ses eaux ? Ou un déchet amianté ? Le 25 janvier, le ministère de la Défense français s'est engagé à reprendre l'amiante lors du démontage du bateau. Mais il ne s'engage pas à financer le suivi des cancers provoqués en Inde. Encore un effort et bientôt les manuels scolaires nous parleront du "rôle positif de l'armée française dans les pays du Sud" !

■ **Déplacement vers les pays pauvres.** Depuis le 1^{er} janvier 2005, l'amiante est enfin interdite d'usage dans l'ensemble de l'Union européenne... après un siècle d'études médicales dénonçant sa toxicité. Le pic de mortalité en Europe n'est attendu que vers 2020 du fait du temps de latence pour que se déclenchent les cancers. Depuis 1975, la consommation d'amiante était en baisse en Europe, ce qui est évidemment insupportable pour les grandes sociétés qui cherchent toujours à produire plus. Le marché des pays riches s'éloignant, c'est évidemment vers les pays les plus pauvres que se sont tournées les firmes de l'amiante.

Ainsi Eternit continue à produire des produits en amiante-ciment en Indonésie, au Pérou et en Chine sans aucun état d'âme. Le Canada, gros producteur d'amiante, n'en utilise presque plus... mais en exporte 95%.

En Amérique latine, l'Argentine, le Chili, l'Uruguay, le Honduras ont déjà interdit l'amiante. Le Pérou annonce une interdiction prochaine. Le Brésil, gros producteur, fait bande à part. Alors que Lula avait promis d'interdire l'amiante, il a cédé aux pressions du lobby de l'amiante et si sa consommation baisse dans le pays, le Brésil poursuit une politique agressive d'exportation, principalement en direction de l'Asie. En Afrique, l'Afrique du Sud, bien que grosse productrice, a interdit l'amiante malgré un contexte économique difficile. L'Egypte l'a fait également après un scandale révélé par les ouvriers de Ura-Misir, une filiale de la société espagnole Uralita. Au Zimbabwe, les mines contrôlées par des proches de Mugabe, continuent à fonctionner dans des conditions épouvantables. En Océanie, l'amiante est interdit en Australie et la Nouvelle-Zélande devrait en faire autant.

Reste l'Asie et la Russie qui consomment 85% de l'amiante mondial. Seul le Japon l'a interdit, sa consommation baisse en Corée du sud, Singapour et Taïwan. La consommation est très élevée en Chine, Inde, Thaïlande et Vietnam. Les conditions de travail dans les mines et dans les usines utilisant de l'amiante sont déplorables. Ignorant le danger, les mélanges amiante-ciment sont effectués en plein air, souvent au milieu des habitations, parfois avec les mêmes outils que pour produire la farine. Comme si cela ne suffisait pas, nous envoyons nos vieux navires amiantés à ces pays pour nous en débarrasser à moindres frais. (Défis Sud, décembre 2005)



■ Max Havelaar soutenu par Amnesty international !

Alors que la révolte gronde de la part de nombreuses associations de commerce équitable contre la politique de Max Havelaar, cette dernière vient d'annoncer l'entrée d'un responsable d'Amnesty international dans son conseil d'administration. Ce dernier se justifie en affirmant que "contrairement

à ce que certains prétendent [la démarche de l'association Max Havelaar] n'est pas une manœuvre colonialiste". Amnesty international va donc officiellement soutenir les supermarchés qui ne se gênent pas pour communiquer sur la diffusion de produits de commerce équitable pendant qu'ils étranglent les producteurs d'ici et de là-bas pour 99,99 % de leurs produits.

Mehmet Tarhan en prison

Mehmet Tarhan est toujours incarcéré à la prison militaire de Sivas. Il demande à bénéficier d'un statut d'objecteur de conscience qui n'existe pas dans ce pays. Une campagne de lettres de soutien est en cours. Le 9 décembre, des manifestations ont eu lieu dans une dizaine de villes, dont à Istanbul, Ankara, Paris, Londres, Francfort, Berlin, Los Angeles, Athènes, Belgrade, Venise, Milan... Vous pouvez écrire pour demander sa libération à : *Monsieur le Président de la République Turque c/o Monsieur l'Ambassadeur, 16, avenue de Lamballe, 75016 Paris.* On peut aussi lui écrire : *Mehmet Tarhan, Sivas Military Prison, 5, Piyade Egitim Tugayi, Askeri Cezaevi, Temeltepe, Sivas, Turquie.*



Manifestation à Francfort.

ILE-DE-FRANCE

Journées du désarmement nucléaire

Après Saintes et Vénissieux, c'est Vitry-sur-Seine qui accueille les journées du désarmement nucléaire du 10 au 12 mars.

Après l'échec de la conférence de révision du traité de non-prolifération en mai 2005, les cinq grands continuent à développer leurs armes et d'autres pays manifestent leurs désirs d'entrer dans le club des possesseurs de la bombe. Il n'y a pas que l'Iran : 44 Etats sont suspectés de mener des recherches en ce sens ! Le vendredi soir, les rencontres seront ouvertes par une conférence sur l'éthique face au nucléaire, animée par Albert Jacquart. Le samedi sera faite une présentation de la situation internationale, des ateliers porteront ensuite sur les actions menées par les associations, le dimanche portera sur les futures campagnes et actions. *Mouvement de la paix, 139, boulevard Victor-Hugo, 93400 Saint-Ouen, tél : 01 40 12 09 12.*

Jeunesse et non-violence

L'association *Jeunesse et non-violence* a pour but la formation des jeunes à la non-violence gandhienne via l'organisation de camps de jeunes, de chantiers d'échanges internationaux, la participation à diverses activités qui contribuent à l'éducation

à la paix. Ces camps accueillent des jeunes soit de 14 à 17 ans, soit de plus de 18 ans. Le prochain se tiendra du 14 au 23 juillet. Un camp de familles permet de prolonger le séjour avec les parents du 24 au 30 juillet. Un stage de formation "éducation à la non-violence" est également organisé à destination des animateurs de jeunesse, du 23 avril au 1er mai. Enfin, une rencontre internationale de jeunes de 18 à 25 ans venant d'Espagne, Palestine, France et Israël est organisée du 31 juillet au 7 août. *Jeunesse et non-violence, La Borie Noble, 34650 Roqueredonde, tél : 04 67 44 09 89.*

MIDI-PYRÉNÉES

Agir pour la non-violence

Un grand festival régional sur ce thème aura lieu à Tournefeuille (près de Toulouse), les 1, 2 et 3 juin : créations artistiques, stands associatifs, présentation des formations à l'action non-violente, la gestion positive des conflits, la défense de l'environnement, les droits humains, l'économie alternative et solidaire... Invités : Jean-Marie Muller, Pierre Rabhi, Patrick Viveret, François Plassard, Ricardo Petrella... Renseignements : ACDE,

Association columérine socio-éducative, 19, allée du Val-d'Aran, 31770 Colomiers, tél : 05 61 78 40 74.

Chevaliers du ciel

Les marchands d'armes se sont fortement investis dans la réalisation et la promotion du film "Les chevaliers du ciel". Avec succès puisque le film a déjà totalisé plus d'1,5 million d'entrées. Un... à l'armée qui n'avait pas b... une campagne de recrut... en 2006.

HÉRI...

Communauté de l'Arche

La Communauté de l'Arche de la Fleysière propose différentes sessions : conflit et médiation, session de perfectionnement (9 au 15 juillet), yoga et randonnées (30 juillet au 4 août), enluminures sur parchemin (30 juillet au 4 août), danse des Balkans (6 au 12 août). Programme détaillé : *Communauté de l'Arche, La Fleysière, 34650 Joncels, tél : 04 67 44 40 90.*

LYON

Désobéissance civile

Un colloque sur la désobéissance civile est organisé à Lyon les 17 et 18 mars par le MAN, Mouvement pour une alternative non-violente, avec le soutien de Silence et de la Confédération paysanne. Il se tiendra à la salle André-Latreille, 23, rue de Bourgogne, 69009 Lyon (M° Place Valmy). Il commencera le vendredi à 20 h par une table-ronde avec Jean-Marie Muller, du MAN, une faucheuse volontaire de l'Isère, Jean-Emile Sanchez, porte-parole de la Confédération paysanne, José Bové. Le débat sera animé par Bernard Ravenel. Le samedi matin sera consacré à des rappels sur l'histoire de la désobéissance civile avec Alain Refalo du Centre de ressources sur la non-violence de Midi-Pyrénées, Jean-Marie Muller pour le MAN, et François Roux, avocat défenseur des faucheurs, pour les aspects juridiques. Le samedi après-midi, des ateliers permettront des débats sur la responsabilité du citoyen en démocratie (avec la présence des Démo du pays basque), les droits de la terre (avec Jean-Baptiste Libouban des Faucheurs volontaires), les droits du citoyen (avec des Déboulonneurs et des militants de Droit au logement et du réseau Education sans frontières), les actions contre le nucléaire et la démilitarisation (avec Greenpeace, le Réseau Sortir du nucléaire et le CDRPC). A partir de 16h30, retour en plénière pour la présentation des campagnes de désobéissance en cours. Inscription contre 10 € auprès du MAN, 187, montée de Choulans, 69005 Lyon, tél : 04 78 67 46 10.



Manifestation du DAL à Paris.



Faucheurs au Pays Basque.

Les assassins

Sous prétexte de se protéger contre les armes biologiques, n'est-on pas en train d'en produire entre Lyon et Grenoble ? Suite de l'enquête...

“Pour faire accepter les technologies de surveillance et de contrôle, il faudra probablement recourir à la persuasion et à la réglementation en démontrant l'apport de ces technologies à la sérénité des populations et en minimisant la gêne occasionnée” (16).

Sommes-nous les seuls à être effrayés par les nouvelles armes biologiques que rendent possibles bio et nanotechnologies ? Pas si sûr. Le bioterrorisme constitue une préoccupation croissante des autorités occidentales. En France, *“depuis 1996, les fonds-gouvernements [sic] dédiés à la recherche contre les armes biologiques ne cessent d'augmenter. Le budget français est encore faible (trois millions d'euros) mais il devrait tripler l'année prochaine”* (17). Aux Etats-Unis, 3,5 milliards de dollars ont été dépensés en 2003 pour la lutte contre le bioterrorisme.

Biodéfense, la biofuite en avant

C'est que les “bioarmes” semblent particulièrement adaptées aux actions terroristes. *“Alors qu'une bombe nucléaire nécessite de grosses infrastructures et des budgets colossaux, les armes biologiques sont les ‘armes du pauvre’”* (18). *“Il est possible de monter un laboratoire biologique de pointe et de le rendre opérationnel avec 10 000 dollars d'équipements achetés dans le commerce, le tout abrité dans une pièce de 4 m sur 5 m”* (19). Or *“un petit laboratoire sommairement équipé pourrait suffire à confectionner de manière artisanale et très discrète une arme biologique efficace”* (20). En 1999, le Pentagone lance le program-

me “Bacchus”. Objectif : vérifier la faisabilité de construire une petite usine d'armes biologiques à partir de matériels disponibles dans le commerce. Résultat concluant.

Or, une fois le virus ou la toxine ‘militarisés’, c'est-à-dire rendus efficaces, il suffit d'une bouche d'aération, et c'est l'hécatombe. *“Un attentat bioterroriste peut également avoir pour vecteur un moyen de transport (avion, métro, bus...) le réseau d'eau potable, des produits alimentaires, ou encore le circuit postal. Bref, la vulnérabilité est totale”* (21).

Les parades ? Le plan Biotox, activé par le gouvernement français depuis octobre 2001, donne le ton. Ses objectifs : *“renforcement de la détection des attaques, de la décontamination et de la production d'antidotes”* (17). Ce n'est pas pour rien que la production d'antidotes est le dernier de la liste. Face à un virus OGM de type inconnu, il n'existera pas d'antidotes. Ni de vaccins. *“Les experts estiment qu'il faut trois à quatre ans pour militariser un agent infectieux de virulence augmentée ou résistant au traitement, alors qu'il faut dix à quinze ans pour développer un vaccin efficace autorisé par les agences de médicaments”* (8). En attendant, on peut toujours mettre du chlore, produit lui-même toxique, dans l'eau potable...

Oublions donc la production d'antidotes. Restent le “renforcement de la détection des attaques” et la “décontamination”. Comme pour les attaques nucléaires, il s'agira de détecter les bioattaques, décréter l'état d'urgence, confiner les populations, décontaminer la zone, compter les survivants... Mais, auparavant, surveiller la population, traquer le terroriste, fichier les opposants politiques, ceux qui, comme l'auteur présumé de l'attentat à l'anthrax aux Etats-Unis, ont un “grief envers la société” (22).

Et si certains s'y opposent ? Les nanotechnologies ouvrent des perspectives inimaginables : puces sous-cutanées, nano-caméras, traceurs... Contre les risques générés par la “high tech”, produisons davantage de “high tech” ! *“La science et la technologie sont devenues les meilleures alliées de la police. Neuro-*

sciences, imagerie cérébrale, techniques d'identification high tech, armes neutralisantes et non plus mortelles : dans le secret des laboratoires se trame activement l'avenir de la lutte contre la criminalité” (23). Reste à définir ce que le mot “criminalité” recouvre...

Les bioarmes rejoignent en cela le lobby nucléaire. En mars 2005, Interpol organise à Lyon une conférence internationale intitulée “Prévenir le bioterrorisme”. Le ministre de l'Intérieur, Dominique de Villepin, présente son projet : créer une base de données internationales sur le modèle de l'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique) qui comporterait *“une cartographie des laboratoires sensibles, un réseau d'alerte pour les vols, les disparitions et les transactions suspectes de produits sensibles, ainsi qu'une liste de groupes ou d'individus faisant l'objet d'une vigilance accrue, parce qu'ils ont tenté de s'approprier des agents sensibles”*. Le ministre de l'intérieur a également *“préconisé des efforts de sécurisation accrue des laboratoires spécialisés dans ce domaine”* (21).

Mais surveiller la population ne suffira pas. Tôt ou tard, l'attaque bioterroriste peut survenir. Or, sans moyens de détection, une bioattaque est identifiée par l'apparition simultanée de nombreux cas d'une pathologie. La vitesse de contagion peut être telle que chaque heure compte (8). Il faut donc détecter l'attaque avant même l'apparition des premiers symptômes chez la population. Problème : les méthodes actuelles (comptage-laser de particules, analyseurs d'air, électrophorèse...) sont peu fiables. Pas de panique, les bionanotechniciens proposent leur “antidote” : les biopuces...

Les biopuces allient microélectronique et biologie. De quelques cm² seulement, elles sont conçues pour analyser des milliers de séquence d'ADN ou de protéines. On peut s'en servir pour évaluer l'activité de certains gènes, détecter des virus, des mutations génétiques, la présence de pathogènes dans l'eau ou la nourriture. (24). La Délégation générale pour l'armement finance trois sociétés privées — Proteus à Nîmes, Thales Industrial Services à Arcueil, et Bertin

Les notes manquantes concernent la première partie.
(8) Biofutur, octobre 2004.
(16) Livre bleu, propositions des industries électroniques et numériques, GIXEL, juillet 2004.
(17) L'Usine Nouvelle, octobre 2001.
(18) Le Monde, 11 septembre 2002.
(19) Jeremy Rifkin, Le Monde, 06 octobre 2001.
(20) Les armes biologiques, Patrice Binder, Olivier Lepick, PUF-Que sais-je ?, 2001.
(21) Le Monde, 3 mars 2005.
(22) New York Times, 23 juin 2002.
(23) Science et Vie, octobre 2002.
(24) L'Usine Nouvelle, 10 juillet 2003.

sont parmi nous (2ème partie)



Vincent Peyret

Le laboratoire P4 à Lyon.

Technologies à Montigny-le-Bretonneux — pour qu’elles développent en France ce “tout nouveau système de détection d’attaques biologiques [...] Cette biopuce mise au point par la firme américaine Affymetrix, permet de déterminer l’agent pathogène d’un sujet infecté” (25). Notons qu’Affymetrix collabore avec le laboratoire BioMérieux (9).

C’est qu’il n’y a pas seulement les armes biologiques qu’il va falloir apprendre à détecter. “Des installations industrielles, chimiques ou médicales, des laboratoires pharmaceutiques ou des centres de recherche biologique ont été recensés comme étant des sources de contamination et de toxicité potentielles, à l’instar du site AZF de Toulouse dont l’explosion fit, en septembre 2001, trente morts. Ces installations se multiplient avec l’industrialisation croissante des villes et de leur périphérie. Le danger ne viendrait plus seulement de défaillances dans la sécurité, la manipulation, le stockage ou le transport de ces produits dangereux. Les dites installations peuvent devenir la cible d’actes de malveillance ou d’agressions pour frapper les esprits et atteindre dans leur chair les populations voisines” (26). Bonne nouvelle : entre Lyon et Grenoble, ces installations sont légion. Zone chimique de Pont-de-Claix, au sud de Grenoble, Rhodia, Atofina, Eurotungstène, le CEA, ST Micro, Soitec, Memscap, etc. avec leurs stocks de gaz liquides, de fluor, de sulfates, leurs consommations d’eau, leurs pollutions et déchets. Est révélateur à cet égard le transfert de phosgène de la zone chimique de Toulouse, à celle de Grenoble.

Va-t-on remettre en cause l’industrialisation, la croissance, la ruée vers le “high tech” ? Imaginer la décroissance ? Au contraire. Depuis 2002, le CEA de Grenoble lance le projet “NanoBio”, un pôle de 200 à 250 chercheurs pour “répondre aux attentes d’une société de plus en plus préoccupée par deux problèmes

majeurs : la santé et la sécurité”. Mais, surtout, la sécurité : “préoccupation croissante, elle concerne aussi le champ des biotechnologies, du fait des risques de pollution, de bioterrorisme ou de suivi de traçabilité alimentaire”. A quoi le projet NanoBio entend parer par la mise au point des biopuces : “des capteurs pour détecter [...] la présence d’agents pathogènes (accidentels ou délibérés) dans l’eau, l’air, la chaîne alimentaire” (27).

Pourquoi s’attaquer aux rejets de gaz carbonique qui asphyxient Lyon et Grenoble quand des biocapteurs peuvent nous alerter des pics de pollution ? Pourquoi donner du grain à la volaille, de l’herbe au bétail, quand la traçabilité nous permet de savoir de quel animal exactement nous aurons contracté l’encéphalite spongiforme ? Pourquoi supprimer les pesticides de nos champs, l’amiante de nos constructions, le benzène de nos industries, le chlore de nos robinets, les additifs de nos aliments, quand une biopuce nous préviendra en temps réel du développement de nos cancers ?

Grenoble et Lyon, centres de recherche en bioattaque ?

Les recherches étatiques sur les armes biologiques ne datent pas d’aujourd’hui. Dans les années 1930, le Japon construit “l’unité 731”, un centre de recherche qui expérimente des armes biologiques. 150 bâtiments, 3000 scientifiques et techniciens, plusieurs milliers de prisonniers-cobayes. Charbon, peste, choléra... (9)

Jusqu’en 1992, l’URSS travaillait activement aux armes biologiques. Le complexe militaro-industriel “Biopreparat” regroupait plus de 60 000 personnes autour d’un vaste programme de recherche. Des missiles intercontinentaux

chargés du bacille de la peste et du virus de la variole ont été mis au point. Des souches de charbon transgénique et autres hybrides ont été inventés. En 1979, l’usine militaire de Sverdlosk explose. Un nuage contaminé par le bacille du charbon se répand dans le village voisin. Au moins un millier de morts (28).

Qu’en est-il des Etats-Unis ? Dès 1940, le centre de Fort Detrick se consacre aux armes biologiques. Il peut compter sur le savoir-faire des experts japonais de l’unité 731, exfiltrés aux Etats-Unis après la guerre. 5000 bombes remplies du bacille de charbon sont mises au point. De nombreux agents pathogènes sont militarisés : la tularémie, la toxine botulinique, la brucellose, la fièvre Q, la rouille des céréales... Les Etats-Unis sont accusés d’avoir utilisé des bioarmes lors de la guerre de Corée, et de l’avoir prévu pour Cuba. Jusqu’en 1968, l’armée américaine pratique également des expériences de largage de bactéries inoffensives au-dessus de certaines grandes villes pour connaître le comportement et le degré de résistance de leurs agents pathogènes dans des conditions ‘normales’ d’emploi. Coup d’arrêt en 1969 : le président Nixon s’engage à mettre fin aux programmes militaires de Fort Detrick : “Les Etats-Unis limiteront leurs recherches biologiques à des mesures défensives” (29).

Seulement des mesures défensives ? Il est permis d’en douter. Certains de ces programmes dits de “biodéfense” ont un caractère très “biooffensif”. Ainsi, de 1997 à 2000, la CIA lance le projet “Clear Vision”. Objectif : recréer et tester une réplique des petites bombes bactériologiques élaborées par l’URSS dans les années 80. Autre exemple : dans les années 90, le Pentagone charge la firme Battelle de créer une version “améliorée” (OGM) du bacille du charbon. Objectif officiel : vérifier l’efficacité du vaccin mis au point pour l’armée américaine. (9)

Pourtant, un traité international de 1972, ratifié par 143 Etats, interdit la production, le stockage et l’utilisation

(9) *La menace, bioterrorisme : la guerre à venir*, Dominique Leglu, éd. Laffont, 2002.

(25) *Science et Vie*, décembre 2001.

(26) *Le Monde*, 20 décembre 2002.

(27) *Le Projet NanoBio*. CEA Grenoble-UJF 20 février 2003.

(28) *Biosecur, Bioterror*, Ken Alibek, 2004.

(29) *Germes*, Miller, Engelberg et Broad, éd. Fayard, 2001.

d'armes biologiques. Ceci dit "le traité comportait de nombreuses lacunes. [...] il n'établissait aucun critère de distinction entre les travaux offensifs et défensifs [...] et n'envisageait pas le moindre mécanisme d'application et de contrôle" (29). En 2001, ces lacunes ont tenté d'être comblées par un projet de protocole de vérification, élaboré à Genève. Proposition rejetée par Washington qui "se réserve de protéger son industrie et ses programmes de défense" (30). De quoi alimenter toutes les suspensions.

Et en France ? En mars 1988, le premier ministre Jacques Chirac déclarait que "la France se devait d'avoir un stock minimal d'armes chimiques à des fins purement dissuasives" (18). La France effectuait en 1987 des recherches sur les armes chimiques "binaires" : deux produits inoffensifs s'ils sont séparés, mortels s'ils sont mélangés (31). Recherches stoppées en 1990 semble-t-il, selon Claude Meyer, ex-commandant de l'école de Défense NBC — nucléaire, biologique et chimique — et Alain Jouan, médecin militaire du CRSSA, lors d'un café "Science et guerre" à Lyon. Et les armes biologiques ? En novembre 2002, le *Washington Post* publie une enquête du FBI affirmant que la France possède des stocks non déclarés du virus de la variole. Une révélation prestement et fermement démentie par les plus hautes autorités françaises (32).

Ne soyons pas naïfs. Les armes biologiques passionnent l'armée. Comment ne pas être "fasciné par une arme de destruction massive si peu chère comparée aux armes chimiques ou à la bombe atomique" (29). Pourquoi s'en priver, au moins à titre dissuasif ? "la montée en puissance du bioterrorisme attire l'attention sur un phénomène tout aussi préoccupant : l'exploitation par certains Etats des progrès de la biologie moléculaire pour créer de nouvelles armes de guerre" [...] "on peut raisonnablement commencer à réfléchir (...) à une puce à ADN capable de reconnaître dans un échantillon donné toutes les séquences connues codant pour des agents pathogènes ; qu'il s'agisse ou non d'un agent génétiquement modifié, le repérage d'une seule séquence à risques suffirait à donner l'alerte" (33). Autrement dit, les Etats vont créer des capteurs capables de reconnaître les agents pathogènes hybrides qu'ils auront fabriqué... En France, qui d'autre que le laboratoire P4 de Lyon pourrait créer ces nouvelles armes de guerre ?

Voire les confier à des groupes défendant nos intérêts. C'est ce qu'affirme Michel-Jean Allary, expert en biochimie du SGDN (Secrétariat général de la défense nationale) : "depuis quelques années, la

prolifération chimique et/ou biologique semble évoluer d'une réalité étatique vers une composante terroriste. [...] Cette prolifération est à la portée de groupes organisés. Ils peuvent être soutenus scientifiquement et financièrement par des Etats, cela présente l'avantage pour ces derniers d'être moins décelables" (9). On se souviendra de la liaison CIA/Ben Laden...

Criminalité scientifique : tolérance zéro

Résumons les éléments rassemblés jusqu'ici :

1. Lyon et Grenoble abritent deux laboratoires vulnérables aux attentats, aux vols, aux accidents, aux fuites de savoir-faire.
2. Lyon et Grenoble sont également le pôle européen de développement des bio et nanotechnologies. Or ces technologies sont duales, elles servent aussi à faire la guerre.
3. L'armée est présente dans tous ces projets. Officiellement, elle ne s'intéresse qu'aux programmes de "biodéfense". C'est oublier qu'il y a 30 ans, le programme nucléaire offensif se masquait aussi derrière ses applications civiles (34). Comment ne pas imaginer que le même jeu macabre pourrait se rejouer, à notre insu, entre Lyon et Grenoble ?
4. Nos sociétés sont vulnérables aux risques biologiques. L'Etat s'appuie sur cette vulnérabilité pour justifier la course technologique vers le "tout-sécuritaire" (biométrie) ou la "détection des attaques" (biopuces).

Les lecteurs d'Hanna Arendt savent ce qu'est la "banalité du mal". Les auteurs de *Germes* (29) décrivent Bill Patrick, un spécialiste du programme des armes biologiques de Fort Detrick : "Ses souvenirs, tueries d'animaux, infections d'êtres humains, découvertes de nouveaux instruments de mort, ne le tourmentaient pas. Tout cela, à ses yeux, relevait de l'opiniâtreté militaire, de la dissuasion nécessaire, de la sauvegarde des forces nationales. 'A l'époque, l'objectif était de résoudre le problème, non d'ergoter sur les ramifications philosophiques de ce que nous étions en train de faire', nous dit-il. Le vendredi, quand nous plaisantions, assis en rond, ce n'était pas pour dire : 'Nous avons l'obligation morale de réduire ceci ou cela !' mais : 'Comment allons-nous augmenter la concentration ? On ne reliait jamais notre activité à des gens'".

Y a-t-il des Bill Patrick entre Lyon et Grenoble, et combien sont-ils ?

Suite à ce texte, nous relayons deux initiatives entendant résister aux bio et nanotechnologies :

- **Le 31 mars, 1^{er} et 2 avril à Lyon** : Trois jours d'événements autour des biotechnologies, dans le cadre du festival des résistances de Lyon (Contact : resistances-lyon@yahoogroupes.fr).
- **Le 1^{er} Juin à Grenoble**, aura lieu l'inauguration de Minatec, le futur premier centre européen de recherche en micro et nano technologies (voir *Silence* n°321). Le Comité OGN (Opposition Grenobloise aux Necrotechnologies) prépare une contre-manifestation internationale. (Contact : OGN, c/o Association Fraka, 15 rue Georges Jacquet, 38 000 Grenoble, (contact.pmo@free.fr)

Nous voulons connaître tous les impacts sociaux et environnementaux des bio et nanotechnologies. Nous voulons savoir tout ce qui se trame en notre nom, de Lyon à Grenoble. Existe-t-il des programmes militaires d'armes biologiques menés au P4 de Lyon et au CRSSA de La Tronche ?

Nous voulons que cesse cette course folle dans les bio et nanotechnologies, dont on sait qu'elles sont par essence proliférantes, duales, mortifères. Nous ne voulons plus d'une science orientée par les applications militaires et industrielles. Nous voulons une science orientée par le bien commun.

Nous ne voulons pas entendre parler des arguments du type "si c'est pas nous ce seront les autres", encore moins du chantage à l'emploi. Pour nous, nos enfants et nos petits-enfants, pour nos amis et les enfants de nos amis, nous voulons connaître et que soient connus les risques de toute recherche. Nous ne voulons pas être des cobayes. Nous voulons décider collectivement de ce dont nous avons besoin.

L'ignorance est une des bases du consentement. Plus que jamais, nous avons besoin de radicalité, c'est-à-dire d'aller à la racine des choses. Une démarche indispensable pour mettre à jour ce qui se trame en notre nom, effectuer les changements nécessaires à une vie digne. Cela dépend de chacun de nous, de notre capacité à dépasser la résignation, propager l'information, s'organiser collectivement.

Service civil lyonnais ■
secily@no-log.org

(9) *La menace, bioterrorisme : la guerre à venir*, Dominique Leglu, éd. Laffont, 2002.

(29) *Germes*, Miller, Engelberg et Broad, éd. Fayard, 2001.

(30) *Libération*, 22 août 2001.

(31) *Le Monde Diplomatique*, décembre 1999.

(32) *Libération*, 7 novembre 2002.

(33) *La Recherche*, décembre 2001.

(34) *Affaires atomiques*, Dominique Lorentz, éd. Les arènes, 2001 et *Le complexe nucléaire*, Bruno Barillot, CDRPC, 2005.

8 avril Journée internationale contre les OGM

Cette journée mondiale est relayée en France par Greenpeace, France-Nature-Environnement, la Fédération nationale de l'agriculture biologique, Agir pour l'environnement, la Confédération paysanne, Attac, les Amis de la Terre et Nature&Progrès. En **Aquitaine**, des actions sont prévues sur les marchés de Dax et de Mont-de-Marsan (Landes), conférence sur la situation en Espagne à Peyrehorade (Pays-Basque) où se trouve une usine Monsanto. En **Auvergne**, une journée est organisée à Beaumont (sud-ouest de Clermont-Ferrand), avec stands toute la journée, animations et conférence de Susan George en soirée. En **Ile-de-France**, rendez-vous toute la journée à la ferme des Tourelles à Boissy-sous-Saint-Yon (Essonne), projection de films et débats. A Paris, un stand sera tenu toute la journée à la Fontaine des innocents (place Joachim-Bellay, 1er). En **Rhône-Alpes**, lancement de la campagne "Sème ta zone" avec distribution de semences libres de droits lors d'un rassemblement au centre culturel Pré aux Dames, à Chabeuil (Drôme), première commune du département à avoir pris un arrêté anti-OGM. A Lyon, stands associatifs place Antonin-Poncet (2^e). En **Midi-Pyrénées**, participation à la journée antinucléaire organisée au Hall Baylet à Valence-d'Agen (Lot-et-Garonne) puis déplacement devant la centrale de Golfech pour dénoncer les mêmes méthodes entre deux pollutions invisibles. En **Bretagne**, stands devant un centre commercial à Vannes. En **Bourgogne**, rassemblement à Varois-et-Chaignot, près de Dijon, où se trouve un site d'expérimentation des OGM (essai de colza en 2005). En **Provence-Côte-d'Azur**, quatre manifestations sont organisées à Marseille, rendez-vous à 15 h porte d'Aix devant le conseil régional ; à Sorgues, à 17 h, parc municipal Gérard-Philippe ; à Draguignan, place du marché à 9 h pour des stands ; à Antibes, salle des associations, cours Masséna à 19h30 pour une conférence-débat avec Jean-Pierre Berlan. En **Poitou-Charentes**, pique-nique à Valvidienne, commune fauchée en 2005, à partir de 12 h, puis rassemblement à Poitiers, à 14 h devant la préfecture. En **Pays-de-Loire**, stands à Angers dès 9 h au jardin du Mail. Forum citoyen sous chapiteau puis manifestation. En **Haute-Normandie**, journée d'information à Hénouville (près de Rouen) à partir de 10h30, avec différentes interventions dont Gilles-Eric Séralini du CRII-Gen et Jean-Emile Sanchez de la Confédération paysanne. Dans le **Limousin**, participation au forum social le 9 avril. En **Lorraine**, manifestation à Epinal sur le pont couvert, dès 9 h. En **Franche-Comté**, stands d'information à Besançon. Programme complet : <http://altercampagne.free.fr>



■ Retour de Terr

Terminator est un de gène qui provoque la stérilisation des semences. Ce projet a été développé par Monsanto pour s'assurer que des paysans qui lui achèteraient des semences ne puissent pas ensuite refaire des semences à partir des récoltes. En 2000, la convention des Nations-Unies sur la diversité biologique avait recommandé aux gouvernements de ne pas accepter de breveter un tel procédé qui en cas de migration en plein champ pourrait provoquer l'extinction



des espèces polluées. Il semblait alors que la multinationale avait arrêté le projet. Il n'en était rien. Le 25 octobre 2005, le n°EP

1132120, valable dans toute l'Europe, a été accordé à la firme Delta & Pine, une filiale de Monsanto. Un brevet similaire a été accordé au Canada le 11 octobre 2005. Les associations qui luttent contre les OGM craignent maintenant que les Etats concernés ne fassent pression lors de la réunion de la convention des Nations Unies, prévue en mars 2006, pour qu'il soit possible

d'utiliser ce brevet sur les plantes OGM mises sur le marché. (*Nature et progrès Belgique, janvier 2006*)

■ **Une loi au rabais ?** Les députés Verts ont critiqué la procédure actuellement en cours et qui doit conduire à la mise en place d'une loi pour appliquer la directive européenne de 2001 qui demande à chaque Etat de fixer le régime des responsabilités des producteurs et les indemnités en cas d'accident provoqués par les cultures d'OGM. Les députés dénoncent le manque de transparence dans la procédure alors que le lobby industriel fait tout pour éviter une situation à l'allemande où les cultivateurs doivent obligatoirement s'assurer. Greenpeace dénonce le laxisme du projet de loi qui n'est même pas à la hauteur des propositions faites par la mission d'information parlementaire pourtant déjà très pro-OGM. La loi doit commencer à être débattue au Parlement en principe à partir du 8 février.

■ **Versailles : nouvelle victoire juridique.** Le 12 janvier, neuf faucheurs ont été relaxés par le tribunal de Versailles estimant que l'action avait été motivée par "l'état de nécessité". Les firmes sont déboutées de leurs demandes d'indemnités. Après le procès d'Orléans du 9 décembre 2005, c'est le deuxième procès victorieux.

■ **Isère : interpellation en force.** Le 10 janvier à 6 h du matin, une douzaine de gendarmes sont venus interpellier en force à l'Arche de Saint-Antoine, Anna Massina, présidente de la CANVA, Coopération de l'action non-violente. Elle a été interrogée dans le cadre d'une plainte pour "associations de malfaiteurs" ! Au vu des deux derniers jugements reconnaissant le bon droit des faucheurs, associations et syndicats qui les soutiennent demandent que les plaintes soient transformées en "associations de bienfaiteurs".

■ **Procès : soutien financier.** Alors que plus de 80 personnes passent devant les tribunaux en ce moment, et que les amendes totalisent déjà plus de cent mille euros, il est important de les soutenir financièrement pour ne pas compromettre la poursuite des actions de désobéissance civile. Les sondages indiquent que près de la moitié de la population soutient l'action des faucheurs et que plus de 70 % sont opposés aux cultures d'OGM. C'est le moment de le manifester concrètement avec une aide financière.

Les dons sont à envoyer à :
Construire un monde solidaire,
4, place Lucien-Grégoire,
12100 Millau,
tél : 05 65 59 14 36.

SUISSE

Centre prévention et santé

Le Centre prévention et santé de Colombier, près de Neuchâtel, propose outre des activités permanentes dont de nombreuses formations dans différents domaines de la santé (qi kong, feldenkrais, shiatsu...), de nombreuses conférences tout au long de l'année comme par exemple les jeux en forêt (10 mars), cuisine végétarienne (11 mars), le rôle des anti-oxydants (14 mars), désir d'enfant (22 mars), repas avec des algues (23 mars), sexualité et approche féministe (11 mai), la gestion des conflits (6 et 7 juin)... Programme complet : *Centre de prévention et santé, route de Sombacour, 10, CH 2013 Colombier Ne, tél : 032 843 36 10.*

PARIS

Macrobiotique

Un week-end de découverte de la macrobiotique comme style de vie est organisé à Paris les 11 et 12 mars, au Cimo, 8, rue Rochebrune, 75011 Paris. Renseignements : *Réseau santé pour tous, à Marseille, tél : 04 91 78 28 28.*

MARSEILLE

Réseau santé pour tous

Le Réseau santé pour tous de Marseille propose des conférences-repas tout au long de l'année sur des thèmes extrêmement variés comme par exemple santé et équilibre des animaux (2 mars), introduction à la radiesthésie (4 mars), les bienfaits de l'alimentation crétoise (9 mars), traiter par homéopathie (16 mars), la construction géobiologique (20 mars), les pièges de l'inconscient (23 mars)... Renseignements : *Réseau santé pour tous, Restaurant Les Amis de Georges, 19, place Gouffié, 13005 Marseille, tél : 04 91 78 28 28.*

Les Amanins

En 2007, un important projet associant agriculture biologique, écologie, actions solidaires, pédagogie et accueil touristique doit s'ouvrir dans la Drôme. Le chantier est en route...

Michel Valentin a été longtemps chef d'entreprise et dans ce cadre, il a aidé à créer des entreprises classiques dans différents domaines : logistique, transport, industrie plastique, hôtellerie et restauration. Au départ, il ne se posait pas de questions particulières, mais conservait d'une mère paysanne, le goût de la terre. Installé depuis 1982 à La Roche-sur-Grâne, il cultive son jardin avec passion et essaie de développer une relation donnant-donnant avec la terre. Cela l'amène à s'intéresser à l'agriculture biologique, puis aux expériences menées par Pierre Rabhi, qu'il rencontre pour la première fois en 2002.

Cette rencontre va être déterminante. Alors que Michel Valentin vivait bien, mais seul, il est attiré par la vision humaniste de Pierre Rabhi, son rapport à l'autre, sa capacité d'écoute, sa vision globale des choses.

Des discussions sont engagées pour essayer de mettre en place quelque chose en commun. Pierre Rabhi lui parle alors d'un ancien projet qui n'a jamais vu le jour. Dans les années 90, alors qu'il fon-

dait le CIEPAD, centre de formation sur des communaux du département de l'Hérault, il avait eu des contacts avec la structure de vacances VVF (Village Vacances Familles), pour un projet de centre touristique où la nourriture serait entièrement biologique. Par la suite, le CIEPAD a connu des problèmes structurels et le VVF changea de directeur.

Ils repartent donc de ce projet. En tant que chef d'entreprise, Michel Valentin dispose d'un capital de trois millions d'euros. Pierre Rabhi, lui, dispose d'un important réseau de personnes ressources. Il a également l'habitude de travailler en collectif.

Créer un site écologique, solidaire et pédagogique

En 2004, ils démarrent sur l'idée de créer un centre de séjours dans le cadre d'une ferme en agro-écologie, centre qui permettrait de transmettre des savoir-



Gérard Arnaud

Été 2005 : Jeremy Light aide à la mise en place de l'assainissement.

faire, de donner envie de s'engager, qui formerait des personnes d'ici et du Sud, le tout dans le cadre d'une structure économique et sociale compatible avec tout ce qui touche à l'écologie au quotidien : au-delà de la bio, il s'agit des recherches concernant la gestion de l'énergie, de l'eau, le choix des matériaux, l'idée de favoriser le local, le tout dans une structure favorisant au mieux le fonctionnement collectif. Le projet repose aussi sur des aller-retour entre l'oral et la pratique, ce qui suppose de disposer de salles de conférences et de spectacles, et d'être ouvert sur le milieu culturel associatif local.

Une structure éducative est également prévue. On y trouve, d'une part, une classe unique de primaire pour accueillir une vingtaine d'enfants de 6 à 11 ans dans le cadre d'une école privée, financée au départ par les activités du futur centre, et non par les parents, pour éviter une sélection par l'argent. D'autre part, un projet pédagogique plus large prévoit l'accueil sur place de classes de découvertes avec des élèves des écoles, collèges et lycées voisins.

Autre pôle de formation prévu : les métiers de la cuisine, en relation avec des formations pour adultes, pour introduire la notion d'équilibre alimentaire, la richesse des aliments biologiques, la gestion de menus équilibrés réalisés avec des fruits et légumes de saisons, produits localement autant que possible.

Pendant plus d'un an, Michel Valentin va chercher un lieu qui correspond à ces besoins : une grande ferme, dans un beau paysage, avec la possibilité d'autoconstruire en habitat sain, pas trop loin d'une



Marie Clemys

Rénovation de la toiture de la future école.



gare pour en faciliter l'accès, proche de chez Pierre Rabhi pour qu'il puisse y venir régulièrement. Il se concentre sur la vallée du Rhône, au sud de Valence... et c'est finalement dans sa propre commune que Michel Valentin repère une ferme en vente : 55 hectares, dont 20 cultivables, avec champs, prés, landes, bois, rivières et quelques bâtiments. La commune est d'accord pour accueillir le projet et le choix se porte donc sur ce lieu vallonné, à 12 km de la gare de Crest, à 24 km de celle de Montélimar, 52 km de celle de Valence-TGV.

Mise en place de la structure

Michel Valentin a bien conscience des limites d'une démarche où une seule personne apporte tout le capital de départ. Il a donc prévu une double structure : une société, dont il est le principal actionnaire, est propriétaire des lieux et des bâtiments ; une association, dont il est le président et Pierre Rabhi le vice-président, a pour charge d'animer les lieux et de faire évoluer la structure pour qu'elle devienne bénéficiaire et puisse peu à peu racheter des parts de capital à la société. L'équipe travaille sur l'évolution à long terme de ce fonctionnement et son éventuelle orientation vers une forme coopérative.

Pour le moment, les questions sont plus nombreuses que les réponses : comment fonctionner sainement sans les défauts de l'entreprise ? Comment partager quand l'argent ne provient que d'une

seule personne ? Comment utiliser les fonds à bon escient, sans se heurter à la méfiance habituelle du milieu associatif ? Inversement, comment fonctionner de manière conviviale sans se heurter à la méfiance habituelle du milieu de l'entreprise et des administrations ? Comment se structurer pour équilibrer entre un projet qui prévoit à terme une grosse structure d'une quarantaine de salariés, et un désir de limiter au maximum l'organisation hiérarchique ? Comment laisser l'initiative à chacun et déboucher sur plus de partage ? Comment assurer son autonomie et vivre sans subvention, pour montrer que le projet est viable, donc reproductible ? Comment avoir un poids économique suffisant pour être un modèle de développement, mais éviter de trop grossir afin de respecter un choix de société proche de la décroissance ? C'est la souplesse des pratiques qui doit permettre de chercher et d'expérimenter des solutions.

Les premiers pas

Le chantier des Amanins est immense. Dès le printemps 2005, la ferme agrobiologique est mise en place, avec 3000 m² de maraîchage, qui suffisent à nourrir le premier groupe de salariés qui vient travailler sur place. Cette surface devrait progresser jusqu'à 15 000 m² pour l'ouverture du centre. Des poules pondeuses disposent d'un ingénieux poulailler sur traîneau, qui peut être facilement déplacé, et il est prévu quelques cochons qui seront nourris en partie de déchets. La cuisine ne sera pas végétarienne, mais comportera très peu de viande. A l'automne 2005, les premiers arbres

fruitiers sont plantés et les premières agnelles arrivent démarant ainsi le futur troupeau de brebis, chèvres et vaches qui alimenteront le centre en produits laitiers variés.

Dans le même temps, des personnes sont recrutées pour lancer des travaux d'aménagement. A partir du printemps 2006, une première activité s'ouvre au public, avec la formation à la construction saine dans le cadre de l'aménagement du site. En septembre 2006, l'école doit faire sa rentrée (20 places, déjà toutes prises !). Enfin, au printemps 2007, le centre doit ouvrir avec une capacité d'accueil de 150 personnes, qui devrait ensuite progresser jusqu'à 400. A terme, il sera alors possible d'y loger, avec des niveaux d'investissements extrêmement variés : depuis le séjour simple avec comme seule particularité de profiter d'une nourriture biologique, jusqu'à l'implication dans la structure par l'organisation d'activités culturelles, agricoles, écologiques, pédagogiques...

Douze personnes sont engagées (1). La plupart viennent de la Drôme.

- Gérard Arnaud, ancien styliste dans la chaussure à Romans, également formé dans la photo et le théâtre, est venu construire l'administration du projet, assurer la communication interne et externe. Il aura pour rôle futur de développer les activités d'accueil culturel autour du projet d'amphithéâtre, qui doit offrir une salle de 450 places. Il gère également la mémoire du lieu, notamment en réalisant des photos et des films vidéos, qui seront proposés à ceux qui voudront par la suite mener des conférences sur leur expérience.



Michel Valentin montrant sur maquette la ferme au milieu de ses terres.

(1) Pour 39 h, entre 1580 et 3000 euros brut par mois.

Quatre personnes gèrent les chantiers :

- Joël Peter, venu de Saint-Benoît-en-Diois, est compagnon charpentier. Après des années passées dans la restauration d'anciens bâtiments, il aide à la mise en place des chantiers, notamment en valorisant au maximum les matériaux de récupération. Il collabore pour cela avec Emmaüs Valence.

- Jeanne-Marie Gentillau est architecte, spécialisée en éco-construction. Elle aide au débat interne et participe à l'élaboration des plans de l'école, de la ferme et l'accueil...

- Vincent Portier est technicien, spécialisé en énergies renouvelables et chauffage. Il travaille à la mise en cohérence des chantiers pour tirer partie au maximum des possibilités des ressources renouvelables locales.

- Bastian Mahieu est chargé de la maintenance mécanique et électrique. Il aide également à la mise en place du réseau de chauffage et à la construction.

Durant l'été 2005, ils ont bénéficié de l'aide de Jeremy Light, docteur en biologie, spécialiste du traitement de l'eau et du recyclage des matières organiques qui a déjà participé à la mise en place du Centre pour des technologies alternatives du pays de Galles (2) et de différentes techniques à Terre Vivante (3). Il a aidé à installer une station d'épuration des eaux grises par roseaux.

Quatre personnes gèrent le pôle agricole :

- York Schieberliem, agriculteur et formateur, est responsable de la production et de l'élevage, ainsi que de la transformation alimentaire. Il travaille également sur le stockage des céréales, la préparation des farines et la production du pain.

- André Sieffert est maraîcher. Il a déjà travaillé pendant sept ans en traction animale dans le cadre d'un CIVAM de la Drôme. Outre la recherche d'une grande diversité dans le jardin, il a également pour fonction de développer la cueillette des plantes et des herbes. Pour le moment, le jardin est travaillé avec tracteur et chevaux, mais à terme, le tracteur devrait disparaître.

- Jean-Loup Gagnepain était formateur et éducateur dans la production maraîchère biologique. Son rôle est d'améliorer sans cesse la biodiversité du lieu, d'entretenir et d'améliorer les paysages. Il collabore



Septembre 2005 : Mise en place des cultures maraîchères par traction animale.

avec le lycée agricole forestier de Montélimar pour planter des haies, mettre en place des pépinières et un conservatoire de graines, tenter des acclimations au lieu, notamment pour améliorer l'autonomie dans le domaine des épices.

- Alejandro Gil, diplômé en biologie écologique, botaniste, aide à la conception et à l'aménagement d'un sentier botanique qui permettra aux visiteurs de découvrir la variété et la rareté des essences réunies en ce lieu. Il aide à la réimplantation des haies.

Dans le domaine pédagogique,

- Isabelle Peloux, auparavant enseignante et formatrice, est la responsable pédagogique de la future école Colibri des Amanins. Elle aide également aux questions administratives.

- Julie Peysson, ethnologue, formée à l'éducation à l'environnement, aide à la conception des projets pédagogiques pour l'accueil des scolaires.

- Nadine Crouzet est cuisinière. Elle assure en grande partie les repas du centre et va progressivement élargir ses activités pour faire de la formation à la cuisine biologique. Son poste est appelé à se multiplier rapidement, avec beaucoup d'emplois à terme : transformation des aliments, restauration...

D'autres postes devraient être créés progressivement : un dans la menuiserie, un autre dans la poterie...

Beaucoup de missions sont encore en phase de définition. Car, comme pour les approches en biodynamie, il faut d'abord être sensible au lieu, écouter la nature et savoir ce que les autres veulent pour que le projet soit vraiment à sa place et issu du collectif. Beaucoup d'aides se proposent spontanément, beaucoup de compétences qu'il faut savoir intégrer ou non dans le projet.

Par rapport à *Terre et Humanisme*, le centre de Pierre Rabhi en Ardèche (4) qui transmet déjà les savoirs dans le domaine de l'agro-écologie, le centre met plus l'accent sur la transformation de la nourriture par la cuisine et sur les possibilités d'accueil.

Terre et Humanisme a développé le principe de l'hectare optimisé, destiné à une gestion familiale du jardin. Ici, les dimensions sont plus importantes, le projet plus "villageois" et lié avec des échanges locaux, pour déboucher peut-être sur une AMAP en lien avec le voisinage.

Big is beautiful ?

La taille importante du projet est facilitée par un contexte favorable (5) et le pari est que son implantation peut renforcer des dynamiques locales.

A terme, avec la possibilité d'accueillir sur place entre 300 et 400 personnes encadrées par 25 à 40 salariés, on peut s'interroger sur une telle ambition. Faut-il faire aussi gros ? Ce projet s'inspire beaucoup du CAT du pays de Galles : autour des techniques alternatives, surtout dans le domaine de l'énergie et de l'habitat, celui-ci compte une vingtaine de salariés toute l'année, une soixantaine pendant les vacances scolaires, et accueille chaque année des dizaines de milliers de visiteurs. L'objectif est d'être en plein fonctionnement en 2008. Le choix de faire tout de suite gros est évidemment facilité par l'important apport financier de Michel Valentin, mais ce désir s'explique aussi par le constat qu'il y a une urgence écologique à transmettre un message : il est possible de vivre plus harmonieusement avec son entourage, terrestre et humain.

Si le pari réussit, à terme, les salariés deviendront collectivement les propriétaires des lieux, Michel Valentin ne sera progressivement plus que l'un d'entre eux. Le lieu sera alors devenu un projet reproductible...

Michel Bernard ■

Les Amanins, 26400 La Roche-sur-Grâne, tél : 04 75 43 75 05, www.lesamanins.com

(2) CAT, Machynlleth, Powys, SY20 9AZ, UK, tél : 00 (44) 1654 705 950.

(3) Terre vivante, domaine de Raud, 38710 Mens, tél : 04 76 34 80 80.

(4) Terre et Humanisme, Mas de Beaulieu, 07230 Lablachère, tél : 04 75 36 64 01.

(5) La Drôme est l'un des départements où la bio est la plus développée.



PRISONS

Trop c'est trop

Le 14 janvier un collectif d'associations dont ATD-quart monde, La Cimade, Ligue des droits de l'homme, Acat, Mrap, syndicat de la magistrature... et des personnalités de tous bords politiques ont lancé une campagne *trop c'est trop* pour dénoncer la surpopulation carcérale et le non respect de la loi qui prévoit que chaque détenu a droit à une surface minimale (cellule de moins de 11 m² : une seule personne, de 11 à 14 m² : deux personnes, de 14 à 19 m², trois personnes...) sauf dérogation provisoire, une dérogation qui aujourd'hui n'a plus rien de provisoire : les cellules comptent parfois le double de détenus que ce qu'autorise la loi.

La campagne ne vise pas à demander l'ouverture de prisons supplémentaires, mais à considérer que la prison ne devrait être choisie qu'en dernier ressort comme peine, et que les délais de comparution devraient

être plus courts pour diminuer les personnes en préventive. Il s'agit d'aller vers un monde avec moins de prison.

Cette campagne devrait se développer pour arriver à la tenue d'un grand meeting à Paris pendant la campagne des élections présidentielles où les candidats seront invités à venir exprimer leur position.

Campagne *Trop c'est trop*, 33, rue Imbert-Colomès, 69001 Lyon, tél : 04 78 27 90 04, site www.tropctrop.fr



Pas tant d'ordinateurs que ça !

D'un côté, les marchands estiment que maintenant 50 % des foyers français sont équipés d'un ordinateur. De l'autre, une étude du CREDOC, Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie, chiffre à 43 % les Français qui n'utilisent jamais d'ordinateur.

Jeunes précaires

Le projet de CPE, officiellement Convention de premier emploi, mais en fait Contrat précaire d'emploi, vise à faire embaucher des jeunes qui pendant deux ans peuvent être licenciés sans aucune justification. Présenté par de Villepin début janvier pour diminuer le chômage des jeunes (25 % des moins de 25 ans au chômage), est en fait la porte ouverte pour une précarité permanente : il suffira aux entreprises de changer de salariés tous les deux ans pour ne plus avoir à négocier des CDI, contrat à durée indéterminée. Un projet qui mobilise contre lui jusque dans les rangs de la droite : UDF et une partie de l'UMP a pris position contre ce projet.

Racaille et tolérance zéro

En plein état d'urgence, de la "racaille" a brisé des voitures, des vitrines aux abords de la préfecture de Rouen, en Seine-Maritime, le 17 décembre dernier. Des tentatives d'incendie ont été relevées contre différents établissements publics. Pourtant cette "racaille" n'a fait l'objet d'aucune interpellation, d'aucune poursuite... Comment se fait-il ? La loi républicaine n'est-elle pas la même pour tous ? La "racaille" en question ne faisait l'objet d'aucun désespoir social, ni de misère, ni d'exclusion : il s'agissait d'une manifestation de chasseurs qui veulent pouvoir continuer à tuer des oiseaux sans respecter les mesures sanitaires prises pour se protéger de la menace de grippe aviaire.

Racisme et soupe de porcs

Le porc étant interdit de consommation par les religions musulmanes et juives, des groupes d'extrême-droite ont lancé des "associations d'entraide pour les Français" en proposant des

soupes au porc, des sandwiches au jambon... Alors qu'à Nice, les autorités laissaient faire, le préfet du Bas-Rhin est intervenu à Strasbourg pour interdire une telle opération au risque de "troubles de l'ordre public".

Publicité

■ **Un budget de guerre.** Le budget consacré à la publicité en France en 2004 atteint 32 milliards d'euros... soit l'équivalent du budget de la défense (moins la gendarmerie et les retraites).

Lorsque l'on nous parle de manque d'argent dans un domaine ou un autre, on pourra apprécier ce budget lié à la guerre commerciale. (*Alternatives non-violentes*, février 2006)

■ **Du côté des débouloisseurs.**

Les actions de barbouillages des panneaux publicitaires pour demander leur restriction à un format égal à celui du format toléré pour les associations à Paris se déroulent chaque samedi du mois. Le 28 janvier, des actions ont eu lieu à Paris,

Rouen et Le Mans. Le but est de se faire arrêter en pleine action pour aller plaider sa cause devant les tribunaux... les panneaux attaqués par les débouloisseurs étant des panneaux illégaux (comme un tiers d'entre eux).

A Rouen, en l'absence de la police, il a fallu qu'un militant fasse semblant de se plaindre par téléphone à la police pour que celle-ci vienne interpellé François Vaillant, volontaire pour se faire arrêter. *Collectif des débouloisseurs*, 24, rue Louis-Blanc, 75010 Paris.

Succès des 35 h

Alors que la droite dénigre les 35 h, une étude de l'INSEE, paru le 25 juin 2005, vient remettre les pendules à l'heure. La loi sur les 35 h a réellement permis de créer 350 000 emplois entre 1998 et 2002. Et les entreprises en ont profité car elles ont bénéficié d'une modération salariale pendant ce passage, d'un gain de productivité dans le travail de 4 à 5 % et d'une meilleure flexibilité.

Chômage contre hausse des salaires

Depuis 1975, un indice fait la fortune des économistes : le Nairu, *Non accelerating inflation rate of unemployment*, ou en français, l'indice de chômage à respecter pour ne pas avoir de phénomène d'inflation. Les économistes ont constaté en effet que plus il y a de chômage, moins il y a de revendications salariales puisque les salariés ont peur de se retrouver au chômage à leur tour. Et sans augmentation des salaires, peu de hausse des produits manufacturés, donc peu d'inflation.

Conséquence de ce raisonnement pervers, nos dirigeants ont tout intérêt à tenir un discours pour nous annoncer leur volonté de lutter contre le chômage, mais en même temps à le maintenir. Et pour éviter l'explosion sociale, il suffit que l'augmentation du chômage et de la précarité soit lente pour ne pas être trop visible. C'est ainsi qu'en 1967, Pompidou estimait que dépasser 500 000 chômeurs en France provoquerait une révolution, que le million a été atteint en 1975, les deux millions en 1983, les trois millions en 1993, qu'aujourd'hui, nous n'en sommes officiellement toujours qu'à trois millions... mais avec de multiples formes d'emplois précaires qui représentent environ un tiers des 27 millions d'emplois. L'inflation se porte bien, merci.

SIMPLIFICATION DE L'IMPÔT SUR LE REVENU



LASSERRE.



Annonces

Entraide

■ Souhaite connaître les bases du métier d'apiculteur auprès d'une personne ayant des ruches si possible région 35 ou limitrophes. *Cécile Haupas, 1, square Edouard-Herriot, 35200 Rennes, cecile.haupas@tiscali.fr*

■ Cherche hébergement gratuit pour mon fils et moi en Irlande ou en Grande-Bretagne, éventuellement dans le cadre d'un Sel. *Cécile Haupas, 1, square E.-Herriot, 35200 Rennes, cecile.haupas@tiscali.fr*

■ Ado, 16 ans, cherche lycée alternatif pour préparer son bac (1^{ère} et terminale). Qui en connaît un dans le sud ou le sud-est ou vers Lyon ? Cherche contact pour échange avec parents et élèves du lycée Sophia d'Ablon-sur-Seine et du lycée autogéré de Paris. *Tél : 04 66 45 83 32, on vous rappelle aussitôt. Merci.*

■ Je cherche un emploi de crêpière en Bretagne pour la saison printemps-été, ceci s'inscrit dans un projet de création d'une crêperie alternative traditionnelle basée sur l'emploi de produits du terroir, biologiques et équitables. Je souhaite par ce biais sensibiliser et faire découvrir la consommation. Ayant déjà effectué une formation de crêpière, je souhaite mettre en pratique et développer mes acquis dans un établissement attaché à ces valeurs et à leur diffusion. J'incite également toute personne intéressée par ce type de projet, désireuse d'échanger certaines idées ou de me transmettre de "bonnes adresses" à me contacter. *Merci. Marie, tél : 06 61 47 66 01.*

■ Ça y est, c'est décidé, je partirai en 2006 en mettant un pied devant l'autre. Ça devait se faire. Si cela vous dit de m'accompagner, hum, pourquoi pas... *Béatrice Séguinot, 16300 Guimps.*

■ Mon voyage, c'est de venir vous voir, vous rencontrer, parler avec vous, être accueilli chez vous, logée et nourrie en échange de temps, savoirs, bras, maraîchage... *Béatrice Séguinot, 16300 Guimps.*

■ En mettant un pied devant l'autre, je ne serai donc plus à la maison. Celle-ci peut vous accueillir : location d'une maison en Charente, 200 m², jardin avec fruitiers, garage, cour close. Entre 500 et 600 € plus charges. Toujours : *Béatrice Séguinot, 16300 Guimps.*

■ J'ai besoin d'un bon coup de main pour mon installation en polyculture bio, chantier écologique de rénovation d'un moulin et des bâtiments agricoles (isolation chanvre) en échange du gîte, du couvert et d'un coin de nature authentique, vie simple. Idées, expériences (ou pas) et bonne humeur bienvenues. Contactez-moi sur *marcovienne@yahoo.fr* ou après le 1^{er} mai au *05 65 81 86 90.*

■ Hébergement à Paris : Bonjour ! je cherche à être hébergé sur Paris pendant une semaine (ou plus si possible) durant les mois d'avril, mai et juin 2006 : auriez-vous un canapé (un hamac ?? eh !) ou un coin sur lequel je pourrais poser mon ch'tit sac de couchage ? Quelle contrepartie souhaiteriez-vous, sachant que je ne serais pas trop encombrant car principalement là le soir seulement ? j'adore cuisiner (euh... mais seulement pour les autres : tartes, gâteaux... etc !), faire la vaisselle en chantant... Si vous pouvez

m'aider, alors vraiment merci mille fois de me contacter avant le 16 mars prochain par téléphone, ou après le 16 mars par courrier électronique ou postal ! *Esteban, le p'tit gavroche, 9 rue des pierres plantées, 69001 Lyon, téléphone : 04 78 27 19 49 (avec messagerie) ou 04 26 07 03 50 (mais sans répondeur hélas !), ptitgavroche@wanadoo.fr*

■ Momentanément en grande difficulté financière, je sollicite les personnes abonnées au journal voulant bien me venir en aide financière ou matérielle. Vous pouvez vous adresser à mon assistante sociale pour preuve de sincérité : *Madame Bazir, tél : 02 33 76 79 00* ou me joindre au *02 33 47 73 34, Michel Béziers.*

Vivre ensemble

■ Réf 333.02. Ass. Habitat coopératif écologique, éco-centre intergénérationnel en cours de création recherche jeunes ménages cherchant à s'établir à la campagne, avec d'autres, capital nécessaire, esprit *S!lence*, recherche d'une vie simple, près de la nature, travail en harmonie avec le milieu rural (télétravail, artisan, agriculteur...) et avec le projet global du groupe. Amis et alliés de l'Arche (Lanza del Vasto) fort appréciés. *Ecrire à la revue qui transmettra.*

■ Vous êtes un groupe, vous cherchez à vous installer en montagne pour y faire de l'agriculture paysanne mais pas seulement, peut-être aussi de l'accueil et de l'artisanat... Pour cause de chausure devenue trop petite, nous cherchons à mettre à la disposition notre ferme communautaire à un nouveau collectif, sympathique, désireux de continuer notre lutte contre la désertification de la montagne. Ce lieu s'appelle Cravirola, un petit hameau à 1200 m d'altitude, en bordure du Mercantour (80 km au nord-est de Nice). Nous l'avons restauré pendant vingt ans pour en faire un véritable outil de production fromagère d'une part, un lieu d'accueil d'autre part. Vous en trouverez la description sur le site *www.cravirola.com*, ce qui vous permettra de vous faire une idée de ce qu'il recouvre actuellement. Vous y trouverez aussi tous les moyens de nous contacter.

■ Famille de six personnes, 2 adultes, 4 enfants, cherche un lieu d'accueil anglophone type écovillage avec chantier/activités de loisirs, trois semaines en août 2006. *D. Martin, 4, lotissement Les Rosiers, 42330 Chambœuf.*

■ Eure-et-Loir. Couple avec deux enfants de 2 et 7 ans, cherchons famille souhaitant nous accueillir en permanence sur une ferme ou grande bâtisse. Aurions besoin de 4 ou 5 pièces avec commodités, chauffage, sous forme de location. Proposons pour limiter le coût du loyer, aide aux travaux de ferme, jardinage, soins aux animaux, cours niveau collège/lycée ou baby-sitting. Etudions toutes propositions sérieuses. Recherchons impérativement dans secteur géographique Eure-et-Loir (ouest de Chartres). Merci de nous contacter au *02 37 37 84 52 après 20h et week-end.*

Rencontres

■ Réf 333.01. J'ai 32 ans et je souhaite rencontrer un homme menant une vie simple, satisfait de son existence et aimant les autres. Je vis dans le sud

méditerranéen, je suis autonome, aime les activités physiques dans la nature, apprécie les amis et les sorties. Je n'aime ni l'orgueil, ni la jalousie, ni la colère. Si tu as les pieds sur terre et la tête dans les étoiles, tu peux écrire à la revue qui transmettra.

■ Réf 333.03. Femmes seules, 50-60 ans, pourquoi ne pas passer des vacances conviviales ensemble ? Les meilleurs gîtes sont prévus pour plusieurs. On pourrait réserver pour le début de l'été, pour être ensemble, partager, échanger, rire et parler de nos vies (c'est si bon) et surtout créer des liens d'amitié. En attendant, on en parle. J'ai du temps, de la disponibilité et l'envie de fédérer des envies. *Ecrire à la revue qui transmettra.*

■ Bretonne d'origine, je suis à la recherche de correspondant(e)s dans la région du Tarn-et-Garonne pour découvrir cette belle région et partager ce plaisir de tout cœur. Merci d'avance. *Chantal Guillon, 153, chemin de Rouges, 82000 Montauban.*

Recherche

■ Nous recherchons un four à pain style "Soupard" fonctionnant au bois pour monter un fournil associatif ainsi que tout matériel de boulangerie (sauf pétrin électrique). Etudions toutes propositions d'occasions. *Association ton pied, mon pied, tél : 04 67 96 81 55.*

■ Après sept ans d'études en architecture (dessin bâtiment, métré, agencement et architecture intérieure), je souhaite me spécialiser en bioarchitecture afin d'être plus en accord avec mes idéaux. Je suis donc à la recherche de stages ou de formation dans ce milieu. Merci de me contacter : *Yoann Lanoë, 38 bis, rue Bernier, 49000 Angers, tél : 02 41 37 94 60 ou 06 19 29 62 44, yoann.lanoë@laposte.net*

Logement

■ Couple deux enfants, cherche achat maison + jardin, maximum 30 km de Nantes, tél : 02 40 25 35 74.

■ A partir du 1^{er} juillet 2006, Deux-Sèvres ou Charente, couple 50 ans, avec deux ados 15 et 13 ans, attachés à la nature et à la vie saine (médecine douce, alimentation, énergies renouvelables...) cherche en location une maison indépendante avec une pièce de vie, cuisine et cheminée, trois chambres, atelier, garage pour une voiture, cycles et matériels de jardin, petites dépendances, jardin fleuri et fruitiers bienvenus. Faibles revenus mais bons payeurs. Ouverts à toute proposition. *Tél : 05 49 27 03 31.*

■ A louer maison meublée écologique, matériaux sains, idéale pour couple ou retraité dans un village calme, sud de la Moselle, grand jardin 30 ares, 12500 l de récupération d'eau, filtre osmose inverse, chauffe-eau solaire. 600 € hors-charges. *Rémi ou Christophe, tél : 03 87 86 14 05, chrismathis@netcourrier.com*

■ A 12 km de Loches (Indre-et-Loire), association Compagnons bâtisseurs Centre vend hameau de quatre bâtiments à restaurer et terrain agricole sur 15 000 m² environ. Accès à l'eau dans l'un des bâtiments et une maison hors d'eau, alimentée en électricité. Prix : 83600 €. Contacter *Me Jayet, tél : 02 47 59 50 05.*

■ Jeune couple "esprit Silence", cherche terrain à bâtir et/ou proposition de partage en vue d'un habitat groupé secteur Vosges/Abreschwiler, en éco-construction. Christophe a déjà de l'expérience en ce domaine et souhaite en savoir et partager plus. *Christophe Mathis, chrismathis@netcourrier.com, tél : 03 87 86 14 05.*

Emplois

■ Ingénierie, 39 ans, 15 ans d'expérience (conduite de projets, gestion d'équipe, assistance à maîtrise d'ouvrage...) souhaite travailler dans un domaine en accord avec mes idées et cherche donc un poste dans une structure, un projet lié aux démarches alternatives, à l'écologie ou toute démarche favorisant la vie. Contactez *Christelle, tél : 01 43 27 21 05, slalivi@yahoo.fr*

■ J'ai 46 ans, en reconversion, je suis actuellement en formation de technicien supérieur en automatisme et informatique industrielle. Je dois effectuer pour valider mon diplôme une période de stage de huit semaines, en mai et juin 2006. Comme lecteur de Silence, je partage certaines valeurs que je considère comme fondamentales et qui pourraient être en complète contradiction avec les techniques que je veux mettre en œuvre, aussi je souhaiterais pouvoir collaborer à un projet ou une entreprise qui prenne en compte la dimension humaine et mette la technologie au service de celle-ci. Avec un riche passé professionnel et des connaissances actualisées, je pense être en mesure d'apporter ma pierre à un édifice, pour peu qu'il soit porteur d'humanité. *Philippe Perrin, La Plaine, 38440 Artas, philippe.perrin8@wanadoo.fr.*

Divers

■ Cède métier à tisser de marque Ryall (Lyon), 1,60 m de largeur, 4 lames, 6 pédales, ensouple-ourdissioir, comptours, frein tenseur à contrepoids, lance-navette amovible et matériel divers : 4 peignes, 2 planches à bobines, bobines et bobinoir manuel, 2 peignes d'encroix, diverses navettes (lyonnaises, suédoises à la main, à tapis...) stock de lisses métalliques, crochet à enfiler, étampe, ainsi que petit stock de cotons et lins à tisser. 100 € le tout. *Tél : 03 80 90 72 50.*

■ Vends couches lavables certifiées Ökotext, Easy-fix de Popolini. Occasion en TBE, 8 € pièce (achetées 15 € pièce en juin 2005). Rens : *05 55 68 60 56.*

■ A louer à 15 km d'Aix-en-Provence, maison individuelle dans beau cadre provençal, calme, promenades, relief, 2 à 4 personnes. Hiver : 380 € la semaine + chauffage, moyenne saison : 440 €, été : 550 €. *Tél : 04 42 58 86 53 ou 06 21 07 23 14.*

■ A louer en été gîte en Bretagne près de Fougères, pour deux personnes, 1 h en voiture de Saint-Malo et Mont-Saint-Michel. 200 € la semaine, tél : *02 99 95 44 16.*

■ Vends yourte 30 m² traditionnelle de Mongolie, meublée, décor original, secteur Moselle, 4500 € à débattre. *Christophe Mathis, chrismathis@netcourrier.com, tél : 03 87 86 14 05.*

Délais. Les dates de clôture sont indiquées en page "Vu de l'intérieur". Prévoir environ deux mois entre l'envoi d'une annonce et sa publication.

Domiciliées : Silence accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5 € en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Ecrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue.



Souffrance d'une femme

Merci Agnès Vincent, d'Aveyron (n°328), d'avoir mis des mots et osé les dire, sur cette souffrance, ces drames qui sont en train de se multiplier. Je crois qu'on aimerait bien que nous acceptions ces "séparations" et qu'à nouveau nous nous taisions, nous les femmes. Il nous reste à continuer de vieillir, à nous taire, à élever nos enfants puis nos petits-enfants, en pleurant dans le silence de notre chambre.

Je ne pensais pas que cela m'arriverait. Je "nous" croyais costauds, tellement complices, depuis 16 ans de vie commune, avec nos deux petits gars. Puis un soir, il m'a rayée de sa vie amoureuse. A décidé qu'il ne m'aimait plus. Je devenais encombrante et l'empêchais d'avoir d'autres relations "amoureuses". Elles le refusaient puisque déjà en couple, en famille. Alors, à la casse, la "vieille" compagne de route, avec sa presque ménopause, sa fatigue, son début d'usure. Et il se retrouve, lui, quasiment libre, quasiment jeune ; elle a 13 ans de moins que lui, une conscience quasiment nette pour quelques centaines d'euros par mois et quelques moments passés avec ses enfants.

Et il n'y a que moi pour dire combien c'est indigne, injuste, quelle trahison c'est. Peu se sont permis de "juger" sa conduite, sa décision. Tolérance ou lâcheté ? J'en suis encore à me le demander... "Il ne t'aime plus".

Le mot fatidique est jeté. Et face à ça que puis-je dire, contre qui et quoi me révolter ?

"Les hommes sont prêts à tout pour faire l'amour, même à aimer", même à abandonner compagne et famille. Et à nous, nanas de 40, 50 et plus, quelle pitoyable place nous laisse-t-on dans la société ? A part le droit de "faire moins que notre âge", ou celui "d'être bien conservées" ? A travers mes larmes, j'écrirais : "ne nous laissons pas abattre, regroupons-nous, élevons la voix, nous sommes et restons des trésors de tendresses, de richesse accumulées; nous sommes et restons belles et sexy, drôles et sages, aimantes et en colère. Et vous, hommes mûrs, regardez-nous, sachez nous reconnaître, nous apprécier, nous aimer, comme nous vous aimons. Tel que vous êtes".

Marielle Decormon ■
Indre-et-Loire.

Souffrance d'un homme

Agnès, ta lettre "Où sont les princes charmants" (n°328), bien qu'ouverte à l'expression des femmes et interpellant la revue, me suscite une bonne envie de débattre, malgré ma condition d'homme.

J'ai été content parce que cela rejoint les questions que je me pose sur les annonces de ce type, les annonceurs, les rapports hommes-femmes, les femmes, les hommes, leurs différences et leurs similitudes.

Et puis, comme toi, a priori, j'ai cette propension à vénérer les femmes, leur prêter vertus et pouvoirs, déplorer leur manque d'emprise sur nos sociétés. Et puis, et puis, dans un deuxième temps, non. Il y a que ces représentations ne collent pas à la réalité. Ma vie personnelle m'a amené à beaucoup réfléchir à ces questions et est un vivant contre-exemple de la situation présentée. Les statistiques et enquêtes sociales infirment une bonne part de ce que tu déclames ; je ne suis pas dans un cas isolé, alors je me dis qu'il faut réagir.

Déjà, ne pas recommencer, toujours, cette guerre des sens ; mais admettre que les choses sont plus complexes. Plusieurs postulats, dont le principal que tu utilises, méritent d'être réexaminés :

"Quand la femme aime, l'homme ne fait que désirer" : ça me fait drôle, j'ai été plaqué x fois par des femmes que j'aimais ; j'ai eu beaucoup le sentiment de n'être dans la relation qu'un gigolo, alors que je cherchais un partage pour la vie.

As-tu lu *La femme seule et le prince charmant* de J.-P. Kaufman ?

Il montre comment le mouvement d'individuation, de sortie de couple avance du nord de l'Europe vers le sud, inéluctablement, en passant par les pauvres, avec ce que cela entraîne de "solitudes subies". Il révèle après enquêtes auprès de nombreuses femmes seules et de comportements vis-à-vis de l'amour et du couple : de la femme seule, type "cheval au galop" au type "dinosaur", qui rêvent d'un prince charmant différemment affublé de qualités supérieures, et toujours en cheval blanc.

Ne vois-tu pas les annonces de femmes cherchant des hommes grands, bruns, si possible experts de ci et doués de ça ? C'est animal ou culturel ? Il y a beaucoup d'hommes seuls (par force) qui rêvent à leur princesse unique et définitive. Beaucoup de femmes seules qui, c'est vrai, se résignant à force, à force et d'autant plus que la ménopause est là.

Je le redis : je fais pourtant partie de ces humains qui se demandent encore ce que les femmes trouvent aux mecs (...).

Mais maintenant soyons franc, même s'il faut être un peu cru. Certes, comme tu le rappelles, le vagin est un organe peu innervé. Mais, que ne

dis-tu rien du clitoris ? C'est quand même l'organe par excellence de toutes les autonomies ! Comment se comporte une "femme seule" au pieu avec un mec (forcément plus ou moins occasionnel, jetable) ? Eh bien elle cherche la position qui permette la masturbation la plus efficace de son clitoris, car il faut jouir, à défaut d'aimer. Me trouvant en relation (sincère ?) de confiance avec certaines d'entre elles, j'ai entendu des phrases : (...)

"Je n'ai jamais compris les filles qui achetaient des godemichés, il y a tant d'hommes". D'ailleurs, celle qui a prononcé cette phrase s'est débrouillée pour me "larguer" alors qu'elle abordait la ménopause ; pense donc, déjà cinq ans qu'on était ensemble, sans qu'elle "chasse" ailleurs, quelle horreur et longueur de temps ! (...)

Les femmes sont très supérieures aux hommes sexuellement, dans leurs capacités, et cela a de sérieux prolongements psychanalytiques qui devraient induire des qualités de sagesse, d'ouverture et de tolérance proprement féminines. On espère tous l'avènement de ces qualités. En attendant l'individualisme, l'égoïsme, l'instrumentalisation de l'autre, la soumission, le fantasme, la perversion sont le lot des deux sexes, et c'est là dessus qu'ils se retrouvent souvent, pour le pire.

Marc Finand ■
Drôme.

Pour sortir de la dépendance envers les hommes

En réponse au courrier d'Agnès Vincent, je tiens à relater brièvement mon expérience personnelle. J'ai été très amoureuse d'un homme pendant 15 ans jusqu'à ce qu'il me jette (avec un enfant) du jour au lendemain. Ça m'a vraiment fait mal (...). Après une période de 18 mois très douloureuse, je suis devenue lesbienne par dégoût des hommes (...). Aujourd'hui, à 45 ans, j'ai eu de nouveau quelques histoires avec des hommes mais plus jamais sans tomber amoureuse et sans avoir de relation exclusive. J'ai plusieurs amies sur lesquelles je peux compter quand ça ne va pas et je suis vraiment contente et épanouie de n'être plus dépendante d'un homme, tant sexuellement que socialement...

Valérie Mayard ■
Isère.

Contre la "morale"

J'ai lu avec intérêt la lettre d'Agnès Vincent (n°328). D'abord, pour expliquer la suite, je précise que je suis un homme de plus de 50 ans qui vis une vie de couple heureux depuis longtemps. J'ai connu des relations avec des femmes plus âgées et moins âgées que moi, mais ma femme a à peu près le même âge que moi. Je me considère comme féministe depuis longtemps, et je suis conscient que beaucoup d'hommes sont extrêmement misogynes dans un monde où l'exploitation, la maltraitance, le mépris, la violence, la sous-représentation politique et économique et la déconsidération envers les femmes sont très étendus. De plus, il n'y a pas de doute que bien des hommes, par instinct animal ou éducation, sont programmés à chercher la femme "idéale" (cf. le film *Les Poupées Russes* qui dénonce bien ce phénomène) et de ce fait pourraient être qualifiés "d'anti-vieilles" si l'on a besoin d'étiqueter les gens. Et la souffrance des gens vieillissants abandonnés (pas seulement des femmes, mais plus souvent des femmes) est à déplorer. Cependant, il me semble que cela ne justifie pas certains propos qui nuisent même à la cause féministe.

Ne mélangeons pas tout. Si derrière les yeux, il y a quelqu'un capable d'aimer, de quel droit reproche-t-on à l'autre d'être attiré par quelqu'un de jeune, de beau, pour refaire sa vie ? Y a-t-il une morale "à giste" qui dicte que quand on est seul, on est censé chercher dans ses propres âges une compagne ? De quel droit reproche-t-on à l'autre d'avoir envie d'un enfant qu'il n'a pas pu avoir avant, si l'occasion se présente naturellement et si cette personne a la forme physique qui lui donne la chance de l'assumer pendant une vingtaine d'années encore, comme c'est souvent le cas de nos jours ? Si dans un couple, la flamme du désir s'éteint à cause d'un vieillissement ou des lassitudes et les habitudes provoquent aussi la disparition de la volonté d'aimer, est-ce normal de se faire violence et rester dans une relation où l'on ne trouve plus son compte ? Ou est-ce que c'est le mariage à vie sans divorce que l'on préconise en reprochant aux gens de ne pas avoir un amour éternel ?

Il est probable que certains hommes vieillissants fuient l'image que leurs femmes vieillissantes leur renvoient, mais j'ai l'impression qu'Agnès Vincent met tous les hommes dans le même sac car elle affirme que "quand la femme aime, l'homme ne fait que désirer" (...). Agnès Vincent fait aussi une accusation que les hommes ne font que se



masturber quand ils font l'amour. Cette généralité est excessive même si elle s'applique pour certains, mais elle soulève la question de la liberté dans la recherche du plaisir. Je n'ai pas envie de relations basées sur le seul plaisir/désir, et comme chacun et chacune, je peux le refuser au nom de ma propre liberté, mais si l'on dicte que l'amour dans les relations sexuelles est une exigence morale, cela changera-t-il pour autant la nature animale de l'être humain ? Je connais hommes et femmes poussés par ce désir ; nier sa réalité ou exiger la transcendance de la nature me semblent des démarches illusoire.

Puis, d'affirmer que "quand les hommes sauront aimer, ils n'auront plus peur de vieillir et n'abandonneront plus leurs compagnes de route" c'est supposer que l'amour nous blinde contre la peur de la mort, ce qui n'est pas le cas de mes parents qui ont 85 et 88 ans et qui s'aiment depuis plus de 60 ans. C'est aussi supposer que leurs compagnes continuent à pouvoir aimer leurs hommes tels qu'ils sont et non pas tels qu'ils "devraient" être, ce qui n'est pas toujours le cas non plus. A mon sens, l'amour se construit à deux et à n'importe quel instant l'édifice peut s'écrouler par manque de volonté de faire ce pas envers l'autre.

A chacun de faire le travail de se rendre attirant aussi. La vie est certes injuste. Certains n'arrivent pas à éviter de grossir, la ménopause intervient, la volonté manque, les maladies minent leurs bonnes résolutions... D'autres n'arrivent pas à éviter de trop boire ou fumer. D'autres tombent malades et demandent des soins très lourds. Encore d'autres dépriment et n'arrivent plus à proposer à leur partenaire un comportement gai et enjoué. Certains manquent d'exercice, d'énergie ou d'entraînements pour partager des expériences qui exigent une bonne forme. Mais en face, l'autre peut ne plus trouver son compte et même vingt ans de vie en commun peuvent ne pas sembler justifier le sacrifice de son avenir par fidélité. De quel droit peut-on critiquer une décision de partir ? Mettre sur le dos de l'individu la responsabilité de la vie de l'autre encouragerait des attitudes de victimes... une fois que tu as trouvé quelqu'un, tu peux te comporter n'importe comment, il doit rester jusqu'à ce que mort s'ensuive ! Donc, le problème de la vieillesse, de la solitude, de l'abandon, et des gens qui ne trouvent plus de compagne/compagnon reste. Compte tenu de l'atomisation de la société, la difficulté de construire des lieux et des groupes pour vivre ensemble avec toutes les générations, et la tendance peu satisfaisante à en faire un traitement économique (maisons de retraite, petites annonces, agences de rencontre), c'est tout un défi de construire une société solidaire où le sens de communauté existe et où les relations humaines évoluent pour que les gens aient envie que leur désirs correspondent à leurs amours. Mais poser le problème en termes de misogynie culpabilise bien des hommes dont la démarche n'est pas réductible à ceci, même si leurs envies, leurs façons de concevoir les relations pourraient évoluer positivement si les médias, les écoles, et leurs familles procédaient autrement.

Gregg West ■
Isère.

Totalitarisme décroissant ?

Une soirée sur la décroissance était organisée à Saint Etienne la semaine dernière. Le débat qui a eu lieu a suscité beaucoup d'interrogations inquiètes, voire de déception, en raison de l'attitude sectaire de certains militants de... la décroissance ! (...)

Plusieurs des participants ignoraient à peu près tout de la décroissance, et se trouvaient là pour s'informer : ils sont repartis avec une image assez négative d'une future société que j'ai entendu qualifiée de "totalitarisme", en aparté bien sûr...

Je crois qu'avoir raison est parfaitement inutile — voire contre productif — si nos arguments agressent l'autre. Un peu de sens pédagogique, savoir s'adapter à son auditoire : des qualités indispensables pour aborder les notions de décroissance. N'oublions jamais à quel point elles sont dérangeantes, voire déstabilisantes quand on les découvre pour la première fois.

Maryse Masson ■
Loire.

Mouvement pour la Décroissance

N'ayant pu me rendre aux Etats généraux de la décroissance, j'apprends par Silence (n° 330) qu'ils n'ont rien donné de concret. En cause, "l'hétérogénéité" des participants. Il est triste de voir que ces personnes sont incapables de considérer cette diversité — qui ne devrait surprendre personne — comme un atout plutôt que comme une faiblesse. Sans doute, le débat sur le "changement par le haut ou par le bas" est crucial et passionnant — il est inutile, toutefois, de chercher à le trancher. Pourquoi ne pas créer

un mouvement qui chercherait le changement par le haut *et* par le bas ? Ou mieux : un tiers par le haut, deux tiers par le bas ? De toute façon, nous avons besoin de tout changer, depuis nos comportements individuels jusqu'à la donne politique mondiale. Pour une entreprise aussi vaste, nous avons besoin de toutes les approches, elles sont complémentaires plutôt que concurrentes.

Seul débat à trancher dans l'immédiat, celui des structures : pour abriter une telle diversité, la structure du mouvement devra être assez relâchée, constituée par exemple de sections autonomes et d'un comité directeur qui n'aurait d'autres pouvoirs que de faire la synthèse des débats et faire des propositions d'actions globales. Rien n'empêche que se constitue par la suite une structure annexe, plus forte, qui se donnerait des objectifs précis et demanderait plus de discipline à ses adhérents. Les sections ayant voté contre sa formation ne seraient pas tenues d'y participer, quand bien même elles seraient minoritaires.

Je pense que c'est faisable, et nécessaire. C'est pourquoi je demande, à toutes les personnes qui partagent mon opinion, de le faire savoir en écrivant, par exemple, au journal *La Décroissance*, pour appeler à la création d'un Mouvement pour la décroissance, qui se donnerait pour objectif de propager les idées et pratiques de la décroissance par tous les moyens possibles, sauf la violence. (...)

Laurent Pasqual ■
Hérault.

De "La décroissance"

Il y a quelque chose qui est propre aux publicitaires et qui consiste à essayer de s'approprier des mots, en les transformant en marques de produits à vendre. Ainsi on trouve dans de nombreux magasins chimiques des produits comme *Monsavon*, et d'autres encore. Mais plus insidieux, on trouve depuis plus d'un an dans la presse en kiosque un journal bimestriel qui se fait surnommer *La Décroissance* (oh nan : la décroissance n'est pas à vendre !).

Une amie (parmi tant d'autres !), n'appréciant pas la manière avec laquelle ce bimestriel était écrit (ton agressif et moralisateur notamment), s'en inquiète auprès de nous, qui connaissons bien Silence. Elle s'imaginait la décroissance comme quelque chose de doux, de convivial, d'agréable à lire et d'invitif et croyait trouver dans ce bimestriel l'esprit qui va avec, mais là : déception !

Comment faire pour que ce mot ne soit pas récupéré ? Il ne me semble pas en tout cas que les *Casseurs de pub* et leur petit noyau dur soient en droit de s'approprier ce mot (ni qui que ce soit d'ailleurs). Maintenant j'apprends à la radio qu'ils viennent de créer un parti politique, le *Parti pour la décroissance*, et qu'ils utilisent leurs fichiers d'abonné-es à leurs différentes publications pour démarcher par courriel des personnes en les invitant à rejoindre ce parti ! Fichtre ! (source : le site www.decroissance.info et son forum participatif).

C'est vraiment dommage. Tout comme Serge Latouche, je trouve déplorable la création d'un "parti politique" : le parti d'en rire me convient mieux également ! (merci Serge !). Quant aux "Etats généraux de la décroissance équitables" (sic), qui ont eu lieu un samedi en octobre 2005 à Lyon, plusieurs ami-e-s qui y étaient s'y sont ennuyées et ont trouvé l'ambiance électrique, tendue.

En revanche le pique-nique et ses états généraux du lendemain, le dimanche, étaient très réussis ! Grâce à cela je réalise encore mieux que l'avenir de la simplicité volontaire et de la décroissance conviviale est plutôt dans un mouvement à l'horizontal (sur l'herbe, de gauche à droite, avec des niveaux différents, avec des opinions divergentes et riches... et du coup complémentaires !), et non dans un groupuscule à la verticale (dans un bureau, de haut en bas).

Des généraux non : des généreuses et généreux oui !

Esteban ■
Rhône.

Erreur et méprise

Nous avons l'habitude lire dans *Silence* des sujets qui sortent de l'ordinaire. Ce n'est certainement pas le cas dans la rubrique *Femmes* du numéro 329. En effet l'information concernant la nomination de la Québécoise Mickaëlle Jean, personnage fort sympathique d'ailleurs, comme première gouverneuse générale du Canada est fautive. (...) Elle est en vérité la troisième à occuper ce poste. D'autre part, d'autres aspects méritent de retenir notre attention dans ce qui ne peut pas à mon avis être une nomination





qui peut changer quoi que ce soit des structures hiérarchiques de l'Etat canadien. En effet les mouvements féministes se sont faits particulièrement discrets sur cette nomination (...) car cette dernière a été plus politique que jamais, le premier ministre canadien essayant de redorer son blason au Québec (...). D'autre part le poste de gouverneur général est comme vous le dites plus symbolique qu'autre chose (...) mais il est aussi significatif car Madame Jean est en fait le symbole non de l'unité canadienne mais la représentante de la reine d'Angleterre au Canada, c'est-à-dire des restes d'un système hiérarchique (...). En bref ce que je voulais dire c'est que cette information ne m'apparaissait pas très "alternative" ni d'un point de vue féministe ni d'un point de vue politique.

Marcel Sévigny ■
Québec.

Silence : Effectivement ce n'était pas une information très pertinente...

Fin de La Poste

J'ai raté la levée du courrier à Foix car j'ai découvert que la dernière limite était maintenant à 15h30. J'ai vraiment senti que ce service dit "public" se ratatine à la vitesse grand V. Il n'y a pas si longtemps la dernière levée était à 19 h, puis 17 h, 16h30, 16 h... et les changements s'accéléraient ! Je me demande si les gens en sont conscients et savent l'interpréter...

Claudine Aillaud ■
Ariège.

Adresse mail

Ceci est ma première et, vraisemblablement, dernière lettre qui vous est adressée : en effet, j'ai cherché, en vain, votre adresse mail et j'ai fini par trouver, tout seul comme un grand, cette absence significative !

J'aimerais connaître les dessous de ce choix... Quant à moi, je me refuse à la matérialité d'un courrier qui bouffe du papier, du timbre, du transport et je ne sais pas quoi encore...

Tant qu'à faire, à propos de l'article de Daniel Julien sur la technologie (n°325-326, page 87), je ne poserai qu'une question : à quel niveau de "technologie" se situe une production telle que la vision, par exemple ?

Maurice Furstoss ■
Gard.

Silence : Nous ne communiquons pas de courriel pour ne pas être envahi pas des messages non sollicités... mais nous en avons pour notre travail interne.

Hydroliennes

Dans le numéro 329, à la page énergies, il est question de la société Hydrohélix et de ses machines conçues pour produire de l'électricité à partir de courants marins. Si le projet des hydroliennes est très intéressant, force est de constater que l'un des concepteurs de la bécane, Hervé Majastre, l'est beaucoup moins en raison de son jusqu'au-boutisme. Au cours des présentations de son invention, l'ingénieur n'hésite pas à critiquer les éoliennes. En parallèle, il adhère régulièrement à Avel Pen Ar bed, association qui soutient l'énergie du vent.

Par ailleurs, je me souviens d'une rencontre organisée par des opposants à l'installation d'un parc éolien "dans leur jardin". (...) Pour bien montrer que les opposants aux éoliennes sont de fervents supporters des énergies renouvelables, l'intervenant le plus caricatural a fait l'éloge du projet d'Hervé Majastre. Servir de faire-valoir à d'irréductibles anti-éoliens n'avait pas l'air de gêner le promoteur des hydroliennes.

Il est vrai que la société Hydrohélix rame énormément pour réunir les fonds nécessaires à la construction et à l'implantation d'un prototype. Aux yeux d'Hervé Majastre, les blocages sont d'autant moins compréhensibles que (...) le potentiel hydrolien est en mesure de couvrir les besoins électriques de la région Bretagne. Tant et si bien que son amertume l'a amené à pester contre EDF



DR

qui a eu l'outrecuidance de financer un prototype britannique et à dénoncer les 90% de la recherche énergie accaparés par la filière nucléaire. Et, en ce mois d'octobre 2005, ne voilà-t-il pas que, par voie de presse, monsieur Majastre annonce : "La Bretagne ne coupera pas au nucléaire... Autant monnayer l'implantation du nucléaire dès maintenant..." ! Les opposants bretons au nucléaire sont en droit de se demander si Hervé Majastre n'a pas été approché par le lobby nucléaire qui en contrepartie d'un financement, aurait demandé un effort au dirigeant d'Hydrohélix, lequel se serait empressé d'y répondre favorablement (...).

Olivier Marc ■
Finistère.

Illich, école et décroissance

La lecture de l'article sur Illich (n°330) pose quand même de sacrées questions ! Je précise que j'ai, pour ma part, écrit en 2001 *Contre le travail des enfants* et que je pense très nettement qu'il faut mieux aller à l'école qu'à l'usine. Mais voyons ça un peu plus en détail. Première question : comment se fait-il que dans une école aussi pourrie que la nôtre (...), certains, nous par exemple, puissent arriver à penser, disons "librement". Je ne dis pas que l'école c'est génial et je sais que ce n'est pas là qu'on découvre la subversion. Mais je sais aussi que sous sa forme actuelle, ce n'est pas le meilleur outil possible pour arriver à s'émanciper de savoirs "castrateurs". Il n'empêche que, même si on suppose qu'internet peut pallier les déficiences de l'école voire la remplacer, comme le pense Isabelle Stengers, il faut savoir lire et écrire pour aller sur internet, et l'école est, surtout dans le tiers-monde, un meilleur moyen d'apprendre à lire que l'usine ou la rue (...). Car, deuxième question : au moment où, dans de nombreux pays du tiers-monde, l'école est en faillite, est-ce qu'on pense vraiment que critiquer l'école est une tâche prioritaire ? (...) On fait comment pour refuser le développement dans le monde moderne si on ne sait ni lire, ni écrire, ni compter, bref, si on n'a pas les quelques savoirs nécessaires pour comprendre le monde ? Car on ne peut pas critiquer le monde si on ne le comprend pas ! (...) J'insiste : je ne défends pas l'école telle qu'elle est actuellement. Ayant pour ma part écrit en 2005 *Contre le travail* dont a d'ailleurs rendu compte *Silence*, je mesure bien à quel point l'école cherche à nous conformer à ce monde et à ce système. Mais je pense qu'il ne faut pas oublier que l'école c'est aussi un moyen de découvrir La Boétie ou Nietzsche, Stirner ou Marx, de se plonger éventuellement dans les rapports du FMI ou de la FAO, de lire *Silence* (mais si !), et qu'on ne peut pas sérieusement prétendre critiquer ce monde sans jamais rien lire de tout ça. On peut certes apprendre à lire ailleurs qu'à l'école, mais d'une part aller à l'école n'empêche pas de la dépasser, et d'autre part, encore une fois,



Ivan Illich.

il vaut mieux l'école que l'ignorance. Enfin pour ce qui est des sociétés orales dans lesquelles la lecture est un non-sens, la question qui se pose directement, celle du prétendu progrès qui a imposé l'écrit ; c'est alors très nettement ce progrès en tant que tel contre lequel il faut lutter, et pas seulement l'école qui n'en est qu'un aspect. On pourrait rétorquer qu'il faut mettre en place des alternatives. Bien entendu ! Mais il faut aussi mesurer que, pour 3 ou 4 milliards d'êtres humains, il n'y a guère d'alternative qui se dessine, tandis que pour ceux qui les dirigent et pillent leur pays, la suppression des écoles serait un très bon plan ! Je rappelle à Isabelle Stengers qu'en 1979, il y avait, nous disait le BIT, 56 millions d'enfants au travail, et qu'aujourd'hui il y en a, toujours selon le BIT, environ 300 millions (soit un quart de la génération 5-15 ans). La question n'est pas donc d'être "politiquement incorrect" comme le dit Isabelle Stengers — et cette incorrection politique finit par être tellement à la mode dans les cercles radicaux qu'elle justifie n'importe quoi —, mais d'être politiquement conséquent, ce qui est tout autre chose. Car un quart des jeunes d'aujourd'hui sans instruction, on peut dire sans grand risque de nous tromper que ça fera d'ici quelques années un formidable réservoir de militants pour les idéologies réactionnaires, du fondamentalisme islamiste et surtout chrétien au maoïsme primaire, en passant par toutes les idées simplistes (c'est-à-dire ne permettant pas de comprendre la moindre idée un peu compliquée, comme la décroissance par exemple). (...) Dernier point : tout à fait d'accord pour apprendre dans les deux sens du terme : recevoir et donner. Mais là, un autre combat nous attend, qu'illustre la réouverture du procès d'Outreau : la parole des enfants, après avoir été magnifiée, est désormais vouée aux gémonies. (...) C'est



incroyable, mais sur Outreau, personne, semble-t-il, n'a signalé qu'aucune parole n'est fondamentalement valable dans le cabinet d'un juge. On pourrait citer pas mal de procès où des témoins se sont totalement rétractés devant le tribunal, tout simplement parce que l'autorité du juge leur avait fait dire n'importe quoi. Et cela est vrai pour les adultes, et encore plus pour les enfants comme ceux d'Outreau qui ont de toute façon subi des choses atroces. L'offensive actuelle contre la parole de l'enfant doit être contrée. Là, merci à Isabelle Stengers de dire certaines choses qui doivent être dites à ce sujet.

Philippe Godard ■
Jura.

Du vécu

Vous écrivant du coin du feu d'une petite maison de pierre en pleine campagne, nous ne comprenons pas votre revue, obligée de dicter des idées à des soi-disant "écologistes" alors que le bon sens au quotidien n'a pas besoin d'aide pour se débarrasser d'une télé-vision, de vivre de ce que l'on cultive, de se déplacer en vélo, de fabriquer, réparer, récupérer, de choisir un métier en fonction de sa passion profonde et du but profond de sa vie (...). Désolé de vous annoncer que c'est possible, qu'il faut s'en donner les moyens et que le parcours est difficile et parfois solitaire. (...) Le courage manque à tous car au fond, ces gens-là ne sont pas prêts à changer. Alors ne faites pas une lutte acharnée contre la société, mais balayez devant votre porte ! Qu'êtes-vous réellement capable de faire ? Oui, c'est dur ! Nous, nous le vivons et nous aimons ! c'est beau et c'est la vraie vie... relevez vos manches !

Anais Monet ■
Bourgogne.

Puce pour cheval

Votre article paru dans le numéro 329 de Silence sur la carte biométrique (ndlr : dans *Croître, croire, obéir* de Guillaume Gamblin) me suggère une remarque à propos de ce qui se passe déjà avec nos animaux domestiques : la pose d'une "puce" électronique, rendue bientôt obligatoire pour tous les équidés. Personnellement je m'oppose depuis le début à cette mesure, pour les mêmes raisons que celles que vous évoquez dans votre revue. La puce est, en outre, une source inépuisable de profits pour les laboratoires pharmaceutiques, plus soucieux de la bonne santé de leurs finances que de celle des animaux (ou des humains !).

En tant que professionnelle du cheval, cette résistance me vaut la menace d'une amende, et met certainement mon activité en péril à plus ou moins court terme. J'ai déjà cessé l'élevage à cause de cette législation scandaleuse. Ce qui me sidère, c'est l'acceptation passive que j'observe autour de moi, et je me sens très isolée dans ma démarche. J'aimerais savoir si d'autres lecteurs de Silence se trouvent confrontés au même problème, et aussi s'il existe un mouvement collectif de désobéissance à ce sujet...

Brigitte Morteveille ■
La Sorie 53270 Sainte-Suzanne.

Silence : Un regroupement de plusieurs associations (dont la Ligue des droits de l'homme et le Syndicat de la magistrature) opposé au projet Ines de carte d'identité biométrique existe. Il propose notamment de signer une pétition, disponible sur www.ines.sgdg.org ou auprès de la Ligue des Droits de l'Homme, 138, rue Marcadet, 75 018 Paris, tél : 01 56 55 51 00. Beaucoup d'informations sur les puces électroniques sont disponibles sur le site internet www.stoppuce.be

Spécial Bretagne

Lectrice depuis peu et résidente dans le Finistère, je voudrais savoir si vous envisagez de faire un numéro sur les alternatives en Finistère ou en Bretagne. Le numéro de janvier 2006 sur les alternatives en Ariège est particulièrement intéressant.

Mireille Robert ■

Silence : La Bretagne a été la deuxième région qui a bénéficié d'un hors-série de *Silence*. C'était le numéro 259/260... et le premier numéro consacré à une région à être épuisé ! Comme nous l'indiquons régulièrement, n'attendez pas que l'on revienne pour nous proposer des reportages !



Critique et utilisation d'internet

Pourquoi votre excellent article double sur la course aux téléphones portables et sur les hautes technologies dans le Grésivaudan n'est-il pas signé par une personne mais par un site internet ? N'est-ce pas contradictoire ?

Ingeborg Eilers ■
Isère.

Silence : L'article sur les portables est signé par www.piecesetmaindoeuvre.com, qui est le site internet du groupe de simples citoyens Pièces et main d'œuvre. Cela fait plusieurs années que ce groupe écrit et diffuse des textes critiques par rapport aux nouvelles technologies et au développement de l'agglomération grenobloise. Ses membres tiennent à rester anonymes, par refus de la personnalisation du débat et pour mettre en avant le fond des écrits plutôt que leurs auteurs. L'utilisation d'un site internet permet ceci tout en assurant une bonne diffusion aux textes. Peut-on critiquer les nouvelles technologies et faire passer ses idées par Internet ? Voici un débat complexe... Cela fera sans doute prochainement l'objet d'un dossier dans *Silence* ("Autonomies et technologies").

Pulvérisations sauvages

Habitant la ceinture verte de Marseille, je me nourris tout l'hiver de feuilles sauvages qui repoussent dès les premières pluies de septembre et durent jusqu'en été : moutardes, brocolis, mauves, chardons, roquettes, blettes, poireaux, asperges, etc. Je recueille l'eau de pluie dans mes citernes, je croyais qu'elle était meilleure que l'eau du robinet, que mes

feuilles sauvages n'avaient pas besoin d'être traitées par cette eau peu naturelle avant consommation... Le 27 octobre pour la première fois, étant fraîchement retraitée et donc chez moi en semaine, j'ai vu l'hélicoptère épandeur dont rien ne m'avait jamais informée. Tout ayant brûlé plusieurs fois dans la "ceinture verte", il ne reste des pins que sur les maisons, et c'est donc là que j'ai vu l'opération qui m'a empoisonnée : cinq ou six passages sur les maisons voisines, le travail est consciencieux, le pilote est sûr de bien faire, et a essayé de me dissuader de continuer de ramasser des olives pour les vaporiser ; j'ai résisté, il n'a vaporisé que les pins sur la maison voisine, à 20m de moi... Ce n'est qu'en lisant *Silence* (n°329 de novembre 2005, p.23) quelques jours après que j'ai commencé à comprendre pourquoi je suis de plus en plus malade d'épuisement inexplicable ces dernières années (...). C'était bizarre. Ça ne l'est plus. J'avais déjà eu le système immunitaire démolé par un sérum anti-tétanique (en 88) dont des amies pharmaciennes m'avaient dit qu'il n'était plus vendu étant trop dangereux. Eh bien dans un quartier pauvre de Marseille, il l'était (...).

Sylvie Coutelle ■
Bouches-du-Rhône.

publicité

TERRA
7^{ème} Foire éco-biologique

Dimanche 9 avril 2006
Jusqu'à 19h

LONS LE SAUNIER

En écho avec Humus/Réa et 5 novembre à L'INCHAMBOE

Réfractaires à la guerre d'Algérie

Erica Fraters
Ed. Syllepse
2005 - 224 p. - 18 €€

Erica Fraters est l'anagramme de réfractaires. Cet ouvrage collectif donne la parole à une cinquantaine de personnes qui, au sein de l'Action civique non-violente, un collectif proche des communautés de l'Arche de Lanza del Vasto, ont eu le courage d'organiser la résistance pendant le conflit, entre 1959 et 1963. Objecteurs de conscience avant qu'une existence légale ne le permette (il faudra un jeûne de Louis Lecoin pour une première reconnaissance en 1963), ils ont préféré faire de la prison plutôt que de partir en Algérie. D'autres, solidaires, non concernés par le service militaire (femmes ou trop âgés) ont également mené des actions de désobéissance. L'histoire mouvementée et émouvante de ces militants dont les méthodes non-violentes se retrouvent aujourd'hui tout particulièrement dans le mouvement de désobéissance des faucheurs volontaires. Les actions ont été très variées : envahissement de l'usine nucléaire de Marcoule (avril 1958) pour protester contre l'arme nucléaire, jeûne de quinze jours contre la torture à Genève (juin 1958) puis à Grenoble (janvier 1959), demande à être arrêtés comme suspects par sept volontaires se rendant au camp du Larzac où sont internés plus de 5000 Algériens suspects interpellés en France (juin 1959), manif contre les nouveaux camps de concentration à Thol, dans l'Ain (avril 1960) avec 250 personnes et

trente arrestations. Manif contre le fort de Vincennes avec mille personnes (30 avril 1960), enchaînement place de la Concorde pour demander à être arrêté comme suspects (11 mai 1960), le mouvement fait boule de neige et douze actions se tiennent simultanément dans autant de villes dont 1500 personnes sur les Champs-Élysées (28 mai 1960). Jeûne dans un bidonville à Nanterre, au milieu des Algériens



(7 au 14 juin 1960)... des personnes volontaires accompagnent les réfractaires et se font arrêter en déclinant le même nom. Une revue voit le jour. Le 17 octobre 1961, c'est le drame, une manifestation des Algériens est violemment réprimée faisant de très nombreux morts. Le préfet Papon minorera les faits. Des chantiers solidaires se mettent en place : les réfractaires y participent pour montrer qu'ils sont prêts à aider la collectivité mais pas à faire la guerre. Evidemment, certains se font alors arrêter. Louis Lecoin jeûne du 1^{er} au 22 juin et de nombreuses actions de solidarité se tiennent dans toute la France. Cela débouche sur un statut d'objecteur qui restera confidentiel et

qui donnera lieu à des luttes jusqu'au début des années 80. Un livre indispensable pour ceux qui veulent prendre conscience de la force de la non-violence. MB.

Economie et politique des changements climatiques

Sylvie Faucheux, Haitham Joumni
La Découverte / Repères
2005 - 128 p.

Après un rappel des risques de changements climatiques, le livre présente une étude de scénarios économiques pour y faire face. Cela commence bien avec un schéma en croix, page 22, qui met à gauche l'économie, à droite l'environnement, en haut le global et en bas le local déterminant quatre types de scénarios. Malheureusement quand on lit celui qui nous attire tout de suite : environnement + local, on constate que l'on aurait, comme pour tous les autres, encore une croissance économique ! Voici donc encore des économistes incapables de prendre en compte la vie dans son ensemble : le changement climatique n'est qu'un des aspects de l'épuisement de la planète et prévoir la poursuite de la croissance est criminel. La croissance étant ici incontrôlable, les solutions explorées sont d'un réformisme décevant : droits de pollution, amélioration de l'efficacité énergétique... conformiste et affligeant. MB.

Régénérez votre foie

Sandra Cabot
Ed. Jouvence (74 Saint-Julien-en-Genevois)
2004 - 220 p. - 17 € €

Le foie est le nettoyeur du corps et bon nombre de nos problèmes de santé peuvent se résoudre avec un foie en meilleur santé. L'auteure présente les fonctions et les maladies du foie. Rappel des possibilités de la naturopathie (artichaut, pissenlit, chardon-Marie, radis noir...) et d'un bon équilibre alimentaire qui commence par le choix d'une alimentation biologique. Un peu trop axé sur l'obésité qui s'explique pour une bonne part par l'impossibilité pour le foie d'éliminer la

graisse. Plus discrète sur d'autres maladies provoquées par l'impossibilité d'éliminer les substances chimiques de l'alimentation industrielle et de la pollution atmosphérique. FV.



Marée montante

Mark Lynas
Ed. Au diable vauvert (30600 Vauvert)
2005 - 380 p. - 21,5 € €

Traduit de l'anglais, ce livre sur le réchauffement climatique est écrit quasiment comme une enquête policière. Avec force reportages et rencontres tout autour du monde, l'auteur (qui voyage comment ? quand même pas en avion !) nous fait découvrir ce que sont déjà les phénomènes observables et ce qui risque de se produire : pluies en Grande-Bretagne, hivers plus chaud en Alaska (+6°C déjà), montée des eaux et tempêtes à Tuvalu, sécheresse et désertification en Chine, ouragans aux Etats-Unis, fonte des glaciers au Pérou, et pour finir un récit des actions menées par des militants pendant les sommets sur le protocole de Kyoto. C'est extrêmement facile à lire et se termine par



La diagonale de Tchernobyl

Collectif
Ed. Brut de Béton, BP 9, 63160 Billom
2005 - 52 p. - 10 €€

La compagnie théâtrale *Brut de béton* organise pour les vingt ans de l'accident de Tchernobyl une tournée qui commence sur les lieux de l'accident et se déplacera ensuite à partir du 26 avril comme le fit le nuage radioactif vingt ans plus tôt. Dans chaque pays traversé, des représentations de *La supplication* permettront d'animer des débats sur le risque nucléaire. Initiative complémentaire : la compagnie a sollicité des écrivains pour leur demander une nouvelle sur le même thème. Sept d'entre eux ont joué le jeu et ce recueil, avec des textes souvent surprenants, en est le résultat. Les bénéfices serviront à financer la tournée. Pour les amateurs de nouvelles, un nouveau recueil est envisagé, vous pouvez écrire sur le thème "Que faisiez-vous le 26 avril 2006 ?", les dix meilleurs textes feront l'objet d'un prochain ouvrage. MB.



Livres

quelques propositions concrètes et toute une liste de contacts anglophones que l'éditeur aurait pu franciser. FV.

Gérer mon argent dans la liberté

Pierre Pradervand
Ed. Jouvence (74 Saint-Julien-en-Genevois)
2005 - 96 p. - 4,90 €

Pour fêter le centième titre de cette collection de petits livres de 96 pages, les éditions Jouvence ont choisi de publier un livre qui reprend de manière plus concise l'excellent livre *Découvrir les vraies richesses* qui avait l'objet d'un dossier dans *Silence* à l'époque (voir le n°224). Pour les lecteurs plus récents, un excellent placement financier pour apprendre à regarder votre argent d'un autre œil. MB.

D. V. D

Bon appétit monsieur Soleil

Boris Claret
Ed. La Trame, 19, rue Déodora, 31400 Toulouse
2005 - 27 mn

Ce film explique comment la surexploitation du bois, principalement pour la cuisine, provoque l'avancée du désert dans les zones subsahariennes fragilisées.



La solution existe : au Burkina, des programmes ont été mis en place pour former les populations à la cuisson solaire. Le film suit les formateurs de village en village et montre comment les enfants prennent conscience de la puissance du soleil en jouant avec des miroirs, puis comment les femmes se lancent dans la cuisson solaire qui va leur éviter de marcher des heures pour cueillir du bois de plus en plus loin. Ce DVD, enregistré en français, anglais, dioula et morée, est vendu 3 € au Burkina Faso... On peut se le procurer ici par un don supérieur à cette somme en contactant l'association qui le diffuse. MB.

Pesticides non merci

Jean-Philippe Vincent, Michel Crozas, Marc Peyronnard
Ed. ADABio, BP 2608, 38036 Grenoble cedex 02.
2005 - 47 mn - 13 €€

(+2 € de port)
Dans notre environnement, que nous le voulions ou non, se trouvent des molécules indésirables : les pesticides qui regroupent

NOUS AVONS ÉGALEMENT REÇU

- **Le chanvre en France**, Henri-Alain Ségalen, éd. du Rouergue (12035 Rodez), 2005, 110 p. 30 €. Le chanvre a de tout temps été cultivé pour réaliser des cordes, des tissus et de l'huile. Concurrencé dans les années 60 par les fibres synthétiques, il connaît une nouvelle jeunesse aujourd'hui avec son emploi dans la construction saine. Ce livre de photos montre les différents modes de culture et d'utilisation du chanvre... une plante aujourd'hui cultivée sans utilisation possible sous forme de drogue.
- **Mémoires d'otages**, Christian Chesnot et Georges Malbrunot, éd. J'ai lu, 2005, 254 p. Récit de l'enlèvement et de la libération des deux journalistes... et de ce que le gouvernement veut bien laisser filtrer. Pas passionnant.
- **ABC du jeûne**, Celeste Cândido, éd. Grancher, 2005, 120 p. 12 €. Le jeûne est décidément à la mode comme méthode de soin. Ce nouvel ouvrage commence par une longue présentation des jeûnes dans les religions. Déroulement d'un jeûne et conséquences sont moins développés que dans d'autres ouvrages sur le sujet.
- **L'écologie est-il un humanisme ?** Frédéric Coustou, éd. l'Harmattan, 2005, 292 p. 25 €. Approche philosophique des théories écologistes : celles-ci s'intègrent-elles dans une nouvelle avancée des droits de l'homme ou au contraire peuvent-elles conduire à de nouvelles formes de totalitarisme ? Des livres ont été écrits dans les deux sens, aussi simplificateurs et outranciers les uns que les autres. L'auteur penche pour définir l'environnement, c'est-à-dire la prise de conscience de nos liens avec la nature, comme un nouvel élément de la modernité, comme une avancée de notre pensée, ce qui peut alors laisser la porte ouverte à ce que les droits vis-à-vis de la nature se rajoutent aux droits humains et non s'y substituent. L'auteur recadre l'écologie comme un "réformisme radical" s'appuyant sur des "processus vertueux" partant de la condition humaine pour aller vers un respect de l'ensemble des écosystèmes selon une vision "complexe" des analyses. Dans ce cadre, ce serait alors un nouvel humanisme. Texte ardu.



les herbicides, fongicides, insecticides. Ces molécules chimiques sont mesurables dans l'eau, dans l'air, dans les aliments... Dans ce film très professionnel, François Veillerette du Mouvement pour les droits et le respect des générations futures, Corine Lepage et Gilles-Eric Seralini pour le CRII-Gen, Centre de recherche et d'in-

formation sur la génétique, André Pochon du réseau pour l'agriculture durable, des agriculteurs et des jardiniers bio, des employés municipaux présentent les moyens de diminuer ou de se passer de ces poisons. A remarquer tout particulièrement la démarche de la ville de Rennes qui s'est fixé comme objectif de ne plus en utiliser ou du département de l'Isère qui a mis en place des techniques alternatives de désherbage. De nombreux documents annexes complètent le film... dont une position de Corine Lepage qui dit ses doutes sur la possibilité d'envisager la décroissance. Un bon support pour s'informer et pour animer des réunions sur le sujet. MB.

C. D.

Le secret du bonheur

Camille Couteau (44, rue Polonceau, 75018 Paris)
2005 - 12 titres

Ce recueil propose d'agréables chansons optimistes et poétiques dont le titre phare *Le secret du bonheur* vaut à lui seul le détour. Mais *Marie-juana* comme hymne à la gloire de l'utopie et des rêves est tout à fait entraînant également. *J'ouvre une fenêtre* nous incite à sortir de "la tristesse infinie des fast-food" et des fausses libertés de la consommation. Il y a de belles chansons d'amour comme *A quoi tu penses ?* et toujours une grande force poétique qui devrait vous aider à développer la joie de vivre. FV.



A travers chants



Michel Boudaud (La Boutie-Cailaud, 85600 Saint-Hilaire-de-Loulay)
2005 - 16 titres - 15 €
(+4,50 € de port)

Douze chansons et quatre textes sur le monde agricole, sur l'amour, contre la guerre et sur des questions écolos avec

une reprise du "petit navire" qui sert à emmener les esclaves, les radeaux pour fuir le pays, les gros navires qui s'échoient avec leur marée noire et les métallos qui se font exploiter sur les chantiers navals ou avec les hirondelles qui ont du mal à faire le printemps tant tout est pollué. Des chansons sobres où les paroles ont plus d'importance que la musique. FV.

✉ Courriers :

9 rue Dumenge, F 69317 Lyon Cedex 04

📄 Comptabilité - Abonnements :

04 74 07 08 68 mardi 8h30-11h et 13h30-16h

04 78 39 55 33 jeudi 10h-12h et 14h-17h

📄 Rédaction :

04 78 39 55 33 mercredi 10h-12h et 14h-17h

📄 Stands, correspondants, dépositaires :

04 78 39 55 33 lundi et mardi
10h-12h et 14h-17h

✉ Virements bancaires :

CCP 550 39 Y LYON

✉ Distribution en Belgique :

Brabant-Écologie - Route de Renipont, 33
B - 1380 Ohain - Tél / fax : 02 633 10 48
CCP 000 15 19 365 54

✉ Distribution en Suisse :

Contratom CP 65 - CH 1211 Genève 8
tél : (41) 22 740 46 12
CCP 17-497696-4

Imprimé sur papier 100 % recyclé
blanchi sans chlore par Atelier 26 - Loriot
Tél : 04 75 85 51 00

Les textes sont sous la responsabilité
de leurs auteurs. Les brèves sont des résumés
des informations que l'on nous communique.
La reproduction des textes est autorisée,
sauf avis contraire, sous réserve d'en indi-
quer la source et le nom des auteurs
(photos et dessins non compris)

N° de commission paritaire : 87026

N°ISSN 0756-2640

Date de parution : 1^{er} trimestre 2006

Tirage : 8300 ex

Editeur : Association Silence

Permanence : mardi 10h-12h et 14h-17h

☎ 04 78 39 55 33

Président : Xavier Sérédine

Vice-président : Jacques Caclin

Trésorière : Myriam Cognard

Secrétaire : Madeleine Nutchey

RÉALISATION DE LA REVUE

Directrice de publication :

Madeleine Nutchey

Secrétaires de rédaction :

Michel Bernard et Michel Jarru

Gestion et abonnements : Michel Jarru

Maquette et publicité : Patrice Farine

Stands, lieux de dépôts : Dorothee Fessler

Rédaction : Michel Bernard, Alain-Claude

Galtie, René Hamm, Esteban Montoya,

Madeleine Nutchey, Jocelyn Peyret,

Vincent Peyret, Mimmo Pucciarelli,

Francis Vergier

Dessinateurs : Lasserpe, Mahlen, Farine

Correcteurs : Emmanuelle Pingault,

Sarah Martinez, Raymond Vignal,

Françoise Weité

Photographes : Gérard Arnaud, Marie

Clem's, Greenpeace, Alban Labouret,

Vincent Peyret, Côté Jardins

Et pour ce numéro : Didier Anger,

Christiane Bessenay, Pierre Coulomb,

Marguerite Descamps, Guillaume Gamblin,

Philippe Girard, Daniel Julien, Alban

Labouret, Vincent Martin, Paulette Mazoyer,

Aymeric Mercier, Mireille Oria, Jocelyne

Renard, Reine Rosset, Paul Roullaud,

Service civil Lyonnais, Myriam Travostino,

Bernard Valette.

Couverture : Raymond Vignal (photo
centrale de Cruas), DR (photo Gorleben)

Bon de commande

Anciens numéros - Seuls les numéros présentés ci-après sont disponibles. Ils sont à commander uniquement en France. Les frais de port sont de 2 € pour un ex ☐, 3 € pour 2 ex ☐, 4 € pour 3 ex et plus ☐.

Numéros régionaux

☐ 272-273 Rhône

Croix-Rousse. La Duende. Le Bastringue.
Cabiria. La Gryphe. Bioclimatique. Réseau
Santé. Radio-Canut. Hommes violents 6 €

☐ 285-286 Isère

Superphénix. Moulin Guitare. 400 couverts.
MNEI. Jardin alpin. Lo Parvi. P'tit vélo. Terre
vivante. Encre Rage 6 €

☐ 291-292 Aquitaine

Terre de Jor. Champ d'action. Démon. Iskatola.
Abbadia. Nola-Mohika. Maison des femmes.
Azimuts. Boussac. Utopia. 6 €

☐ 298-299 Franche-Comté

Cirque Plume. Eau secours ! TGV. Jardins de
Cocagne. La Fraternelle. La Batailleuse.
Bioplin. Spirale. Pochon magique. Maison
Voisine. Convivialité 6 €

☐ 305-306 Bouches-du-Rhône et Vaucluse

Cours Julien. Loubatas. Ecoforum. Jardins de
l'Espérance. Ilotopie. Mille babords. Ballon
rouge. CIRA. Longo Maï. GERES. Graines de
vie. Pic Noir 6 €

☐ 312-313 Poitou-Charentes

Les maisons de Béruges. Défense du marais
poitevin. Kvintpetalo, un centre esperantiste.
La Tambouille. Le hameau de la Brousse.
Maison du MER 17. 6 €

☐ 318-319 Drôme / Ardèche.

Terre et humanisme. Tofouille. Le loup. Jeûne
et randonnée. La CRII-Rad. Naître à la mai-
son. Jardins solidaires 6 €

☐ 325-326 Nord-Pas-de-Calais.

Des jardins dans la ville. La Maison de la
nature et de l'environnement. Droit au vélo.
La Malterie. Laisse ton empreinte. 6 €

☐ 331 Ariège et Hautes-Pyrénées

Phébus Ariège maîtrise l'énergie. La ferme de
la Coume. Terre de couleurs. Saveurs d'ailleurs.
Village écolo ou écovillage ? Le Millepattes.
Prommata, Equitable 4 €

Autres numéros

☐ 300 Nos lecteurs ont du talent

40 pages réalisées par les lecteurs.... 4 €

☐ 304 Toujours sexistes ?

Société de frugalité. Auto-déstructuration.
Nucléaire : secret défense. 4 €

☐ 307 Ecocités

Carole Poliquin. Féminisme. Grands corps
d'Etat. Entraide. 4 €

☐ 310 Nature politique de l'écologie

Agribio et circuits courts. Les trois SEL de la
vie. Le jeûne de Louis lecoin 4 €

☐ 311 OGM Violence marchande

Jeûne sortir du nucléaire. SEL : échec écono-
mique, réussite sociale. 4 €

☐ 314 Le réseau REPAS

Croissance/décroissance. SEL : de la monnaie
au temps comme mode d'échange. 4 €

☐ 315 Décroissance et non-violence

Transport fluvial. Les restes du festin. OGM :
faucheurs volontaires 4 €

☐ 316 Réflexions fêtes

Vivre sans nucléaire : après le jeûne. Nord/Sud :
les prix du sang. Agriculture bio 4 €

☐ 317 Vivre à la campagne sans voiture ?

Nord/Sud : Vaccins et colonialisme. SEL :
Analyses internes ou récupération 4 €

☐ 320 Ecologie et cultures alternatives

Décroissance : Pétrole et géologie politique.
Finances : Imaginer une banque transparente.
Bureautique et économies d'énergie. 4 €

☐ 323 L'écologie au quotidien

Santé : les soins par les abeilles. Décroissance :
diminuer notre vouloir d'achat. Constitution :
vers une Europe militaire ! 4 €

☐ 324 Voyages au pays de chez soi

Alternatives : la bio au cœur de l'écologie.
Eolien : du vent sur la maison qui brûle.
Energies : Une technologie qui tombe pile 4 €

☐ 327 De nos [in]cohérences

REPAS : les Nouveaux Robinson. Energie :
L'éolien détrône le nucléaire 4 €

☐ 328 Décroissance, social et emploi

Téléphone portable : gadget de destruction
massive. Economie alternative : Perche
Activités, La Péniche 4 €

☐ 329 Désobéissance civique

Une Ecozac à Paris. Wwoof autour de la Terre.
La maison de l'Écologie de Lyon.
Téléphone portable (2). 4 €

☐ 330 Des entreprises solidaires

Le micro-crédit : contre les femmes ?
Illich, école et décroissance 4 €

☐ 332 Créons des médias alternatifs

Transports : résistance au Lyon-Turin
Faucheurs volontaires : stratégie payante ?
Auroville : une utopie en marche 4 €

☐ **Annuaire de la presse alternative**, édition 2004, 8 pages, plus de 400 adresses, 4 € (port compris)

Abonnement

France métropolitaine

☐ Découverte 1 ^{er} année	6 n°	15 €
☐ Particulier	1 an	40 €
☐ Institution	1 an	80 €
☐ Soutien	1 an	50 € et +
☐ Petit futé	2 ans	65 €
☐ Groupés par 3 ex	1 an	100 €
☐ Groupés par 5 ex	1 an	150 €
☐ Petit budget	1 an	25 €

je règle un total de :

NOM _____

Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____

Ville _____

France : Règlement à Silence,
9, rue Dumenge,
69317 Lyon cedex 04

Suisse

☐ Découverte 1 ^{er} année	6 n°	25 FS
☐ Particulier	1 an	60 FS

Autres pays et Dom-tom

☐ Découverte 1 ^{er} année	6 n°	22 €
☐ Particulier	1 an	45 €
☐ Institution	1 an	90 €
☐ Soutien	1 an	50 € et +
☐ Petit futé	2 ans	70 €
☐ Petit budget	1 an	40 €



Belgique : Règlement à Brabant-
Écologie, Route de Renipont, 33,
B - 1380 Ohain
tél : 00 32 2 633 10 48
CCP 000 15 19 365 54

Suisse : Règlement à Contratom
CP 65 - CH 1211 Genève 8
tél : (41) 22 740 46 12
CCP 17-497696-4

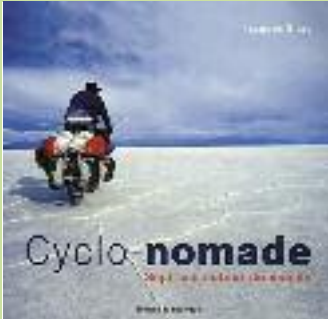
Cyclo-nomade

Sept ans autour du monde

Jacques Sirat
Ed. du Rouergue
(12 Rodez)

2005 - 240 p. - 36 €€

En 1994, l'auteur part à pied et



fait le tour de l'Europe en seize mois, traversant 32 pays. Il décide alors de se lancer dans un tour du monde et part en 1997 avec un vélo et 70 kilos de bagages. Il pense partir pour 3 ans, mais après sept ans, il n'aura toujours pas bouclé son tour du monde. Il s'arrêtera au centre géodésique de l'Amérique du Sud, après 80 000 km parcourus et 46 pays traversés. Le livre narre son époque avec de très nombreuses anecdotes, rencontres, galères et surprises, le tout agrémenté de centaines de photos. C'est fort agréable à lire et nous montre bien la différence entre le voyageur qui ne compte pas son temps et le touriste prédateur. Cela devrait vous donner envie de voyager sur deux roues. FV.

Manger local

Helena Norberg-Hodge,
Todd Merrifield,
Steven Gorelick
Ed. Ecosociété (Montréal)
2005 - 170 p. - 15 €

Les trois premiers chapitres de cet ouvrage rappellent comment l'agriculture s'est récemment mondialisée, comment on assiste à la concentration des grandes monocultures et les conséquences que cela entraîne en terme d'écologie (gaspillage d'énergie, multiplication des transports, uniformisation de la nourriture, biodiversité en péril, pollution par les pesticides...). La suite de l'ouvrage montre com-

ment une relocalisation de nos sources d'alimentation peut avoir de multiples bénéfices : manger proche, c'est manger de meilleure qualité, c'est favoriser une économie locale et protéger l'emploi, c'est recréer du lien social, c'est assurer une sécurité alimentaire ici et là-bas. Mais pour cela, il nous faut être capables de nous faire entendre face à des multinationales qui ont tout intérêt au contraire à ce que tout dépende d'elles. Ce livre contribue à élargir la prise de conscience à laquelle nous assistons aujourd'hui. FV.

B . D .

Prix Tournesol 2006

A l'occasion du salon de la BD à



Angoulême, les Verts ont décerné pour la dixième fois leur prix Tournesol. Cette année, c'est le livre collectif *Amiante, chronique d'un crime social* qui a obtenu le prix. Autour d'un scénario d'Albert Drandov, onze dessinateurs racontent quatorze histoires. L'ouvrage a été conçu en soutien à l'Andeva, Association nationale des victimes de l'amiante et édité par Septième Choc éditions, BP 36, 78540 Vernouillet. *Un bon p'tit gars* (dessin : Khrist Mirror) présente le rapport Auribeau sur l'hygiène et la sécurité des ouvriers dans les filatures et tissages d'amiante en Normandie, premier rapport alertant sur les dangers de l'amiante en 1906. *La loco d'Amérique* (Dikeuss) se passe dans un dépôt SNCF de la Blancarde à Marseille. *Marche ou grève* (Dikeuss) présente l'histoire d'une grève sur les conditions de travail dans les usines Ferodo en Normandie en 1956. *La Photo* (Cordoba) : quand on utilisait de l'amiante pour simuler la neige au cinéma... *Les taupes* (Thierry Olivier) : la vie des hommes qui creusaient la montagne pour trouver des filons

Les paysans sont de retour

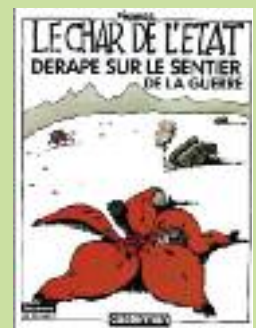
Sylvia Pérez-Vitoria
Ed. Actes Sud
2005 - 266 p. - 20 €€

Sylvia Pérez-Vitoria est économiste, sociologue et documentariste. Collaboratrice de la revue *L'Ecologiste* et de *La ligne d'Horizon*, association des amis de François Partant, en 2002, elle a animé le colloque *Défaire le développement, refaire le monde* et

coordonné l'ouvrage qui en fut tiré (Parangon, 2003). Son dernier ouvrage, *Les paysans sont de retour*, est une sévère critique de la tentative de mise à mort de la paysannerie par les sociétés industrielles. Il analyse ce processus de destruction, mais également les solutions envisageables, au travers de quatre problématiques fondamentales : la question de la terre et du régime foncier ; les mutations sociales induites par la fin de l'agriculture familiale et son corollaire, l'urbanisation ; les nouvelles formes de dominations engendrées par le "progrès", c'est-à-dire la technicisation et l'industrialisation de l'agriculture ; le remplacement d'une économie paysanne locale basée sur l'autosubsistance par un commerce agricole mondialisé. De la question paysanne dépend notre alimentation et notre environnement, mais aussi nos modes de vie et notre culture. En replaçant les luttes paysannes au cœur de la société et de l'histoire, *Les paysans sont de retour* nous rappelle l'importance de mouvements tels que *Via Campesina*, les Zapatistes ou les "sans-terre" dans les résistances contemporaines. Ainsi, au-delà des luttes corporatistes, les paysans, qui représentent encore la moitié de la population mondiale, construisent au quotidien de véritables alternatives qui dépassent largement la question paysanne. L'ouvrage de Sylvia Pérez-Vitoria montre que ce sont même de véritables projets de société que portent aujourd'hui les luttes paysannes. Prenant le contre-pied de ce que le système dominant voudrait faire passer pour une évidence, elle démontre ainsi dans cet essai passionnant, non seulement que les paysans ne sont pas en voie de disparition, mais surtout qu'ils sont l'avant-garde de la société post-industrielle. Et de conclure, "le 21^e siècle sera paysan, ... ou ne sera pas" ! Aymeric Mercier.

d'amiante dans la mine de Canari en Corse. *Particules particulières* (Unter) : l'amiante à l'université de Jussieu à Paris. *Le visiteur* (Lazoo) : la lutte des femmes d'Amisol, l'usine de textile d'amiante à Clermont-Ferrand. *Le serment d'Hippocrate* (Jean-François Miniac) : la médecine du travail à l'épreuve de l'amiante. *Un bleu de travail pour deux* (Pauline Casters) : histoire d'une épouse contaminée en lavant les vêtements de travail de son mari. Faut pas se plaindre (Dikeuss) : histoire d'un éducateur d'un centre d'adaptation par le travail licencié pour avoir dénoncé les conditions de travail des handicapés exposés à l'amiante. *Souvenirs de classe* (Fred Coicault) : l'histoire de Pierrot, un écolier contaminé en allant à l'école mitoyenne de l'usine d'amiante à Aulnay-sous-Bois. *Georgette et Auguste* (Dikeuss) : histoire d'un soudeur des chantiers navals de Saint-Nazaire, mort de l'amiante le jour de la fête du travail. *Nuit blanche et robe noire* (Jean-Frédéric

Minéry) : un ex-mineur devenu avocat pour plaider contre les Houillères dans une action en faute inexcusable de l'employeur. *Les Folles de Dunkerque* (Ian Derin) : l'appel des 140 veuves de Dunkerque pour la Justice, contre l'oubli.



Les Verts, pour marquer le dixième anniversaire, ont également décerné un Super-Tournesol à F'Murr pour l'ensemble de son œuvre et en particulier pour la série *Le Génie des Alpes* et *Le Char dérape sur le sentier de la guerre*.